



25^{es} Controverses européennes

16 > 18 JUILLET 2019
À BERGERAC (DORDOGNE)



IMAGES DES MONDES AGRICOLES
DANS LA SOCIÉTÉ
L'état de chocs ?



Sommaire

PROLOGUE

Flash-Back : quelles images avons-nous en 2003 ?
 Laura MARTIN-MEYER
 Cas d'école : ce qu'en pensent les étudiants de
 l'enseignement agricole. Camille COSTE

Mardi 16 juillet 2019 – Arrêt sur images

TABLE RONDE

Cette minorité est traumatisée parce qu'elle vient d'une
 majorité, ce qui est une situation unique. Bertrand
 HERVIEU, Jean-Daniel LÉVY, Albert MASSOT-MARTI

RÉACTIONS

Dans un monde aussi difficile soit-il, il reste de l'espoir.
 Marc CHAPOLARD, Dan CISMAS, Germinal PEIRO

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Nous n'avons pas contribué à donner une bonne image
 de nous-mêmes

ÉCLAIRAGES

Le poids des imaginaires. Mathieu GERVAIS,
 Elsa DELANOUE

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le secteur marchand détient les clefs
 de nos imaginaires

FOCUS

Le bio, bientôt conventionnel ? Jean-Luc BONGIOVANNI,
 Anne RUGEMER, Benoît LEROUX

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Un cahier des charges qui pèse lourd

INTERVENTION

Redonner du sens aux futurs possibles de nos agricultures.
 Philippe MAUGUIN

P 2

Mercredi 17 juillet 2019 – Effets de chocs

TABLE RONDE

Du glyphosate à l'élevage, traitements médiatiques
 et politiques. Sylvestre HUET, Antoine MESSEAN,
 Eddy FOUGIER, Pascale HEBEL

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Il faut que chacun batte sa coulpe

TABLE RONDE

Alliances improbables. Jean-Martial MOREL, René LÉA,
 Dominique ARIBERT, Lionel DELVAUX

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le dialogue plus que le contrat.

CONTRIBUTIONS

Six témoignages en quête de sens. Arnaud BOURGEOIS,
 Jacques CHÈVRE, Jean-Paul LANDAT, Francis CADALEN,
 Hervé DELAGE, Didier BERTHOLY

TABLE RONDE

Hors cadres familiaux. Paula DOLCI, Bruno MACIAS,
 Agnès PAPONE

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Un appel d'air extraordinaire

GRAND TÉMOIN

Cessez d'être défensifs, prenez votre destin en main !
 Saadi LAHLOU

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le rat, la viande et le local

P 22

P 26

P 31

P 35

P 37

P 39

P 42

P 44

P 46

P 48



Édito

À l'aube de cette année 2021 où nous éditons les Actes des 25^{es} Controverses européennes, il ne faudrait pas lire l'intitulé de cette édition – « *Images des mondes agricoles dans la société: l'état de chocs?* » comme une illustration de la sidération qui nous a saisis en 2020. En reposant quinze ans après une première édition la question des imaginaires, il s'agissait bien plutôt de repérer ce qui avait changé depuis lors et de questionner « l'entrechoc » des représentations.

Diminution du nombre d'exploitants, montée de la violence sur les questions agricoles, essor de l'agriculture biologique, émergence d'une installation hors-cadre familial, sans oublier le poids médiatique pris par certaines questions telles que les pesticides ou la consommation de viande: autant de grands sujets qui façonnent et révèlent à la fois les nouveaux imaginaires de nos sociétés, qu'il s'agisse de nos rapports à l'animal, au vivant, au métier d'agriculture ou de ce que devrait être l'agriculture.

Reste cette nuance, de taille: étudier l'image ne doit pas conduire à oublier le réel. Si, au fil de ces deux journées, les participants ont ainsi mis à jour ces nouvelles représentations de l'agriculture, c'est pour mieux nous conduire à un exercice de lucidité. En réalisant par exemple que les images agissent parfois comme des paravents pour masquer une indésirable réalité. Ou comme le disent les Anglais, et notre grand témoin, Saadi Lahlou: « *il y a un éléphant dans la pièce* »...

L'équipe de la Mission agrobiosciences-Inrae
Avril 2021



PROLOGUE

Flash-back: quelles images avions-nous en 2003?

Par Laura Martin-Meyer, étudiante à l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, stagiaire à la Mission Agrobiosciences-Inra.

Il y a seize ans, quelles images projetait la société sur les mondes agricoles? Comment les agriculteurs pensaient-ils être perçus par le reste de la société? Une synthèse tirée d'une relecture attentive des actes de la neuvième édition des Controverses européennes.

Imaginez, nous sommes en 2003 et, si on fait le calcul, vous venez de gagner 16 ans. Année de la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune), la presse titre sur un secteur agricole traversé d'espoirs, de colères et de contradictions. D'espoirs, car le gouvernement annonce ses premières mesures pour réglementer l'agriculture raisonnée. Il s'agit de redécouvrir le bon sens paysan, sans se priver des techniques nouvelles. De colères, parce que les agriculteurs en veulent aux médias de donner du métier une image déformée. Avec l'image d'Épinal du paysan portant le béret qui cède pro-

gressivement le pas à celle de «l'agriculteur-pollueur». De contradictions, enfin, parce que l'agriculture peine à gérer une position au carrefour entre modernité et nostalgie. Philippe Portier, agriculteur de l'année 2002, témoigne: « *La société nous demande de produire, à pas cher, de la qualité et de sauvegarder le paysage de grand-père!* » C'est dans cette ambiance que se déroule la 9^e Université d'été de l'innovation rurale, sur le thème des « images et imaginaires au cœur des échanges entre agriculture et société ».

Nostalgie, décalage et distance

En 2003, quelles images projette la société sur les mondes agricoles? Comment les agriculteurs pensent-ils être perçus par le reste de la société? Qu'en est-il des relations entre ces deux mondes? Autant de questions auxquelles les Controverses ont tenté de répondre à l'époque, à l'aide de quelques instantanés pris sur le vif. Point de départ, un sondage exclusif mené par BVA auprès de 1000 Français et Françaises interrogés sur leurs images spontanées de l'agriculture. Nostalgie, décalage et sentiment d'impuissance atteignent la tête du classement.

Nostalgie. Parce que, soyons francs, les objets de l'agriculture qui peuplent notre imaginaire sont souvent associés à des images héritées des années 1950. Passéistes, figées, bucoliques et traditionnelles. Comme si l'agriculture avait toujours été un domaine d'exclusion de la modernité. Et dès lors qu'on l'associe à la notion de progrès, le tableau se noircit. L'activité est jugée destructrice de la terre mère et nourricière et on n'hésite pas à demander à ses travailleurs de rendre des comptes.



Décalage et distance. Parce qu'entre la société et l'agriculture, le fossé se creuse. C'est-à-dire que les contacts entre les deux mondes n'ont plus lieu. Cette distance n'est pas seulement physique. Elle est aussi temporelle et culturelle. Résultat, il arrive qu'un enfant se demande où est l'arbre à frites dans l'exploitation qu'il visite pour la première fois. De leur côté, les agriculteurs souffrent d'un manque de connaissance et de reconnaissance de leur métier. « *Nous ne sommes pas ce que vous croyez que nous sommes* », disent-ils. Pire, il semblerait qu'ils aient une opinion plus sévère sur eux-mêmes que le reste de la société. Parce que dans l'opinion, on aime mieux nos agriculteurs que notre agriculture.

L'agriculteur, prisonnier de représentations éloignées de sa réalité

Comment en est-on arrivé là? Entre la société et l'agriculture, il existe ce qu'on appelle des vecteurs d'images. C'est le cas par exemple des médias, de la publicité ou de la grande distribution qui façonnent nos représentations. Dès lors, l'agriculteur est comme prisonnier d'images pour le moins paradoxales. Dans la même journée, il peut être paysan perpétuant le savoir-faire de grand père, victime de la grande industrie responsable de tous nos maux, ou encore chef d'exploitation pollueur de l'environnement. Parce que les médias ne semblent traiter de l'agriculture qu'en période de crise et que la publicité s'applique à l'enfermer dans sa version la plus bucolique. Le problème, c'est que ces représentations sont loin de rendre compte de la réalité des mondes agricoles. Au mieux, elles créent de l'incompréhension, au

pire, de la souffrance. Pour aller vers le réel et faciliter les échanges entre agriculture et société, suffit-il alors de passer par ces mêmes vecteurs? Pas si simple.

Apprenons à faire « terre ensemble »

Comme l'a alors brillamment montré Saadi Lahlou, nos représentations sont comme des espèces vivantes. Elles ne se décrètent pas et continuent de guider notre pensée même lorsqu'elle est confrontée au réel. En somme, on ne change pas une représentation sociale en un claquement de doigts, ni par le simple biais d'une campagne de communication descendante. Au contraire, le processus de changement doit être abordé comme une domestication et comme une culture.

Concrètement, il s'agit de construire un modèle « avec » et non plus « pour » les acteurs. Evitons le surcroît de traditions ou de folklorisation et privilégions plutôt le dialogue approfondi, la pédagogie, la coopération ou l'interaction. Bref, privilégions toutes les initiatives à même de procurer des expériences directes aux individus. Parce que la clef, pour régler nos conflits de représentation, réside dans la reconstruction d'une identité commune. Pour cela, l'aliment revêt un rôle fondamental. Parce qu'il fait le pont entre agriculture et société, celui-ci ne doit pas perdre sa fonction nourricière et identitaire en devenant un simple produit nutritif et hygiénique. Là, c'est au consommateur de jouer et de s'investir, pourquoi pas, dans les instances professionnelles agricoles. En tout cas, il lui appartient de se questionner sur l'origine et la réalité du lien social qui se cache derrière son panier de courses.

Pour l'agriculture, il s'agit enfin de favoriser la construction d'un « imaginaire réaliste ». En révélant par exemple un morceau de réalité sur les produits, notamment animaux, et leur mode de production. Mais aussi de se positionner. Elle a, selon les participants, une chance historique de dire « *voilà comment nous allons gérer l'industrie du vivant* ». □



PROLOGUE

Cas d'école: ce qu'en pensent les étudiants de l'enseignement agricole

Par Camille Coste, étudiante à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse, stagiaire à la Mission Agrobiosciences-Inra.

Micro en main, elle a sondé, à la veille des 25^{es} Controverses européennes, les étudiants d'établissements agricoles. Comment se perçoivent-ils vis-à-vis du reste de la société et que pensent-ils des représentations dominantes sur leur futur métier ?

Je suis allée à la rencontre des élèves et étudiants de plusieurs établissements agricoles pour connaître leurs ressentis concernant les images de l'agriculture et des agriculteurs traversant, aujourd'hui, la société. Premier d'entre eux, Lucas. Étudiant en analyse et conduite des systèmes d'exploitation,

il témoigne avoir été pointé du doigt comme étant « un boueux ». En effet, lorsqu'il travaille et qu'il est amené à utiliser des produits odorants sur les champs, il entend souvent dire : « Oh, les agriculteurs, ils polluent! ».

Léo, fils d'agriculteur, soulève quant à lui le problème de l'orientation dans les filières agricoles, quasi inexistante. Ayant toujours baigné dans l'agriculture, la question ne s'est jamais posée de savoir s'il irait, ou pas, en lycée agricole : « Moi j'aime ça ! Je suis passionné. Mais pour une personne qui n'est pas du milieu, au collège par exemple, on ne nous apprend jamais ce qu'est l'agriculture, on n'a pas d'intervenant agriculteur. Finalement, on ne sait pas ce qu'est le métier. Personne ne vous pousse à aller vers une filière agricole, que ce soit un prof ou un chargé d'orientation. » Lucas confirme : « Les profs ne nous poussent pas du tout vers le secteur agricole. » Il ajoute que, pour les jeunes, le fait de choisir cette filière peut être perçu comme un handicap : « J'ai beaucoup de mes collègues qui se moquaient de moi parce que je parlais dans un bac agri, dit-il. Sauf que les trois-quarts travaillent maintenant chez McDonald's... Donc je me dis qu'en fait, je ne m'en suis pas trop mal sorti! »

Une autre de ses camarades, Clémence, savait dès le collège qu'elle se dirigerait vers une filière agricole. Or on lui a rétorqué : « Non ce n'est pas pour toi, tu ne trouveras pas de travail! » Pourtant, dit-elle, il y a beaucoup d'opportunités d'emploi dans le milieu agricole.

Télé et réseaux sociaux

Vient ensuite la question du traitement médiatique. Qu'en est-il de l'agriculture ? Pour Léo, on redore l'image de



l'agriculture pendant cinq à sept jours dans l'année. À votre avis, lesquels? Le Salon de l'agriculture: « Il y a des reportages à la télé toute la journée où tout est super, tout est beau... Alors que le reste de l'année, il est question de l'association L214 qui a filmé un élevage de porcs en train de mourir. Pourtant, il y a des agriculteurs qui font les choses bien, sur les réseaux sociaux, qui montrent leur métier. » Juliette, quant à elle, pense que « le problème des réseaux sociaux, c'est que les gens un peu ignorants sur l'agriculture vont s'intéresser davantage à des faits choquants qu'à des faits positifs. Par exemple, un agriculteur qui fait des vidéos de sa ferme n'est pas valorisé. En fait, dit-elle, c'est ceux qui s'y connaissent le moins qui en parlent le plus. » Elle explique aussi que « les gens croient que le tracteur est payé cash, que les agriculteurs ont de grosses machines, de grosses voitures, qu'on les a eues en claquant des doigts. » Alors qu'elle a sué toutes les larmes de son corps pour les avoir. Dans la foulée, elle pose sur la table la question des primes: « Le reste de la population ne sait pas à quoi elles servent. En réalité, aussitôt la prime rentrée, aussitôt elle est sortie pour être investie dans l'exploitation. »

Pourtant, pour Léo, les choses ont changé: « Il y a de cela des années, l'agriculture marchait bien, les agriculteurs étaient poussés à produire, ils mettaient beaucoup d'engrais sans penser à l'environnement, sans penser aux autres, parce qu'il fallait produire et que ça rapportait. Aujourd'hui, dit-il, on n'en est plus là. L'agriculteur regarde les coûts de production et il est conscient de l'environnement. Les paysans ne balancent pas de produits phytos pour le plaisir. Quand il y a du vent, ils ne sortent pas, ils

n'osent pas passer le pulvérisateur alors qu'il y a des petits enfants dans la cour à côté. » Alors est-ce que ces jeunes pensent que leur relation va s'améliorer avec le reste de la société? Possible mais ce sera long.

Gilets jaunes

Du coup, faut-il mieux communiquer autour de l'agriculteur et de l'agriculture? Ils insistent avant tout sur le fait qu'il faut communiquer autour du métier d'agriculteur de manière à refléter le réel. Les publicités sont montrées du doigt: « Dans certaines pubs, les gars qui sont censés être des agriculteurs, on sait très bien qu'ils ne sont pas du métier. Ils nous montrent des pubs absolument magnifiques avec des exploitations splendides. Ça n'indique pas du tout que le métier est dur: on fait deux fois trente-cinq heures, il n'y a pas de jours fériés, pas de vacances, et, en plus de cela, le salaire, c'est pas l'idéal! »

Juliette propose de « faire des interventions dans les écoles, les marchés et autres événements pour casser cette image et faire grandir les esprits. Au final, montrer que l'agriculture, ce n'est pas moche. Dans cet esprit, la demande croissante en circuits courts est un atout. De plus en plus, les consommateurs veulent savoir d'où viennent leurs aliments ». En substance, elle plaide pour la rencontre directe avec le consommateur, à condition qu'il rende la pareille: « C'est à nous d'aller vers les gens, mais c'est aussi à ces derniers de venir vers nous et de ne pas nous tourner le dos en restant à regarder ce qu'il y a sur les réseaux sociaux. Reste ce problème, les agriculteurs ont déjà des difficultés quotidiennes alors si en plus ils doivent s'occuper de la communication! » Quant à cette idée d'agribashing, pour eux, c'est le fait d'une minorité dans la société, mais une minorité qui les freine dans leur quotidien d'apprentis agriculteurs. Enfin, je laisserai le dernier mot à Lucas, lequel nous a confié: « Comment se fait-il que les Gilets jaunes soient écoutés et pas les agriculteurs? » □



25th Controverses européennes

DES MONDES AGRICOLES DANS LA SOCIÉTÉ
L'état de choc ?



INRA agrobiosciences





Mardi 16 juillet
Arrêt sur images

TABLE RONDE

Cette minorité est traumatisée parce qu'elle vient d'une majorité, ce qui est une situation unique



Avec Bertrand Hervieu, sociologue, ancien président de l'Académie d'Agriculture de France et de l'Inra; Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique de l'institut de sondage Harris Interactive et Albert Massot-Marti, directeur général des études du Parlement européen.

En 2003, scientifiques, agriculteurs, politiques et citoyens présents aux 9^{es} Controverses européennes lançaient des pistes pour recomposer un projet pour nos agricultures. Si, alors, nostalgie, décalage et sentiment d'impuissance dominaient les échanges entre agriculture et société, où en est-on aujourd'hui ? Qu'est-ce qui a bougé ? Pour se mettre en jambe, cette séquence propose une mise à plat des évolutions qu'ont connu, en seize ans, les images des mondes agricoles dans la société. D'ores et déjà, on sent que le tableau ne s'est guère éclairci...

Mission Agrobiosciences-Inra : Qu'est-ce qui n'a pas bougé ? Commençons peut-être par une courte réaction à ce qu'ont dit, avant vous, Laura et Camille. Jean-Daniel Lévy ?

Jean-Daniel Lévy : Je pourrais peut-être rebondir sur le dernier propos ayant été tenu, à savoir : « *Comment se fait-il que les Gilets jaunes soient plus entendus que ne le sont les agriculteurs ?* » Je ne suis pas persuadé qu'ils soient plus ou moins entendus de la part des Français. D'une manière générale, les agriculteurs et les Gilets jaunes ne peuvent pas être considérés comme étant en-dehors des représentations de nos concitoyens. Les uns comme les autres renvoient à une forme d'imaginaire français. Dès lors, poser la question des Gilets jaunes ou des agriculteurs, c'est se demander : qu'est-ce que la France ? Quelles sont nos valeurs ? Quelle est notre identité et quelles sont, majoritairement, nos priorités ? De même, les questions qui touchent les agriculteurs, le monde rural et, plus récemment, les Gilets jaunes renvoient aux mêmes types d'interrogations qui traversent la société

française dans son ensemble : comment faisons-nous pour conserver ce qui nous apparaît comme étant essentiel ? Comment faire en sorte que les différents systèmes de solidarité entre les générations, les territoires et les populations puissent perdurer à l'avenir ?

Merci pour cette grille de lecture fort intéressante. Albert, une question pour dépasser le cas très singulier franco-français... Qu'en est-il de votre point de vue ? Une réaction ?

Albert Massot-Marti : Je ne crois pas en l'existence d'une opposition binaire entre la ville et le rural, entre les agriculteurs et les citoyens urbains. Je ne crois pas non plus que les milieux agricoles et ruraux forment un bloc unitaire ; pas plus que le monde urbain, d'ailleurs. Ces acteurs sont, d'un côté et de l'autre, pluriels et très segmentés. Ainsi faudrait-il prendre en compte un ensemble d'identités, de valeurs et d'attentes très diverses selon les catégories sociales. Ceci dit, il est vrai que certaines images se dégageant du secteur agricole peuvent encourager les agriculteurs à remettre en question la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. Dès lors, il conviendrait plutôt de s'interroger sur les conflits spécifiques à chacune de ces catégories.

Prenons l'exemple d'un consommateur bio : quelle est sa vision de l'agriculture ? S'agissant des agriculteurs biologiques, elle sera très favorable tandis que ce sera tout l'inverse concernant les acteurs de l'agriculture conventionnelle. En toile de fond, j'insisterais sur l'idée qu'il faut se garder de faire des généralités.

Confiance nulle part ; bashing partout

Bertrand Hervieu : Par rapport à 2003, il y a une continuité qui peut se résumer à l'aide d'une formule très simple : les Français aiment plutôt leurs agriculteurs et n'aiment pas leur agriculture. Deuxième élément de continuité, l'agribashing. Bien qu'il n'était pas formulé en ces termes il y a seize ans, on évoquait déjà cette idée que les mondes agricoles étaient très, très mal traités dans la presse. Alors c'était un peu haro sur les journalistes ou la publicité qui apparaissaient comme des machines à déformer. Aujourd'hui, depuis six mois, je suis quelque peu sidéré par ce discours dans la mesure où, finalement, tout le monde se sent bashé : les énarques, les politiques, les enseignants, etc. Que les acteurs du monde agricole le ressentent fortement ne m'étonne pas tellement. Ce qui m'étonne, en revanche, c'est qu'ils manquent de recul pour constater qu'ils ne sont pas les seuls.

Il me semble par ailleurs que nous sommes montés d'un cran, dans notre société, quant à la violence du traitement de ce qui n'est pas soi. Pour ma part, je trouve cela très inquiétant et, pour ainsi dire, effrayant. On est dans une situation de tension, de violence, qui me paraît bien plus forte qu'elle ne l'était en 2003.

Jean-Daniel, l'agribashing, vous l'avez vu arriver ? Vous l'avez un peu analysé ? Vous rejoignez Bertrand dans ses analyses ?

Jean-Daniel Lévy : Je le rejoins pour partie, mais je poursuivrai de la manière suivante : la confiance n'est quasiment plus accordée à qui que ce soit. Le monde agricole n'y échappe pas. Prenons le personnel politique, quel qu'il soit : je vais agglomérer, mais il perd quasiment un point de confiance, en moyenne, par an. Et ce phénomène de défiance touche



non seulement les personnes censées représenter l'intérêt général mais aussi les agriculteurs, les scientifiques, les médecins, les experts... Par conséquent, une des premières questions que se posent les Français lorsqu'ils voient intervenir quiconque ayant une expertise dans l'espace public, c'est: « *Est-il sincère ou a-t-il des intérêts cachés à défendre?* »

De ce fait, je serais tenté de dire que l'expertise des agriculteurs est pour partie remise en cause. Et, dans un contexte de diffusion des modes d'information et de soumission beaucoup plus forte aux faits divers, s'opère comme une focalisation sur ce qui ne marche pas voire, sur ce qu'on nous cache. Or bien souvent, ces faits divers renvoient à des malversations effectuées - comme dans tout corps de métier - par des personnes se trouvant en-dehors de la majorité.

Albert, du côté de l'Espagne, on connaît la même évolution? L'agribashing, ça existe à Bruxelles?

Albert Massot-Marti: Non, bien sûr que non. Mon impression, quand je lis la presse française, est que nous faisons face à un phénomène ponctuel, plutôt lié à une question de voisinage qu'à un rapport généralisé et conflictuel entre monde urbain et monde rural. C'est-à-dire que l'agribashing est un terme qui reflète un problème très complexe entre gouvernants, entre voisins... Concernant l'Espagne, de façon étonnante, je crois que l'image des agriculteurs est encore pire qu'ici. C'est-à-dire qu'en France, vous êtes beaucoup plus proches du monde rural, même s'il arrive qu'il soit remis en cause. En Espagne, en revanche, le processus d'urbanisation, les modes de vies ou modèles de consommation ont évolué beaucoup plus vite. Nous avons rattrapé le retard que nous avons depuis des années. Du coup, le clivage entre monde urbain et monde rural est beaucoup plus grand chez nous.

Merci Albert! En 2003, on cherchait encore un grand récit collectif, un grand projet pour l'agriculture... Jusqu'à il y a quelques années, on parlait même d'un nouveau contrat entre agriculture et société. Alors qu'aujourd'hui, on a le sentiment que tout s'est atomisé: il n'y a plus un modèle alimentaire, ni un monde paysan unitaire, ce qui fait qu'on ne cherche plus de récit collectif. Malgré tout, existe-t-il encore des images communes, au moins en France, au mieux, à l'échelle de l'Europe?

En panne de récit collectif

Bertrand Hervieu: Ce qui est quand même frappant depuis 2003, c'est qu'il y a eu comme une amplification de ce que l'on percevait en ce début de XXI^e siècle. Je voudrais souligner quelques points: Le premier, qui est un paradoxe en apparence, c'est que moins il y a d'exploitations agricoles, plus elles sont diverses. D'une part, leur nombre, comme la population active agricole, a, depuis vingt ans, drastiquement diminué: grossièrement, on parle de 2 % en moins par an. Sur vingt ans, si vous faites le calcul, c'est considérable! D'autre part, on a assisté, non pas à une homogénéisation des structures d'exploitation agricole mais, au contraire, à leur éclatement... Ce qu'avec François Purseigle on a nommé la « tripolarité du monde agricole »: première d'entre elles, l'apparition d'une agriculture sans agriculteurs, financiarisée et construite pour les grands marchés mondiaux. La

seconde est constituée de microexploitations, lesquelles ont plus à voir avec la microentreprise qu'avec la ferme. Celles-ci attirent des populations non issues du milieu agricole qui construisent leur itinéraire professionnel, non pas pour la vie, mais par séquences. Il s'agit donc d'une autre culture, d'une autre approche qui s'est d'ailleurs beaucoup moulée dans la proximité, le bio, etc. Entre ces deux polarités extrêmement éloignées, on retrouve la crise des exploitations familiales, notamment laitières ou de production de viande bovine. Il y a quinze ans, on avait beaucoup insisté sur la spécialisation des exploitations et sur le fait qu'elles ne favorisaient pas forcément une convergence d'intérêts. Mais à celle-ci s'ajoute désormais l'éclatement des formes d'organisation du travail, du capital et du rapport au foncier.

Le deuxième point que je souhaiterais souligner, c'est que nous assistons, avec l'échec de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à une dérégulation complète des marchés agricoles ainsi qu'à l'émergence de nouvelles puissances: la Russie, qui n'en était pas une au début du siècle, est maintenant en train de gratter tous les marchés méditerranéens qu'occupaient les Européens, notamment la France. Ce sont des déstabilisations absolument considérables!

Le troisième point c'est, qu'il y a quinze ans, nous étions encore dans une situation post crise sanitaire, tout en étant convaincus que cela allait se régler. Aujourd'hui, nous connaissons une toute nouvelle ère: l'inquiétude. Caractérisée de façon structurelle par Jean-Pierre Poulain, elle prend la forme d'un triangle comprenant l'environnement, la santé et l'alimentation. En son cœur, se trouve l'agriculture, laquelle a d'ailleurs beaucoup de mal à prendre en compte cette attente. Regardez le bond du bio: certains en rigolent... Il n'empêche que c'est un marché considérable et que, désormais, les firmes elles-mêmes s'y intéressent. Cessant d'être un bio du petit paysan, de proximité, vendu sur le boulevard Raspail ou au marché de Bergerac, c'est devenu un vrai business.

Quatrième et dernier point: au rang des nouveautés apparues durant les quinze dernières années, c'est la question du climat. En 2003, nous étions encore dans une situation où Monsieur Allègre nous expliquait que la situation était stable... alors qu'aujourd'hui, le changement climatique est avéré. De ce point de vue-là, nous comprenons que l'agriculture, bien qu'elle représente un problème, peut aussi faire partie de la solution. Là est peut-être l'amorce d'un nouveau discours sur le projet agricole, qui serait, non plus de nourrir le monde mais, en tout cas, de faire de la question climatique un élément fédérateur.

Pour résumer, soulignons trois éléments: on a bien vu, tout au long de ces années, une aggravation de la crise du métier. Et comme c'est un métier qui a du mal à recruter, la population agricole ne se renouvelle pas. De même, il y a eu, ces dernières années, de nombreux discours autour du suicide des agriculteurs. À ce sujet, je signale qu'une thèse excellente a été réalisée par Nicolas Deffontaines¹. Il y a un sursuicide des agriculteurs en France, en Europe, en Australie, en Chine, aux États-Unis et en Argentine; des pays pour lesquels nous avons des éléments fiables. Cette

¹ - Retrouvez l'article de Nicolas Deffontaines pour le numéro 6 de la revue Sesame: <http://revue-sesame-inra.fr/suicides-dagriculteurs-sortir-du-reductionnisme-economique/>

prévalence du suicide renvoie à un malaise très profond caractérisé par le positionnement de cette profession dans une société de la mobilité, de l'autonomie, du changement alors qu'elle représente encore un métier qu'on embrasse pour la vie et qui demeure, pour la plus grande partie, sous le contrôle extrêmement puissant de la famille. Cela est à l'origine de très nombreux drames. Dernière chose, tous ces événements sont tellement lourds, difficiles et parfois contradictoires que les organisations professionnelles ne parviennent pas à formuler un discours d'avenir. Ce dernier reste, plutôt, un discours défensif.

Albert, sentez-vous, dans les études que vous menez, cette crise du métier, presque existentielle, au niveau européen ?

Albert Massot-Marti : Je suis d'accord avec cette liste de vecteurs, mais je voudrais en rajouter deux. Le premier étant la chaîne alimentaire: d'une part, elle banalise, standardise et industrialise le produit et, d'autre part, elle convertit les agriculteurs en fournisseurs de matières premières, lesquels deviennent un maillon parmi d'autres.

Aussi, toutes les questions que nous avons mentionnées, santé, environnement, etc., sont-elles réinterprétées par la grande distribution : ce sont les cahiers des charges qui décident des produits que nous avons dans les étals des supermarchés. De même qu'ils définissent ce qu'est un produit sain ou un produit bio. Du coup, toute solution d'avenir devra passer par un renversement des rapports de pouvoir dans la chaîne alimentaire.

L'aliment comme bien public

Concernant les imaginaires, quelques sources statistiques pointent des différences au niveau européen. La première, c'est la consultation publique lancée par la Commission en 2017, pour la Pac: au regard de la contribution de l'agriculture à la société, les agriculteurs se voient comme responsables de la fourniture de produits sains, sûrs et diversifiés. Pour les autres citoyens, ces derniers auraient de plus la responsabilité de protéger l'environnement, de garantir la santé et le bien-être des animaux.

La deuxième question est celle de la définition que chacun donne des objectifs de la Pac. Pour les agriculteurs, c'est clair: garantir un niveau de vie équitable. Les autres citoyens, eux, énoncent la fourniture de produits sains, de qualité, prenant en compte un niveau élevé de protection de l'environnement. Quant à l'examen du rôle de la Pac, les agriculteurs estiment qu'elle devrait viser davantage des objectifs économiques, c'est-à-dire stimuler la croissance, l'investissement, l'emploi, etc., alors que les autres accordent plus d'importance à l'affirmation du changement climatique, à l'adaptation, ainsi qu'à la fourniture d'énergies renouvelables. Donc, si les deux approches ne sont pas opposées, la nouveauté, comparée au passé, c'est que les consommateurs exigent non plus seulement un approvisionnement en aliments sains, mais la fourniture d'un bien public.

Jean-Daniel, je vous laisse la parole pour rassembler tous ces éléments, en faire une synthèse intelligente et lumineuse.

Jean-Daniel Lévy : On a commencé par l'agribashing. Malgré tout, l'image des agriculteurs reste bonne, voire très bonne dans la société française: quand on les interroge, ils sont

huit Français sur dix à le déclarer... Ce dont n'ont absolument pas conscience les agriculteurs. Alors peut-être que la première chose à faire, c'est que les agriculteurs aient connaissance de la manière dont ils sont objectivement vus par les Françaises et des Français.

Le deuxième aspect, c'est que la France témoigne d'un certain nombre de spécificités et, notamment, celle de ne jamais reconnaître l'efficacité économique. De manière globale, la réussite économique n'est jamais un vecteur qui est mis en avant par nos concitoyens. Donc, dire que nous sommes face à un secteur florissant qui réfléchit sur ses marges de manœuvre, sur sa rentabilité, sur la manière d'avoir une productivité plus importante... laisse, au mieux indifférent, au pire suspect. Cela ne générera pas un soutien fort de la part de la population française qui attend, en premier lieu, la sauvegarde de notre territoire, de nos identités, de la valorisation de la qualité, de l'image que l'on se fait de la production à la française. Sans vouloir stigmatiser, un agriculteur de la Beauce qui donne le sentiment d'avoir fait des investissements importants, même en termes d'outils industriels, bénéficiera d'une image moins bonne que le paysan au béret basque qui laboure son champ avec son cheval ou un animal de trait.

Deux-trois points pour revenir également sur l'opinion. En France, on a tendance à vouloir des perspectives d'avenir. Quelles sont les perspectives pour le monde agricole de demain? De la part des Français, la réponse laisse un grand point d'interrogation. Et du côté des agriculteurs de la région Nouvelle-Aquitaine, 43 % déclarent qu'ils ne recommanderont pas à leurs enfants de reprendre l'exploitation agricole. Un tiers dira même: « *Certainement pas!* » Aussi, une majorité d'agriculteurs se dit-elle incapable de savoir si elle aura un jour un repreneur de ses terres et de son exploitation. Enfin, pour ouvrir sur une note d'espoir: des agriculteurs et des Français se retrouvent, tout de même, autour d'éléments communs, qui leur apparaissent fondamentaux. Ainsi, parmi les agriculteurs de la région Nouvelle-Aquitaine, sept sur dix déclarent que l'avenir des exploitations doit tendre vers le bio. Les Français, de leur côté, nous disent exactement la même chose.

Merci Jean-Daniel! Bertrand, un dernier mot?

Bertrand Hervieu : Je voudrais quand même ajouter un point très important du point de vue de la contextualisation: par rapport au fait qu'un gros tiers, presque la moitié, des agriculteurs ne souhaitent pas que leurs enfants leur succèdent. C'est un événement extrêmement important dans la culture du monde agricole. J'insistais tout à l'heure sur le rétrécissement du vivier, sur les changements de contours. Je crois qu'on peut affirmer aujourd'hui que, si les courbes se poursuivent, en 2030 les chefs d'exploitation agricole représenteront moins de 1 % de la population active française. Enfin, il y a un point sur lequel on n'a pas insisté: du point de vue des images et de sa place dans la société, cette minorité est traumatisée parce qu'elle vient d'une majorité, ce qui est une situation unique. □



RÉACTIONS

Dans un monde aussi difficile soit-il, il reste de l'espoir



Avec Marc Chapolard, éleveur porcin et élu à la fédération nationale des CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole); Dan Cismas, agriculteur et éleveur bio roumain et Germinal Peiro, Président du Conseil départemental de la Dordogne.

Ils ont écouté toute la matinée et, à présent, c'est à leur tour de prendre la parole et de livrer, à chaud, leurs réactions sur ce qui vient d'être dit. Parmi les nombreux sujets abordés en cette fin de matinée, les questions des circuits courts et du collectif ont jalonné les échanges. Autant de moyens privilégiés, par les intervenants comme le public, pour tordre le cou à l'isolement et supporter les difficultés inhérentes au métier d'agriculteur. L'occasion, aussi, d'explorer les marges de manœuvre possibles pour venir à bout de l'état de chocs. De quoi redonner un peu d'optimisme.

Mission Agrobiosciences-Inra : Germinal Peiro, vous êtes président du Conseil Départemental de la Dordogne et familier des questions agricoles que vous suivez depuis très longtemps. Que vous inspire cette analyse dressée par les intervenants précédents ? Constatez-vous également une évolution de ces images ? Et, en tant qu'homme politique, comment appréhendez-vous cette question de la diversité et du désenchantement du métier ?

Germinal Peiro : Le hasard de la vie a fait que j'ai vécu vingt-cinq ans sur une exploitation agricole et que mon fils s'est installé, il y a deux ans, en nuciculture. De même, j'ai été vingt ans député socialiste de la Dordogne, de 1997 à 2017, et ai participé à la construction de quatre lois agricoles : deux sous la gauche, deux sous la droite. Vous me demandez de réagir sur l'image qu'ont les agriculteurs périgourdins de leur propre activité. Je ne crois pas qu'elle diffère de celle qui prédomine au niveau national. La Dordogne est un territoire d'exploitations familiales ou, en tout cas, d'anciennes exploitations familiales où, comme chez Marc, les surfaces étaient plus restreintes. Alors qu'il y a vingt-cinq ans, la surface agricole moyenne d'une exploitation était de 17 hectares, elle est aujourd'hui passée à 50 voire 60 hectares. Par ailleurs, on retrouve ici l'ensemble des filières que l'on compte au niveau national. Parmi les 23 filières agricoles que nous sou-

tenons, retenons les exploitations céréalières, l'élevage, la viticulture, l'arboriculture ou encore la production de fruits et de légumes.

Ensuite, j'ai le sentiment que l'image qu'ont les agriculteurs de leur propre métier est avant tout liée à leurs conditions de vie économique. Comment peut-on avoir une bonne image de son métier si l'on ne gagne pas convenablement sa vie ? C'est très difficile de dire « *je suis fier du boulot que je fais* » si, à la fin du mois, on n'arrive pas à assurer l'essentiel. Et je ne vous parle pas des quelques centaines d'agriculteurs qui font, dans ce département, l'objet d'un plan de suivi dans le cadre du revenu de solidarité active ! Ainsi, je crois que si la moitié des agriculteurs disent ne pas recommander à leurs enfants de reprendre la ferme, c'est essentiellement pour cette raison. Comment voulez-vous souhaiter un avenir à vos enfants s'ils travaillent deux fois plus, prennent plus de risques et gagnent deux fois moins que les autres ? Parallèlement, il y a l'image que leur renvoie le reste de la société et dont ils souffrent, à savoir : celle de l'agriculteur pollueur ou alors du travailleur à moitié fonctionnarisé avec les aides publiques. À cet égard, les citoyens de la Dordogne sont comme le reste des Français. Ils adorent les agriculteurs... d'une certaine façon. C'est indéniable lors du Salon International de l'Agriculture ! Pendant huit jours, c'est formidable, les moutons sont parfaitement blancs, les porcs et les vaches sont propres... C'est un monde absolument merveilleux dans lequel chacun retrouve des images de son enfance, de ses grands-parents, de cette France qu'on idéalise alors qu'idéale, elle ne l'était pas du tout. En résumé, les habitants de la Dordogne sont comme le reste des Français : partagés.

Le partage des plaisirs et des peines

Pour poursuivre sur une pointe d'optimisme, je tenais tout de même à dire que je connais aussi des agriculteurs heureux. Dans des modèles totalement différents, qui plus est. Exemple avec les circuits courts : il est évident que celui qui parvient à produire, à transformer et à vendre, c'est-à-dire à faire plusieurs métiers à la fois, en tire une vraie fierté.

A ce propos, j'aimerais parler des modèles coopératifs ou collectifs. Il y a 35 ans, nous avons créé une coopérative autour de la noix, la Coop Cerno. De treize personnes autour d'une table, nous sommes aujourd'hui passés à 500 producteurs. C'est beaucoup ! C'est d'ailleurs la première de France pour le cerneau et la deuxième, derrière nos amis de l'Isère, pour la noix en coque. Là aussi, on retrouve des gens heureux. Pourquoi ? Parce qu'ils sont parvenus, ensemble, à valoriser leur production. Le collectif leur a permis, avec des techniques modernes, de mettre sur le marché – y compris à l'étranger – des produits qui sont à la fois sains, sans impureté et calibrés comme il faut. Le tout, avec une rémunération tout à fait correcte. Vous me direz : c'est idyllique ! Et je vous répondrai que, dans un monde aussi difficile soit-il, il reste de l'espoir.

Marc Chapolard, quelles choses vous ont marquées ce matin ?

Marc Chapolard : J'ai notamment retenu ces chiffres disant que 43 à 46% des parents ne souhaitaient pas que leurs enfants embrassent les métiers de l'agriculture. Nous sommes une fratrie de six enfants. Nos parents nous ont

toujours encouragés à aller « voir ailleurs ». Quatre d'entre nous sont revenus sur l'exploitation. Nous sommes entourés de paradoxes. Peut-être en sera-t-il de même demain : les jeunes s'installeront en agriculture en dépit des considérations parentales...

Je fais partie d'un GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun) dans lequel nous sommes cinq ; trois frères et deux épouses. Nous avons toujours fonctionné sur le mode d'une agriculture familiale et sommes capables de produire des denrées, du champ à l'assiette. Notre exploitation étant basée sur l'autonomie, nous tentons de faire le maximum sans dépendre des autres : notre production céréalière nourrit notre élevage, lequel alimente l'atelier de transformation qui, lui-même, approvisionne l'assiette des consommateurs. Selon nous, le circuit court porte une promesse économique importante. C'est pourquoi j'ajouterais qu'il est primordial que les agriculteurs communiquent auprès des citoyens. Néanmoins, je me demande pourquoi on dit que tout le monde tape sur les agriculteurs... J'ai appris ce matin qu'il en était de même pour les enseignants et les médecins. Et que dire de l'éclatement des modèles, si ce n'est que nous ne le ressentons pas dans ma Cuma. Chez nous, par exemple, le bio et le conventionnel coexistent et en général, ça se passe très bien. Dans d'autres coopératives, c'est bien plus compliqué. Certes, nous avons quelques conflits de générations... Mais j'imagine que c'est le cas dans tout type de profession.

Sur cette question du collectif et des circuits courts, j'ajouterai par ailleurs que, si je peux être avec vous aujourd'hui, c'est parce que j'ai un frère qui fait le marché et des collègues de la Cuma qui récoltent mon blé à ma place ! Grâce à ce partage, je m'en vais l'esprit tranquille.

Alors oui, je suis heureux d'être agriculteur, en ce sens que je partage mes soucis, mes plaisirs et mon financement. Il existe un lien social très important. Tout à l'heure, nous parlions du taux élevé de suicides dans les mondes agricoles : ce sont des choses que l'on peut éviter à travers ce type de liens.

Restaurer la confiance dans les mondes agricoles

Nous allons laisser la parole à Dan Cismas à qui nous avons demandé de nous dresser un portrait des images des mondes agricoles qui prédominent en Roumanie, son pays d'origine.

Dan Cismas : Bonjour à tous. Je suis très heureux d'être ici. Je suis paysan depuis 2009, date à laquelle j'ai repris une petite ferme bio, avec ma famille, au centre de la Roumanie. Au même moment, j'ai créé l'association Eco Ruralis. Des cinq membres qu'elle comptait à l'époque, nous voilà aujourd'hui 12 000 à travers tout le pays !

En Roumanie, nous avons un modèle agricole tout à fait unique. Après la révolution, il existait encore quatre millions de personnes vivant en lien étroit avec la terre. Mais malheureusement, plus aucune infrastructure n'existait pour l'exploiter. Aujourd'hui, le secteur agricole roumain est confronté à de nombreux défis et se heurte à l'impossibilité de se développer par manque d'informations et de connaissances.

Permettez-moi un rappel historique : dans le modèle communiste, les paysans roumains représentaient les ennemis d'une vision collectiviste de la production. Aujourd'hui nous sommes confrontés à une situation assez intéressante où

ces mêmes paysans s'opposent aux grandes corporations et autres grands groupes. Après la révolution, quelques individus ont repris la tête de grandes exploitations et créé des associations pour les représenter, au rang desquelles ProAgro ou Agrostar. Or, à ce moment-là, il n'y avait personne pour représenter les petits paysans. C'est pour cette raison que nous avons constitué Eco Ruralis, avec l'envie de leur offrir un espace de discussion et de dialogue favorisé par un fonctionnement démocratique. Dans cette perspective, le projet Bond¹ nous permet de développer nos connaissances et de tirer des enseignements sur les bonnes pratiques venant d'autres pays. Je précise que, pour nous, le profit économique est un concept un peu creux. Certes, toute coopération suppose d'avoir un partenaire. Nous pensons que le partenaire essentiel des paysans, c'est l'environnement. Faute de quoi, il n'y a pas de durabilité des systèmes et donc de possibilité d'assurer l'avenir. En ce domaine, les paysans savent très bien faire ! Ainsi, à travers Eco Ruralis, nous tentons de conserver et de perpétuer l'héritage de nos grands-parents, de préserver les terres et les semences.

A vrai dire, lorsque je me suis impliqué dans le domaine agricole, en tant que paysan, j'ai d'abord pensé à l'avenir de mes quatre enfants... Et en Roumanie, nombreux sont les jeunes qui ne désirent pas persévérer dans la voie agricole. Ajoutez à cela les 4 millions de personnes qui vivaient, autrefois, dans les régions les plus pauvres du pays et qui ont migré vers les pays occidentaux. Résultat : non seulement nous manquons de bras mais surtout, les adolescents ont perdu confiance dans l'agriculture. C'est pourquoi notre rôle revient à créer, ou plutôt recréer, cette confiance. □

1 - Partenaire des 25^{es} Controverses européennes, la FNCuma est le représentant français du projet européen Bond. Dans ce cadre, elle avait convié les partenaires du projet à assister à la première journée des Controverses, le mardi 16 juillet. En savoir plus : <https://controverses-europeennes.eu/blog/2019/07/04/les-25es-controverses-a-lheure-de-bond/>

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Nous n'avons pas contribué à donner une bonne image de nous-mêmes

Christian Manauthon, éleveur bovin et céréalier dans les Hautes-Pyrénées : J'aimerais dire deux mots sur les aspects économiques que vous abordiez. Il faut savoir que j'ai connu deux états : premièrement, en tant que producteur de lait pour un industriel. Là je travaillais en sachant que je perdais 300 euros en me levant tous les matins, quoi que je fasse ! Deuxièmement, nous sommes passés en vente 100% directe et bio, sur une exploitation sur laquelle nous vivons désormais en autarcie. Ce que j'aimerais souligner, c'est qu'il n'y a pas que le volet purement économique qui compte : il y a aussi l'avenir. Certes, je n'ai pas encore d'appartement à Biarritz, ni de Mercedes, mais j'ai l'espoir d'achever ma carrière dans de meilleures conditions. J'aimerais également ajouter que nous n'avons pas contribué à donner une bonne image de nous-mêmes : le milieu du bio est quand même assez triste. Par exemple, j'ai eu du mal à imposer un petit pas-



tis de temps en temps... C'était toujours jus de sureau et soupe d'ortie (*rires*)! Ceci dit, je souhaitais rebondir sur un point qu'a soulevé Jean-Daniel Lévy, au sujet des images très différentes que nous avons des agriculteurs et de l'agriculture. En tant que paysan, il y a quelque chose que j'appréhende avec la négociation des accords internationaux de libre échange, le Tafta, le Ceta, etc. Croyez-vous que la signature de ces traités pourrait avoir des conséquences sur l'image que les Françaises et les Français ont de notre agriculture ?

Tomás García Azcárate, Université polytechnique de Madrid : Lors de la table ronde, il a été dit que le grand espoir, c'est le circuit court et le bio. Quid de la puissance exportatrice de la France ?

Danielle Rousseau-Gopner, metteuse en scène de théâtre : J'ai relu le compte-rendu des Controverses de 2003 et j'avais noté qu'à l'époque, les images des mondes agricoles dans la société étaient associées à celles des années 1950. Autrement dit, celles de notre enfance. Sauf qu'en 2019, de moins en moins de gens ont eu une enfance dans les années cinquante. Par déduction, davantage d'individus ont grandi avec d'autres images de l'agriculture, voire pas d'images du tout.

Je souhaiterais également intervenir sur la question de la communication. Dans le cadre de mon travail de metteuse en scène, je me rends sur les exploitations. Et les discussions que j'ai avec les agriculteurs tournent toujours autour du même sujet : « *Comment communiquer davantage sur notre métier ? On ne sait pas comment faire* », me disent-ils. Ces individus font des choses absolument formidables mais sont encore victimes de fausses images. Dernièrement, par exemple, j'ai passé une matinée sur une exploitation laitière très modernisée en terme de robotique. Or moi, quand on me parle de robots, ça me fait peur. Alors qu'en fin de compte, je me suis aperçue que cela permettait aux exploitants de se libérer du temps pour leurs loisirs mais aussi de s'affranchir de tâches qui sont vraiment difficiles, rudes, voire pas très agréables à faire.

Les images d'Épinal ont la peau dure

Jean-Daniel Lévy : Aujourd'hui, il est intéressant de voir que les débats type Ceta, Tafta, sont sous le radar. Ils ne font absolument pas partie des sujets de discussion, d'interrogation ou de tension existant dans la société française. Très peu de Français nous en parlent spontanément. Ils ne connaissent pas les enjeux ou la nature des débats qui prédominent aujourd'hui. Quoiqu'il en soit, j'émet l'hypothèse suivante : dans le cas où, demain, les Français seraient amenés à connaître précisément la nature des échanges avec, disons le Brésil, on pourrait s'attendre à une montée des critiques à l'égard de ce type d'accord. Pourquoi ? Tout simplement parce que cela ne correspond absolument pas à notre modèle, ni à nos représentations dominantes.

Pour finir sur les images qu'ont des mondes agricoles les individus qui n'ont pas grandi dans les années cinquante, sachez que malgré tout, les images d'Épinal perdurent. Qu'il s'agisse de l'agriculture ou d'autres types d'organisations de la société française, on entend toujours dire :

« *C'était mieux avant!* » C'est comme s'il y avait eu un âge d'or après lequel on ne cesse de courir mais qui n'a jamais existé. J'y vois une réponse au fait que l'avenir apparaît comme étant de plus en plus inquiétant, incertain et hors de maîtrise.

Bertrand Hervieu : Concernant la vocation exportatrice de l'agriculture française, c'est un débat qui a surgi à la fin des années 1990, dans un contexte double. D'une part, après avoir longtemps été déficitaires en termes de fourniture alimentaire, nous nous hissions au rang de deuxième puissance exportatrice agricole et agroalimentaire mondiale. D'autre part, au même moment, la loi Le Pensec/Galvany introduisait, pour la première fois dans une loi d'orientation agricole, la prise en compte des questions environnementales.

Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Avec le réveil des agricultures russes et d'Europe centrale, sachez que si nous n'avions pas nos exportations de vins et de spiritueux, nous serions complètement déficitaires. Il est notamment un secteur très important où nous sommes déficitaires et devons importer, c'est celui des fruits et légumes. Je n'ai pas les chiffres exacts en tête, mais c'est de l'ordre de 40 à 50 % de notre consommation. Donc oui, il y a des espaces de production et des marges de manœuvre possibles dans ce pays.

Albert Massot-Marti : J'aimerais rebondir au sujet des circuits courts et de l'agriculture de proximité. À vous écouter, pour être un agriculteur heureux et fier de sa production, il faudrait travailler en circuit court, dans le monde de la proximité, etc. D'une part, il est vrai que le circuit court et la proximité ont un rôle à jouer. Mais attention, ils présentent aussi des limites. Dans ce cadre-là, il faut dire que les outils numériques et les réseaux sociaux peuvent ouvrir d'autres voies... Comme par exemple agir sur ces mêmes circuits courts afin qu'ils soient plus longs. Et ça, ça va arriver !

D'autre part, il est important de prendre en compte l'individualisation des modes de consommation et l'apparition de communautés alimentaires distinctes : sans gluten, sans lactose, bio, sans sucre artificiel, sans graisse... Sans compter la coexistence d'identités religieuses (halal, casher...) et socioéconomiques distinctes, comme le végétarisme ou le végétalisme. Voilà autant d'individus qui demandent des produits spécifiques. À partir de là, avec l'aide du numérique, je crois qu'il faut favoriser de nouveaux dialogues entre communautés comme par exemple entre groupes de consommateurs et coopératives agricoles ou encore entre groupes de producteurs et écoles, restaurants, hôtels ou ONG. En somme, plusieurs niveaux de dialogue sont possibles pour créer des réseaux beaucoup plus grands qu'actuellement.

Le circuit court, une équation positive

Bertrand Hervieu : Il ne faut vraiment pas minimiser le poids des circuits courts dans la restauration de l'image des mondes agricoles. De ce point de vue-là, je crois que tout ce qui a contribué à les minimiser, voire les caricaturer, a retardé leur émergence. C'est vraiment dommageable. Je suis d'accord avec le fait qu'il y a une pluralité de modèles de développement qui s'offrent, en réponse à cette plu-

ralité d'attentes de la part des consommateurs. Voilà un phénomène qu'il faut prendre très au sérieux ! D'ailleurs, les grandes surfaces l'ont parfaitement compris, bien avant les syndicats agricoles. Enfin, j'insisterai sur l'idée que les circuits courts fonctionnent beaucoup autour de la question des fruits et légumes, secteur où nous sommes déficitaires. De ce point de vue-là, l'équation est positive.

Christian Manauthon : J'aimerais lever une ambiguïté : la vente directe et le circuit court, ce n'est pas la même chose. Pour les distinguer, c'est la notion d'intermédiaire, et non pas de distance, qui compte. Ainsi, lorsque je dis que je fais du circuit court, cela signifie que je vends un semi-remorque de soja à un collègue en Normandie, lequel parvient ensuite au consommateur. Cela ne peut donc pas s'appeler vente directe puisque je ne suis pas directement en contact avec le consommateur.

Marc Chapolard : Il faut bien comprendre que nous sommes responsables de la production et de la vente, jusqu'au bout. C'est nous qui faisons la facture ! C'est loin d'être anodin. Jusqu'à présent, c'était la coopérative ou le négociant qui facturait les denrées ; là, c'est l'agriculteur qui vend. Pourquoi est-ce si important de le préciser ? Parce que selon moi, le modèle de l'agriculture « industrielle » maintenue par des financiers n'est pas prêt de cesser : il est fréquent de croiser des individus qui achètent 800 hectares de terre, les exploitent pendant 5 ans et finissent par s'en aller.

Germinal Peiro : J'aimerais revenir sur l'image des agriculteurs et rappeler le travail législatif qui a été fait sous deux gouvernements de gauche : tout d'abord, la loi Le Penec/Galvany, votée en 1998, a voulu replacer l'agriculteur au sein de la société. Ce faisant, elle a réaffirmé que les agriculteurs avaient des fonctions de production essentielles. Mais pas seulement. Elle leur a également reconnu des fonctions sociales, en ce sens qu'ils créent de l'emploi en milieu rural ; et enfin, des fonctions environnementales. Dans ce cadre, la loi avait instauré les contrats territoriaux d'exploitation : l'idée était que la société accepte de rémunérer ces travailleurs pour d'autres activités que la seule production.

En 2014, Stéphane Le Foll eut le courage, malgré les attaques de la FNSEA, de mettre l'agroécologie au cœur de la loi. Aujourd'hui, on ne parle que de ça ! Pour combattre l'isolement des agriculteurs, le ministre avait également impulsé la création des GIEE (Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental). Marc Chapolard en a très bien parlé : les agriculteurs heureux ne sont pas individualistes. Ils travaillent au sein de structures comme les Gaec où ils peuvent partager leurs ennuis comme leurs réussites. Cette page dédiée au parti socialiste étant close, je peux maintenant vous dire ce que je pense des traités internationaux. De façon effarante, je vois se propager sur la planète des accords qui favorisent la mise en place d'un grand marché mondial, cher à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Quoiqu'on raconte, celui-ci ne tiendra jamais compte ni des hommes, ni des valeurs sociales, ni des valeurs environnementales. Aujourd'hui, l'accord qui se prépare avec le Mercosur encourage non seulement la

déforestation de l'Amazonie mais aussi l'usage des antibiotiques de croissance et des OGM. Je crois qu'un jour les individus reviendront au local : ils tenteront d'échapper aux OGM, aux pesticides ou à la déforestation de l'Indonésie pour la production d'huile de palme. De plus, le réchauffement climatique nous oblige à réduire les déplacements inutiles : amener les moutons de Nouvelle-Zélande en Lozère, c'est une hérésie ! Tu le disais, ami des Hautes-Pyrénées, le réchauffement climatique va nous contraindre à changer de modèle. En attendant, le libéralisme à tout crin nous mène droit dans le mur.

Donner à voir la réalité

Agnès Papone, agricultrice dans l'arrière-pays Niçois : Lorsque mon mari et moi avons fondé notre petite exploitation, en 2009, nous n'étions pas du tout du cru agricole. Pour nous, il n'a jamais été question de faire autrement qu'en bio, en circuit court et en vente directe. Voilà ma question : entre les circuits courts et le reste, qu'est-ce qu'il y a ? Ne serait-il pas opportun de se poser des questions sur les intermédiaires et de tenter de les réguler ? Sachez que les agriculteurs autour de nous, pour la majeure partie, sont éligibles ou reçoivent le RSA alors qu'ils travaillent dignement et correctement. Où cette valeur s'évapore-t-elle ? Comment faire pour la restituer à la juste personne qui l'a créée ?

Anne Seingier, agricultrice à la retraite : Nous avons réussi à transmettre l'exploitation à notre fils et avons beaucoup de chance parce que, dans notre secteur de la Seine-et-Marne, c'est rare ! J'aimerais insister sur le circuit court bien sûr, mais surtout sur la pédagogie. En tant que ferme pédagogique, nous avons un rôle essentiel pour montrer aux enfants que ce qu'ils mangent vient de chez nous. « *Si tu n'existais pas, on ne mangerait pas !* », nous disent-ils. C'est indispensable parce qu'aujourd'hui, les enfants n'ont aucune idée de ce qu'est réellement l'agriculture. Ils ne savent pas, par exemple, que le blé est vert avant d'être jaune. Ils croient que c'est de l'herbe. À ce titre, le discours des deux jeunes femmes qui sont intervenues au tout début était très révélateur de notre société actuelle¹ : le paysan est indispensable mais il a une très mauvaise presse.

Cela pose encore une fois la question de la communication autour de l'activité agricole. Marc Chapolard, vous qui êtes en première ligne, comment peut-on communiquer efficacement sur le métier d'agriculteur ?

Marc Chapolard : Il y a différents moyens. Pour ceux qui, comme nous, font de la vente directe, c'est facile : sur les marchés, nous sommes directement en contact avec les consommateurs. Nous les accueillons et leur montrons ce que nous produisons. Ensuite, il y a effectivement beaucoup d'écoles prêtes à se rendre sur les fermes. Parfois, c'est un peu déroutant : il faut nettoyer sa ferme parce qu'on veut qu'elle soit présentable. Pourtant, dans la vie de tous les jours, elle ne l'est pas – les animaux crottent sur le chemin, le tracteur y laisse de la terre. Il faudrait donc pouvoir montrer la ferme telle qu'elle est. □

1 - Voir les séquences « Flash-Back » et « Cas d'école ».



ÉCLAIRAGES

Le poids des imaginaires



Avec Elsa Delanoue, agronome et sociologue de l'élevage (Institut de l'élevage, Idele) et Mathieu Gervais, politiste et sociologue, École Pratique des Hautes Études.

En quoi les imaginaires ont-ils changé depuis 2003 ? Quelles nouvelles images se font jour dans le champ agricole ? Quels sont les mots qui cristallisent le mieux les recompositions à l'œuvre, entre rejet de l'industriel et consensus de façade autour de l'idée de nature ?

Mission Agrobiosciences-Inra : Commençons cette mise à plat par ce qui fait sens : les mots. Pourriez-vous me donner deux à trois mots qui illustrent selon vous les changements à l'œuvre, et caractérisent désormais les imaginaires ?

L'animal a repris sa place dans l'imaginaire

Elsa Delanoue : Je parlerai de ce que je connais, c'est-à-dire de la question de l'élevage et de sa perception par la société. Le premier mot qui me vient à l'esprit est un adjectif : industriel. Ce dernier désigne ce que les individus refusent. Savoir ce que veut la société n'est pas chose aisée, les demandes ne sont pas toujours clairement exprimées. Par contre, il apparaît assez nettement qu'elle ne veut plus d'élevage industriel. Qu'englobe ce dernier ? Sont décrits comme industriels des élevages exempts de lumière naturelle, où les animaux sont constamment en bâtiment, avec une forte mécanisation, automatisation. Les matériaux sont également importants. Dans les enquêtes que nous avons menées, les individus préfèrent les élevages construits avec du bois et de la paille, et non pas du béton et du métal. Dans les représentations, l'élevage est une activité devant combiner trois piliers : l'environnement au sens de la nature et du territoire, l'animal et l'humain. Dès lors qu'un de ces piliers semble oublié, l'élevage est perçu comme industriel.

Le deuxième terme est celui de bien-être animal (BEA). Aujourd'hui, parler d'élevage, c'est parler de BEA. On a l'impression que l'animal a repris sa place dans l'imaginaire collectif, que les individus font de nouveau le lien entre élevage et animal alors qu'auparavant on ne se posait plus la question. J'ajouterai enfin le terme de performance, omniprésent en agriculture, du moins dans certaines formes d'agriculture. Pendant longtemps, c'est la performance économique qui était recherchée. Depuis une dizaine d'années, elle a laissé

place à l'idée d'une performance environnementale. Cela montre que, finalement, cette thématique environnementale est entrée dans une sorte de consensus. Plus personne ne conteste l'impact de l'élevage sur l'environnement ; il convient d'être également performant sur ce point-là. C'est une manière, pour le secteur agricole, très focalisé sur ce concept de « performance », de s'appropriier les enjeux environnementaux. Le terme a pris une troisième acception ces dernières années avec la notion de « performance sociale » même si tout le monde s'arrache un peu les cheveux pour la définir.

Mathieu Gervais : Pour commencer, je citerai le mot nature. Longtemps source de conflits, la nature est à présent l'objet d'un consensus, du moins sur la nécessité de la prendre en compte y compris au sein du monde agricole. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de clivage sur l'écologie mais que ceux-ci se sont déplacés.

Le deuxième mot que j'aimerais mettre en avant est celui de transmission. Le terme désigne tout autant la question de la reprise d'une exploitation, de sa transmission (ou pas) à ses enfants que celle du partage de savoir-faire et de pratiques. L'anecdote du pastis et du sirop de sureau l'illustre à merveille et nous rappelle que la socialisation des agriculteurs entre eux n'a jamais été évidente. J'ajouterai un troisième terme : effondrement, en référence à la théorie de la collapsologie selon laquelle notre système économique et social est tellement complexe qu'il n'est que peu résilient. En conséquence de quoi, une petite crise suffirait à le faire exploser. Dans ce contexte d'un déclin de la société, le rural devient un idéal utopique, un lieu où (re)construire et (re)penser une autre société, un autre ordre social. Cette vision d'un rural refuge a de tout temps existé mais est particulièrement réactivée par le contexte actuel. Le mouvement des ZAD (Zone à défendre) peut être interprété dans ce sens d'un « rural-refuge » où des communautés vont expérimenter d'autres modes de fonctionnement.

Une réaction sur ces imaginaires utopiques ?

Elsa Delanoue : J'entends la question de l'utopie autrement. De mon point de vue, c'est plutôt une stratégie de certains acteurs pour décrédibiliser les arguments de leurs adversaires, en taxant leur imaginaire d'utopique. Par exemple, il serait utopique de penser que l'on pourra vivre demain sans élevage, que l'on reviendra à une agriculture « d'antan », ou encore qu'un animal puisse être heureux en élevage. J'analyse l'emploi de ce terme plutôt dans ce sens d'une décrédibilisation des arguments adverses et m'en méfie donc un peu.

Le grand témoin de l'édition 2003 des Controverses européennes, Saadi Lahlou, expliquait que les représentations sont des espèces vivantes. Sur cette question de la nature, de l'environnement, peut-on dire que les pourtours de ces représentations ont bougé et en quoi ?

Pas de changements mais des recompositions

Mathieu Gervais : Effectivement, comme Saadi Lahlou l'a très bien dit, les représentations sont des espèces vivantes, avec deux caractéristiques majeures : tout d'abord elles sont construites donc variables d'un individu à l'autre ; ensuite, elles sont performatives en ce sens qu'elles guident nos

actions. Ces deux caractéristiques expliquent le fait qu'il y ait des socialisations différentes d'un agriculteur à l'autre. Nous n'assistons pas selon moi à de profonds changements, plutôt à des recompositions. Reprenons l'exemple de la nature. Le fait que ce terme soit désormais partagé au sein du monde agricole ne signifie pas qu'il n'est plus conflictuel ou que cela abrase tous les dissensus et distinctions. Ceux-ci ressurgissent ailleurs, sous d'autres formes. Exemple : nous assistons aujourd'hui à une multitude de débats autour de la notion de vivant. Qu'est-ce qu'un animal ? Les plantes sont-elles vivantes ? Quel élément permet de dire qu'un objet est vivant ou ne l'est pas ? Et autant de questions qui fleurissent sur ce sujet. Il en va de même, sur un versant plus politique, concernant la représentation de l'agriculture. L'agriculture doit-elle être diverse ? Faut-il aménager des espaces permettant la cohabitation ? Cette idée d'une division du monde agricole telle que décrite ce matin par Bertrand Hervieu a une longue histoire en France. Depuis les années 1945, on se demande s'il y a un, deux ou trois types d'agriculture et si ceux-ci sont amenés à se rejoindre ou, au contraire, à se diversifier. Les conflits ne disparaissent pas : ils se réorganisent. Quant aux clivages politiques qui les sous-tendent, ceux-ci existent finalement depuis assez longtemps.

Nous avons beaucoup parlé ce matin du métier d'agriculteur et de la manière dont les agriculteurs se représentaient leur métier. Elsa Delanoue, vous avez mené des enquêtes sur le sujet. Partagez-vous le constat dressé ce matin ? Quelle est votre analyse de terrain ?

Elsa Delanoue : Nous avons étudié la perception, par les principaux concernés, de la controverse sur les activités d'élevage. Schématiquement, deux pôles se distinguent. D'un côté, certains agriculteurs ne comprennent pas les fondements de cette remise en cause. Ils considèrent être les plus légitimes pour définir leur métier et ses pratiques. De l'autre, certains professionnels considèrent cette mise en critique comme une opportunité pour façonner un nouveau modèle. Entre ces deux pôles très contrastés, la représentation des actions à déployer varie très fortement, y compris parfois pour un même agriculteur, qui peut tantôt partager la mise en critique, tantôt ne pas la comprendre.

Néanmoins, bon nombre de professionnels agricoles ont le sentiment que leur activité est remise en cause, souvent de manière infondée, par des individus qu'ils jugent illégitimes pour s'exprimer. D'où ce profond malaise...

Vous avez également mené des enquêtes auprès des lycées agricoles. Quelles en ont été les conclusions ?

Elsa Delanoue : Les défis et enjeux sociétaux auxquels l'agriculture va devoir faire face ont été bien intégrés par les jeunes générations. Ainsi l'environnement ou le BEA sont des dimensions citées d'emblée, spontanément et rapidement. Les lycéens insistent sur les relations humain/animal, affirment également leurs volontés sociales qu'elles concernent le temps de travail ou la pénibilité. Comme n'importe quel autre jeune, ils sont citoyens de la société et mettent en avant ces enjeux-là.

Les oppositions n'ont plus les mêmes contours

Avez-vous observé la même chose dans vos enquêtes auprès des agriculteurs ?

Mathieu Gervais : Il y a selon moi un changement important dans les liens entre rural et agricole. Construite de longue date, l'association du rural à l'agricole est une représentation aujourd'hui en crise, dans le sens où le rural n'est pas nécessairement un espace agricole et où les agriculteurs sont minoritaires en milieu rural. De plus, les oppositions, par exemple entre sciences et croyances ou progrès et tradition, que l'on pensait stables, n'ont plus les mêmes contours. Dans le domaine agricole, définir ce qui est traditionnel ou de l'ordre du progrès ne va plus de soi.

Un exemple pour illustrer les recompositions à l'œuvre. Actuellement, je mène une enquête sur les pratiques et les représentations des agriculteurs musulmans. Parmi les objets d'attention de ces derniers : l'écologie. De plus en plus de musulmans échangent sur les réseaux sociaux à ce sujet. Dans leurs démarches, les catégories de progrès et de tradition ne s'opposent pas nécessairement, non plus celles de croyances (religieuses) et de savoirs (techniques et scientifiques). On peut constater exactement le même processus dans le développement de l'agriculture biodynamique par exemple.

Venons-en à ce qui façonne les imaginaires, notamment les vecteurs de communication. Quels sont les principaux vecteurs selon vous ?

Elsa Delanoue : Les médias sont des vecteurs d'image évidents. Reste qu'ils ne vont pas traiter l'information de la même manière. Les grands médias nationaux ont plutôt tendance à diffuser des informations critiques envers les pratiques d'élevage alors que la presse régionale a une approche plus technique. Elle va en outre s'intéresser à d'autres aspects de la controverse avec, par exemple, une curiosité parfois amusée sur les régimes végane ou végétarien.

Autre acteur important, les associations militantes de protection de l'environnement ou des animaux, leaders d'opinion incontournables de mon point de vue et très présents sur les réseaux sociaux. Certains éleveurs commencent eux-aussi à prendre la parole pour contrer les images véhiculées par ces associations.

Reste enfin les interprofessions qui encadrent la communication collective. Toutes les filières ne sont pas confrontées aux mêmes difficultés. Ainsi, il est plus facile de communiquer pour la filière bovine que porcine, les imaginaires étant moins en décalage avec la réalité des systèmes d'élevage – pâturage des vaches versus porcs élevés en bâtiment. En outre, la question de la communication pose implicitement celle de la confiance. Or, cela a été dit ce matin, les interprofessions ont perdu la confiance de bien des citoyens : elles sont perçues comme le lobby de l'agroindustrie. Conséquence : les messages véhiculés par les représentants du monde agricole ne vont pas avoir le même impact que ceux portés par les agriculteurs qui bénéficient, au contraire, d'une grande confiance de la part des citoyens. Pour autant, on observe une évolution dans le contenu des messages. À cet égard, il y a un petit exemple que j'aime citer parce qu'il est extrêmement parlant. Depuis le Salon de l'agriculture 2019, le nouveau slogan de l'interprofession de la viande bovine est : « *Naturellement flexitariens !* ». Le flexitarisme prône une diminution de la consommation de viande associée à une plus grande exigence de qualité. Cela signifie que l'interprofession a intégré ce changement de norme des pratiques alimentaires.



Mathieu Gervais : Nous assistons aujourd'hui à une forme de diversification des prises de parole concernant l'agriculture. Celle-ci n'est plus le domaine réservé des organisations professionnelles ou de la presse spécialisée. Il y a une réelle ouverture de ces questions devenues de vrais sujets de société, avec une foule d'acteurs s'exprimant sur ces sujets. Il suffit d'entrer dans n'importe quelle librairie pour constater la profusion d'ouvrages sur ces questions. Certaines personnes, hier étrangères aux mondes agricoles, parce qu'elles travaillent sur des domaines comme le travail, la condition animale ou l'environnement, produisent des discours sur l'agriculture. Certes, leur production peut être éloignée des cercles professionnels agricoles ; elle va néanmoins influencer sur les représentations. □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le secteur marchand détient les clés de nos imaginaires

Benoît Leroux, sociologue : Une remarque concernant l'enseignement dans les centres de formation pour adulte embrassant une carrière agricole. Schématiquement, nous avons observé une très forte hétérogénéité des candidats, particulièrement entre ceux issus du monde agricole avec des parents installés en conventionnel et ceux dits « hors cadre familial » qui arrivent avec des projets plus axés sur l'environnement. Finalement, quelle place est accordée aux approches plus écologiques dans les programmes ?

Jean-Paul Landat, agriculteur à la retraite : Je n'ai pas vraiment la même impression que vous concernant le consensus agricole sur l'environnement. De mon point de vue, la prise en compte de celui-ci n'évolue pas aussi vite que vous le suggérez ; l'opposition persiste. Du moins est-ce mon ressenti de terrain.

Un participant : A propos du débat fils d'agriculteur/hors cadre familial, il existe un troisième mouvement, celui d'enfants d'agriculteurs qui, à la quarantaine, après avoir roulé leur bosse ailleurs, reviennent sur l'exploitation avec un projet différent de celui de leurs aînés. S'agit-il d'une chose anecdotique ou d'un mouvement notable ?

Christian Manauthon : Je suis producteur de viande. J'entends bien le discours autour des évolutions de nos imaginaires et le fait qu'il faut consommer moins de viande mais de meilleure qualité. Reste cette réalité : nous allons être envahis de viande brésilienne et argentine produite à bas coût, boostée aux OGM et autres activateurs de croissance. Que faire ?

Elsa Delanoue : Tout d'abord, je partage l'analyse de Benoît Leroux sur l'hétérogénéité des profils dans les formations agricoles. Effectivement, les hors cadres familiaux sont un peu plus convaincus par ces sujets environnementaux et/ou BEA. Mais je pense justement que le fait qu'ils le soient un peu plus permet d'aborder ces sujets en classe et oblige indirectement leurs camarades à se poser ces questions. Finalement, cela concourt également au changement de représentations. Deuxième chose, sur la prise en compte de l'environnement et ce ressenti assez pessimiste de M. Landat. Vraisemblablement,

vous êtes plutôt entouré de « résistants » que de « proactifs ». Je reste néanmoins convaincue que nous allons vers une plus grande prise en compte de l'environnement. Troisièmement, la viande. Vous êtes précisément au cœur de la controverse ! L'élevage est face à des enjeux multiples – environnementaux, économiques, de BEA, de juste rémunération du producteur, de santé... qui sont tous liés. Y répondre est donc un vrai casse-tête. Exemple : maintenir les volailles dans un bâtiment permet un meilleur contrôle sanitaire mais soulève des questions sur le BEA et le travail des éleveurs. Résoudre un des éléments de la controverse peut en contrarier un autre. À cela s'ajoutent des contradictions entre les valeurs morales et certaines décisions politiques, comme l'illustre votre remarque.

Mathieu Gervais : Je partage le constat de Benoît Leroux sur l'importance de distinguer les individus issus du milieu agricole de ceux qui s'installent hors cadre familial. L'historienne Nicole Mathieu a bien montré, avec son concept de « culture de la nature », qu'il existe plusieurs imaginaires de la nature et que, schématiquement, ruraux et urbains n'en ont pas la même représentation. L'interaction avec les êtres non humains est différente selon qu'on soit en ville, dans un environnement artificialisé ou dans un champ. Les chemins qui mènent à la pratique agricole se diversifient, ce qui implique l'arrivée d'acteurs véhiculant d'autres cultures de la nature. Dans ce cadre, la question des enfants d'agriculteurs qui reprennent l'exploitation familiale après avoir travaillé ailleurs est tout à fait intéressante. Car leur culture est précisément à la frontière entre rural et urbain, bousculant ainsi cette vieille dichotomie ville/campagne. Un mot sur l'environnement. Dire que l'environnement est devenu un enjeu consensuel ne signifie pas que les conflits ont disparu ! Par exemple, la FNSEA a un discours très structuré sur l'environnement. Certains pourront être en désaccord avec ce dernier, mais c'est une question partagée. Il en va de même en politique : tous les partis politiques se sont saisis de ce sujet même s'ils n'en disent pas la même chose. Les conflits perdurent.

Un participant : Comment évolue l'imaginaire des institutions qui accompagnent les agriculteurs – l'Inra, les chambres d'agriculture ou les banques ? Il serait intéressant de le savoir.

Olivier Le Gall, chercheur Inra : Aujourd'hui, quand on entend une musique de Chostakovitch, on ne l'associe plus à son auteur mais... à la compagnie d'assurance qui l'a utilisée dans sa publicité. Partant de ce constat, je me demande jusqu'à quel point l'image des mondes agricoles et des agriculteurs est façonnée et construite par la grande distribution dont la force de frappe marketing est très grande. Sauf erreur de ma part, le chiffre d'affaires de Biocoop en France est supérieur à celui de Monsanto. N'y a-t-il pas une convergence d'intérêts et de moyens de la part de la grande distribution, de Biocoop à Carrefour ? A la différence d'autres grandes sociétés, celles-ci ne travaillent pas en B2B : l'échange n'est pas noué entre deux entreprises mais bien entre une entreprise et un consommateur, en B2C. Ces entreprises s'adressent aux citoyens, avec un projet qui est le leur et qui est sans doute valable, mais qui est gouverné par des intérêts autres que démocratiques. Or elles ont les moyens de modifier l'image et la perception du monde qui nous entoure, notamment la relation à notre alimentation. Le rôle de ces acteurs a-t-il été étudié ?

Elsa Delanoue : J'ai la conviction que le secteur marchand détient les clés de l'agriculture de demain et l'imaginaire que l'on en a. Illustration : du jour au lendemain, Monoprix décide de retirer de ses rayons les œufs de poules élevées en cage, sous la pression forte de l'association L214 qui milite depuis plusieurs années sur le parvis de ces magasins. Pourquoi Monoprix? Cela se comprend facilement. C'est une enseigne plutôt urbaine, avec une clientèle aisée, sensible à ces questions. Suite à cette décision, Monoprix bénéficie d'un buzz médiatique plutôt positif et est même suivi par d'autres enseignes de grande distribution. La filière avicole s'est engagée à ne plus installer d'élevage de ce type. Depuis 2018, la loi Egalim, consécutive aux Etats généraux de l'alimentation, a interdit l'installation nouvelle d'exploitations de poules pondeuses élevées en cage. Mais c'est le secteur marchand qui, le premier, a impulsé une refonte complète de la filière, la contraignant à prendre ses distances avec un mode de production : l'élevage en cage.

La grande distribution pourrait aller plus loin et mettre la main à la pâte en apportant une aide financière aux agriculteurs désireux de changer de système. Pour le moment, à ma connaissance, toutes les enseignes s'y sont refusées. Pour ce qui concerne l'imaginaire des institutions, je peux témoigner de celui des instituts techniques puisque j'y suis. J'ai été embauchée en 2012 par un groupe scientifique, dont faisait partie l'Inra, pour travailler sur l'acceptabilité sociale de l'élevage. Je les ai rapidement convaincus qu'il s'agissait d'une question de sociologie et que le problème devait être reformulé en termes de controverse. Ils ont financé ce travail de thèse en sociologie. À l'issue de ce dernier, un poste de sociologue, partagé entre les différents instituts techniques, a été créé. Cet exemple montre bien que les acteurs de la recherche et du développement agricole ont pris conscience de l'importance des questions sociétales sur les pratiques d'élevage et de la nécessité de ne plus les évacuer comme ce fut le cas pendant longtemps.

Philippe Mauguin, PDG de l'Inra : La question sur l'imaginaire au sein de l'Inra est intéressante et un peu surprenante puisqu'elle consiste à se demander quels seraient les imaginaires d'un institut de recherche et de ses chercheurs. Peut-être pouvons-nous la traduire ainsi : quelle est leur vision de l'agriculture? Et, question subsidiaire, celle-ci a-t-elle changé? Je répondrai par l'affirmative. Brièvement, la recherche agronomique a, des années 1950 à 2000 et à l'échelle internationale, participé au projet d'accroissement de la productivité et des performances des systèmes agronomiques. Maximisation des intrants, progrès génétiques végétal et animal en vue d'une optimisation des rendements en ont été les grands piliers. Cela a eu un certain succès puisque l'offre alimentaire a triplé en l'espace de cinquante ans, c'est-à-dire qu'elle a crû plus vite que la population mondiale. Certes, cela n'a pas endigué la malnutrition et la faim.

Les années 2000 ont marqué un tournant avec la prise de conscience des effets collatéraux de cette vision. La recherche agronomique a repéré et évalué cette impasse. Depuis, une autre vision a émergé, timide à ses débuts puis de plus en plus assumée, autour de la biodiversité, de la transition agroécologique et de la diversité des systèmes agricoles. Je ne sais s'il faut parler d'imaginaire à ce sujet. Néanmoins, la vision globale du projet agronomique a changé. □

FOCUS

Le bio, bientôt conventionnel?



Avec Jean-Luc Bongiovanni, agriculteur bio dans les Hautes-Pyrénées, Anne Rugemer, éleveuse en Andalousie et Benoît Leroux, sociologue, Université de Poitiers.

Le bio serait-il en train de vivre un retournement d'image, devenant malgré lui le conventionnel de demain? Une séquence animée par le journaliste Stéphane Thépot.

Stéphane Thépot : Jean-Luc Bongiovanni, vous qui venez du conventionnel et vous êtes converti récemment à l'agriculture biologique (AB), ne craignez-vous pas finalement d'être rattrapé par une logique business très éloignée des principes de l'AB?

Jean-Luc Bongiovanni : J'ai une exploitation polyculture-élevage de 90 hectares, dont une partie en bio, l'autre encore en conversion. L'élevage, qui concerne des canards prêts à gaver et des poulets en vente directe n'est pas non plus en bio, car il faudrait que j'augmente mes prix et vis-à-vis de ma clientèle, ce n'est pas gagné.

Mais je voudrais d'abord expliquer comment je suis arrivé en bio. Cela m'intéressait depuis toujours, sauf que je considérais ce mode de production assez inaccessible. Mon exploitation dans la vallée de l'Adour, en maïs irrigué, marchait très bien. Donc pourquoi changer les choses? Et puis, il y a vingt ans, on a constaté un plafonnement des rendements. C'est là que j'ai commencé à travailler en agriculture de conservation des sols : non labour et engrais verts. Mais le déclic est intervenu dix ans plus tard, au moment où s'est opéré un réaménagement foncier. Je me suis retrouvé avec des parcelles situées juste à côté d'habitations. Là, je me suis dit : leur jardin, leur terrasse est à vingt mètres de mon champ, je vais aller les voir et leur expliquer que je vais traiter tel jour, qu'il vaut mieux qu'ils n'étaient pas leur linge et qu'ils ferment les fenêtres. Normal, quoi! J'essayais de faire bien. En fait, je les ai complètement affolés! Jusqu'à présent, mes prédécesseurs avaient traité avec du Lindane sans jamais connaître de problème. Mais sans rien dire... Du coup, je me suis dit que je ne pouvais plus travailler ces parcelles de la même façon. Cela représentait une dizaine d'hectares : j'ai décidé de les convertir en bio. Finalement, avec peu d'investissements, en faisant des cultures d'hiver et des rotations, je suis parvenu à des résultats assez corrects. Surtout, avec les aides et des prix plus élevés, cela devenait assez intéressant d'un point de vue économique. Plus intéressant en tout cas que l'agriculture de conservation des sols, qui a certes amélioré beaucoup de choses, mais qui ne changeait rien aux



prix. C'est donc le facteur économique qui m'a poussé à tout convertir! Il faut dire que j'avais à peu près pour 1000 euros de charges opérationnelles par hectare (coûts de semences, phytos et engrais, d'irrigation et de séchage) et que je ne dégageais que 60 euros de marge nette/hectare. Passer en bio ne représentait pas un gros risque économique.

Les coopératives: une relation de dealer

Et pensez-vous aujourd'hui que le conventionnel va vous rattraper?

Jean-Luc Bongiovanni: Disons que je vais être obligé d'évoluer techniquement pour continuer à faire de la marge. C'est évident! Reste que j'ai tendance à raisonner cette marge à long terme et pas à l'année. Les nouveaux convertis étaient souvent performants en méthode conventionnelle et ils le sont aussi en bio, mais sur des rotations maïs/soja et en labour. À mes yeux, ce sont des systèmes qui, à un moment donné, vont casser. Je préfère réfléchir à une rotation plus longue. Mais, pour vous répondre, c'est vrai qu'on a tendance à voir ce qui se pratiquait en agriculture conventionnelle arriver en bio. Notamment la recherche du maximum de rendement que cautionnent nos coopératives. Philippe Baret¹, il y a quelques années, nous disait: il faudrait que les coopératives quittent leur relation de dealer avec les agriculteurs pour rentrer dans une relation de projet. Nous avons besoin en bio de cette relation de projet pour envisager le long terme, pour la pérennité des débouchés, des prix, des méthodes. Sauf que les coopératives sont toujours dans une relation de dealer et ne font toujours pas d'agronomie. Elles arrivent en disant: « *Vous avez besoin de tel produit, on va vous le trouver et vous le faire payer.* » Si demain le bio devient conventionnel, c'est aussi parce qu'on est entouré d'un système qui a du mal à voir les choses autrement.

Anne Rugemer, vous avez une formation agro, justement, et vous avez décidé de vous installer d'emblée en bio. Cela faisait partie de votre projet de vie comme de votre projet professionnel?

Anne Rugemer: Oui, effectivement, le bio n'a pas été une décision à prendre, ça coulait de source, c'était une question de conviction. Et je ne suis pas issue du monde agricole donc j'avais tout à apprendre. J'ai un troupeau d'environ 450 moutons, dont le « Merina grassa negra », une race laitière en voie d'extinction en Andalousie où je vis, mais que je remplace progressivement par une autre race autochtone qui correspond mieux au type de production que nous avons, car nous n'avons pas fait le choix du lait. J'ai commencé avec un petit troupeau de 80 bêtes. Au départ, les terres de pâturage étaient louées à un autre éleveur voisin. Mais au bout d'une dizaine d'années, il y avait surpâturage. Ensuite, vu le type de notre charge animale, la végétation arbustive a pris le dessus. Or débroussailler avec des moyens mécaniques coûte très cher, donc nous avons préféré prendre des chèvres, une centaine à présent, qui remplissent tout à fait cette fonction d'entretien des pâturages des moutons.

J'ajoute que la propriété est en fait constituée de deux exploitations au départ: la ferme de mon beau-père et la nôtre, qui

la joutait. Progressivement, la ferme de mes beaux-parents est passée en bio, en douceur, grâce à mes beaux-frères et belles-sœurs qui ont repris l'activité, avec une idéologie plus écologiste.

Nos terres sont très en pente et de mauvaise qualité. Avec les subventions du programme espagnol de reboisement des terres agricoles, nous avons commencé, il y a douze ans, à planter sur une vingtaine d'hectares des espèces autochtones, chênes verts, caroubiers et oliviers sauvages. Il faut dire que, chez nous, les conditions climatiques sont très adverses. L'été dure cinq à six mois; la période sèche minimum quatre mois. Et donc cela a été très compliqué. On commence à peine à en percevoir les résultats. Les caroubes et les olives sauvages constituent aussi un apport pour nos animaux, sachant que nous sommes autonomes concernant leur alimentation. Nous produisons le foin et du grain, dont de l'orge que nous vendons, des légumineuses, et la paille.

Dans l'imaginaire et dans les faits, l'Andalousie est une mer de plastique faite de serres chauffées. Vous devez être très atypiques dans cette région, y compris en bio!

Anne Rugemer: Il faut faire la distinction entre l'industrie agricole et l'agriculture. Quand cette industrie se dit bio et concurrence la bio française par exemple, c'est que le cahier des charges repose seulement sur la production, pas pour la distribution. Il y aurait moyen d'établir des outils qui permettent d'éviter que des pommes d'Argentine soient labellisées bio. Elles peuvent être bio en Argentine, mais est-ce bio en Europe?

Je me tourne maintenant vers Benoît Leroux, car la définition du bio n'a cessé d'évoluer plutôt vers le bas, dénoncent les puristes, les militants des débuts. Etes-vous d'accord avec cette idée de banalisation du bio?

Benoît Leroux: Oui. Jean-Luc et Anne correspondent assez bien au profil des producteurs qui s'installent aujourd'hui en bio. À la fois, des anciens conventionnels qui se convertissent pour des raisons diverses, économiques et environnementales, et puis des « néoruraux » qui viennent enrichir et reconfigurer le champ professionnel agrobiologique avec leurs pratiques et leurs logiques.

Mais d'abord, au regard du poids des imaginaires, il faut peut-être rappeler que la bio a une longue histoire d'« agribio-bashing ». Dès son émergence, elle a été marginalisée, décredibilisée, stigmatisée par le milieu professionnel agricole, en premier lieu, mais aussi par les agents de l'État, un certain nombre d'opérateurs économiques et des politiques. Depuis les années 1980, elle parvient à se faire reconnaître, via son cahier des charges et un ensemble de pratiques de plus en plus « normées ». Sauf que cette reconnaissance s'opère surtout sur le plan économique. Or, à l'origine, les pionniers qui conceptualisent ces nouvelles pratiques qui vont au-delà du mode de production, le font en réaction aux effets négatifs induits par l'industrialisation du monde agricole. Les premiers fondateurs, que ce soit l'Autrichien R. Steiner (biodynamie), le britannique A. Howard (agriculture naturelle) ou le Japonais M. Fukuoka (l'agriculture sauvage), sont tous préoccupés par les dégâts occasionnés par les pesticides et les fongicides, l'usage du labour, la mécanisation systématique, la spécialisation agricole et, plus largement, par les produits alimentaires issus de cette agriculture dite moderne. C'est donc une contestation du modèle agricole productiviste et industriel, qui s'accompagne

1 - Philippe Baret est ingénieur agronome des régions tropicales, docteur en génétique quantitative et professeur à l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Il est intervenu lors de plusieurs éditions des Controverses européennes.

d'une force de proposition : un ensemble de techniques, une forme d'organisation, un principe d'autonomie paysanne, la ferme considérée comme un organisme vivant, etc. Autant de propositions concrètes pour une agriculture paysanne qui constitue le deuxième principe générateur de la bio avec la contestation. Théoriquement, ces deux principes générateurs conduisent les agriculteurs pionniers à faire que la bio soit, plus qu'un mode de production, un projet social et politique qui ne cesse de progresser, par exemple avec un cahier des charges qui, jusqu'en 2009, évolue vers plus d'exigences.

Une dynamique contestataire perdue en chemin

La perte en cours de route du volet contestataire est le fait d'une dépolitisation de la bio, réduite à un simple mode de production et ce, dès le début des années 1980, au moment de reconnaître une agriculture bio définie comme « sans produits chimiques de synthèse », d'homologuer et d'harmoniser les cahiers des charges privés existants. Il y a alors toute une lutte pour élaborer cette définition. Celle qui a été retenue restreint la bio à un simple principe : n'employer ni pesticides, ni fongicides, ni engrais chimiques.

Cette dépolitisation de la bio, cette dépossession de sa dynamique contestataire, permet effectivement, dans un processus assez long, de l'intégrer dans une économie agricole dominante industrielle, celle-là même qu'elle critiquait à l'origine. Voilà la contradiction implicite que soulève le titre de ce débat : « Le bio, bientôt conventionnel? » Après, je reviendrai peut-être sur cette notion de « conventionnalisation ». Un processus à l'œuvre déjà depuis plusieurs décennies, aux États-Unis notamment.

La dépolitisation débute donc avec le cahier des charges. Anne nous disait au contraire qu'il faudrait l'améliorer, en y intégrant la distribution...

Benoît Leroux : Les fondateurs de la bio ont au départ fait confiance à l'État, car il leur fallait une reconnaissance institutionnelle pour sortir cette agriculture de sa marginalité et la développer plus largement au niveau national et international. Il faut dire qu'à ce niveau là, la France s'est placée à l'avant-garde, notamment avec « Nature et Progrès ». Mais il y a aussi eu une forme de trahison de l'État, qui n'a pas souhaité soutenir l'agriculture biologique. Certes, il existe un ensemble de plans de développement de l'agriculture biologique, mais qui consistent principalement à dire : dans dix ans vous aurez 10 % de bio, dans vingt ans vous en aurez 20 %, etc. Car demandez à Jean-Luc ou à d'autres : l'argent n'est pas là ! Le soutien politique n'est pas là ! Vous allez me dire que l'État est un bouc émissaire un peu facile. De fait, le syndicat agricole dominant s'oppose aussi à l'émergence de la bio. C'est à ce niveau-là que se jouent les luttes pour défendre un cahier des charges, lequel ne sera ni porté ni défendu par les institutions étatiques. En 2003, le rapport Saddier² préconisait que l'État opte pour le marché : ce sont les consommateurs qui vont développer la bio, pas les organisations professionnelles agricoles. Nous sommes encore dans cette toile de fond.

2 - Martial Saddier, député de Haute Savoie, a présenté le 17 juillet 2003 son rapport sur l'agriculture biologique en France. Ce rapport dresse tout d'abord un état des lieux de l'ensemble de la filière puis, ayant mis en lumière ses problématiques majeures, propose une quinzaine de recommandations visant toutes un seul et même objectif : permettre à l'agriculture biologique française de reconquérir une première place européenne.

Cette perspective historique que dresse Benoît est intéressante. Jean-Luc, comment ça se passe localement pour vous, avec les coopératives, les confrères, les acheteurs ? Sont-ils scindés en deux camps ou y a-t-il cohabitation ? De nouveaux opérateurs font-ils leur apparition ?

Jean-Luc Bongiovanni : Dans les Hautes-Pyrénées et le Gers, ce sont les mêmes coopératives qui ont diversifié leur activité dans la bio. Elles sont regroupées dans une structure, Agribio Union, qui collecte nos céréales. Elles l'ont fait, mais pas de gaîté de cœur ! Et les opérateurs privés s'y mettent parce qu'ils perdent des hectares, des volumes... Donc tout le monde s'y met. C'est plutôt bien car cela crée un peu de concurrence, ce qui maintient les prix.

Du côté des institutions, la chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées a plutôt bien évolué. Huit de ses élus sont en bio : nous arrivons ainsi à nous faire entendre. Les lignes bougent. Notamment parce que ce sont des gens qui étaient en conventionnel qui passent en bio et qui montrent qu'ils arrivent à faire du résultat. D'autres structures ont été déterminantes pour déclencher des conversions en bio, par exemple le Groupement de Vulgarisation Agricole. □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Un cahier des charges qui pèse lourd

Un agriculteur : Je considère que si on n'est pas satisfait du cahier des charges européen, libre à nous de faire des cahiers des charges privés ! Nous autres, en Bretagne, avons décidé de le faire en 2002 : on avait refusé à l'époque les serres chauffées mais aussi les semences OGM vendues sur les catalogues, y compris en bio. Les paysans peuvent prendre leur destinée en main, décider que le cahier des charges ne leur convient pas, se débrouiller pour faire valoir leurs produits tels qu'ils veulent auprès des consommateurs.

Pascal Seingier, agriculteur à la retraite : J'ai converti une partie de mon exploitation en bio, laquelle a été reprise par notre fils et notre belle-fille, qui ont achevé l'intégralité de la bio. Quand on vient de l'agriculture conventionnelle, il faut changer radicalement certaines idées que nous avons. Par exemple, celle du champ « propre », sans un chardon qui dépasse, sans coquelicot. En bio, à l'inverse, il faut accepter de vivre avec tout ça et de créer un équilibre.

Si ma femme et moi avons abandonné le conventionnel, c'est que ça ne fonctionnait pas sur notre exploitation. Tous les ans, il y avait un phénomène climatique qui faisait que les rendements n'étaient pas là et que ça ne répondait pas à la mise de fonds qu'on avait fait à travers la chimie. Ensuite, on a fait beaucoup d'accueil pédagogique, on a aussi développé une boutique à la ferme, en 1987. À l'époque, on était pris pour des fous. Or quand on vend à la ferme, on ne peut pas faire autrement que de regarder notre client dans les yeux. Là, on ne peut pas raconter de bêtises. On a toujours dit comment on travaillait. Et très vite, nos clients nous ont dit : mais vous êtes presque en bio ! Donc le pas s'est fait très rapidement. Il s'est fait pour une raison foncière, parce qu'on voulait travailler avec « Terre de Liens », donc il fallait qu'on respecte leur cahier des charges. Je voulais dire aussi que



nous avons développé une clientèle vente directe, quand nous étions encore en agriculture conventionnelle, très très respectueuse. Du coup, nos enfants passés à l'agriculture biologique ont augmenté les prix, la clientèle est restée fidèle.

Un participant : Je voulais réagir parce que vous semblez proposer une multiplication des cahiers des charges. Cela va poser problème pour le consommateur, déjà un peu perdu entre le label rouge, l'AOC (Appellation d'Origine Contrôlée), l'IGP (Indication Géographique Protégée). Je ne suis pas sûr que la solution soit vers la multiplication des cahiers des charges, plutôt orientés sur une obligation de moyens... (Dans la salle: « *Personne ne suggère la multiplication des cahiers des charges! Ce qui est proposé, c'est de les faire évoluer* ») La solution n'est-elle pas plutôt un affichage de résultats permettant au consommateur de choisir en fonction de ses priorités: l'absence de pesticides, le développement de la biodiversité ou d'autres performances que l'on peut attendre des systèmes agricoles. Ce midi il y avait du vin HVE (Haute Valeur Environnementale). Est-ce que le bio ne doit pas tendre également vers cette obligation de résultats?

Gilles Allaire, chercheur Inra: Je voulais revenir sur la dépolitisation de la bio qu'évoque Benoît Leroux. Je ne pense pas que ce soit lié à une question de cahier des charges. Il ne faut pas oublier que, dans les années 1980, il y avait plusieurs cahiers des charges. Je ne me rappelle plus très bien, mais il y en avait quatorze ou quinze en France. Le tournant, c'est quand il a fallu passer par la certification via une tierce partie. C'est cela qui a dépolitisé. Au départ, ce sont les réseaux de « Nature et Progrès » qui proposaient les différents cahiers des charges et faisaient la certification. Par ailleurs, le mouvement a toujours connu une ambiguïté et ce, dès le départ. Ainsi, Nature et Progrès a milité au niveau international pour faire grandir l'association des mouvements bios, l'IFOAM (*International Federation of Organic Agriculture Movements*), et ils ont voulu généraliser les cahiers des charges pour développer les marchés. Nature et Progrès a d'ailleurs toujours son propre cahier des charges. Notons aussi que certains demandent d'autres formes de certification, qu'on appelle participatives. Dernier point, sur les pommes bio d'Argentine. Au Brésil, j'ai vu effectivement des pommiers certifiés bio, mais par qui? Qui finançait? Carrefour, qui préachète la récolte et paie la certification. Sinon, ça ne pourrait pas marcher.

Un agriculteur : Aujourd'hui je suis en bio. On mentionne le fait qu'il est rattrapé par le conventionnel. Comment le bio peut-il reprendre de l'avance? Comment être mieux que bio aujourd'hui? Mieux que bio, c'est quoi?

Une participante : Benoît Leroux a mentionné le désengagement des services de l'État, je suis tout à fait d'accord. Ils nous ont fait signer un contrat selon lequel ils nous remboursaient la licence bio pendant cinq ans. Puis, au bout de quelques temps, ils nous ont dit qu'ils n'avaient plus de sous et qu'ils arrêtaient. J'ai fait le même constat en Bulgarie et en Roumanie. Après, il y a une chose que les consommateurs ne savent pas, c'est qu'en agriculture biologique, on a droit à un crédit d'impôt qui s'élève cette année à 3500 euros. Or les licences bio des petits agriculteurs coûtent bien moins cher.

C'est donc là, quand même, une incitation. 3500 euros, pour moi c'est une somme considérable. L'État français ne s'est pas désengagé autant que certaines Régions.

Anne Rugemer : En Espagne, des organisations soutiennent la production et organisent la commercialisation, mais pas au niveau de l'élevage. Ce qui manque aussi cruellement, c'est cet esprit associatif qu'il y a en France. Une tradition de regroupement paysan. En Espagne, chaque producteur est isolé. Dernier point, je suis étonnée et un peu déçue qu'en France, la production espagnole soit considérée comme l'est la production marocaine chez nous.

Merci pour ces témoignages. Je compléterai l'apostrophe de Gilles Allaire sur le cahier des charges par un témoignage que j'ai recueilli chez un historien de « Nature et Progrès », qui est maraîcher. Il dit: « Le cahier des charges, je l'ai balancé, je m'en fiche, j'ai ma clientèle. » Ayant sa clientèle, il n'a donc plus besoin d'une certification pour vendre. La certification servirait en fait à vendre sur les marchés extérieurs.

Benoît Leroux : Effectivement, il y a eu un ensemble de repositionnements de la part des producteurs suite à cette dépossession du cahier des charges Agriculture Biologique. D'autres stratégies ont été mises en place, notamment autour des AMAP, mais aussi de nouveaux cahiers des charges ou un nouveau label. Ainsi, Bio Cohérence a émergé il y a quelques années et va au-delà du cahier des charges AB, avec une logique géolocalisée. « Nature et Progrès » défend également une bio plus radicale. Car qui aujourd'hui décide de la teneur du cahier des charges AB? Ce ne sont plus des producteurs et des consommateurs, comme à leur origine, mais, aux côtés de représentants des producteurs, des agents des circuits de transformation, de vente, de commercialisation, ainsi que les organisations professionnelles agricoles dominantes et l'Etat. En France, l'enjeu relève donc d'une réelle volonté politique pour défendre une bio plus exigeante et, surtout, cesser de développer des avatars, tels que l'agriculture raisonnée, puis l'agriculture durable, compatibles du point de vue agrochimique, et qui détournent l'ensemble de la profession des réelles alternatives agroécologiques portées par la bio. Pour moi, même l'agroécologie s'inscrit dans ce processus qui consiste à minorer la puissance de l'agriculture biologique en tant que mode de production, modèle d'économie sociale et solidaire, d'une agriculture réellement paysanne.

Il y a quelques années, lors d'une précédente édition des Controverses, un agriculteur disait: « Ce n'est pas moi qui suis en bio et les autres en conventionnel. Moi, je suis agriculteur et les autres font de l'agriculture chimique. » Vous, Jean-Luc, êtes-vous un ancien agriculteur « chimique » ou trouvez-vous que cette expression va trop loin ?

Jean-Luc Bongiovanni : Je trouve que ça va un peu loin. Reste que je suis très content d'avoir fait cette conversion et qu'aujourd'hui, je deviens un peu allergique à la chimie. Quand mon voisin traite, je ne sais pas si c'est psychologique ou réel, mais je ne le supporte plus! Cela dit, je voudrais revenir sur la certification. Notre souci, c'est d'une part que le consommateur se repère clairement, s'y reconnaisse, d'autre part que notre production soit pérenne. En bio comme en conventionnel, nous sommes encore des producteurs de

matières premières, et nos acheteurs veulent que celles-ci soient toujours le moins cher possible. Cet été, des camions de soja bio du Togo sont arrivés à Barcelone-du-Gers, à la coopérative Agribio Union. Cela nous inquiète, car c'est un moyen d'acheter à bas prix. Ne faudrait-il pas territorialiser cette production via le cahier des charges?

Lionel Delvaux, Fédération Inter-Environnement Wallonie : Concernant la dépolitisation de la bio du fait des processus normatifs, un témoignage. Lors d'une réunion des filières en Wallonie, on nous a montré une étude de marché indiquant que le consentement à payer pour les productions locales était plus important de 10 % que pour les produits bios. Voilà, de mon point de vue, le signe d'une crise de confiance par rapport au bio. Probablement parce qu'il n'intègre pas les questions liées à l'éthique de la production, aux critères environnementaux, à la biodiversité, et que les gens en ont conscience. Fait-on le même constat en France, sachant que le bio s'y inscrit plus dans des logiques de circuits courts? On sait également que le consommateur se perd dans les différentes labellisations. Ne peut-on pas imaginer que HVE et AB aient une démarche intégrée?

Cela rejoint une question précédente : comment faire plus bio que bio, en incluant le bilan carbone et la question du transport? De même, il conviendrait d'aborder les conditions sociales de production.

Jean-Paul Landat : J'ai travaillé à la définition de « l'agriculture paysanne », en collaboration avec l'Inra. Aujourd'hui, ce mot est très utilisé, mais je ne suis pas sûr que tout le monde sache exactement ce que cela désigne. L'agriculture paysanne est basée sur un trépied qui a été copié-collé par l'agriculture durable : l'aspect économique, l'aspect social et l'aspect environnemental, déclinés avec un certain nombre d'outils et de critères d'évaluation, et qui permettent, grâce à l'utilisation du numérique, de décrire une marguerite avec ces trois piliers... (S'adressant à *Philippe Mauguin, PDG de l'Inra*) Cela vous rappelle des souvenirs? Ah, merci! C'est un critère d'évaluation pour dire : on est dedans ou on est dehors. Je pense qu'on pourrait le réutiliser, il est de droit public puisque ça a été financé par des financements publics. C'était intéressant pour les paysans qui souhaitaient qu'on fasse une évaluation, vérifier l'équilibre qu'il y avait entre les trois branches. Et, à l'intérieur, je vais citer un exemple, il y avait le mot « autonomie », un des critères les plus importants. Autonomie agronomique, autonomie financière et autonomie sociale. En fait, si l'on veut avancer dans les critères de reconnaissance positive au regard des consommateurs, je pense qu'il y a là un ensemble de solutions. Par contre, il ne faudrait pas trop tomber dans le piège de la multiplication des labels. □

INTERVENTION

Redonner du sens aux futurs possibles de nos agricultures



Par Philippe Mauguin, PDG de l'Inra.

Bonsoir à toutes et à tous.

Ce matin, Bertrand Hervieu, Jean-Daniel Lévy et Albert Massot-Marti ont pointé les grands changements intervenus depuis 2003. J'aimerais à mon tour aborder cette question des continuités et des ruptures. Il a été dit qu'il y avait une persistance un peu paradoxale sur la relative bonne image des agriculteurs conjuguée à une image beaucoup plus négative de l'agriculture. Seize ans après, ce clivage existe toujours.

Le deuxième paradoxe, peut-être lié au premier et également pointé ce matin, c'est que moins il y a d'exploitations agricoles, plus elles sont plurielles. Or, dans le débat public ou dans les médias, ce n'est pas cette diversité de modèles qui est mise en avant, mais la sempiternelle binarité : d'un côté la petite agriculture paysanne, locale, bio, souhaitée et désirable, de l'autre, une agriculture industrielle aux impacts critiqués. Ces modèles existent, mais il y en a bien d'autres. Comment expliquer ces paradoxes? J'aimerais, à la mi-temps de ces Controverses, essayer de dégager quelques pistes d'explications. J'en vois une première : cette binarité serait un ressort typiquement français. Un historien britannique, Sudhir Hazareesingh¹ a décrit l'univers intellectuel de l'Hexagone comme étant notamment marqué par la volonté de débattre camp contre camp, dans l'affrontement, les oppositions schématiques, gauche contre droite, « idées progressistes » contre « idées réactionnaires ». Une passion pour la bipolarisation qui ne s'applique pas qu'à l'agriculture. Et quand bien même nous avons parfois envie de dépasser ce mode de fonctionnement, nous avons souvent tendance à y revenir, comme si, dans nos débats, le réel comptait moins que l'idée qu'on s'en fait.

Deuxième piste, évoquée cet après-midi : les réseaux sociaux, la médiatisation de masse qui n'existaient pas sous cette forme en 2003. Sur ce point, je citerai les propos d'un ex-ingénieur de Google, Tristan Harris, qui témoignait devant le Sénat américain sur le business modèle de ces nouveaux médias. Il expliquait ainsi que, pour chaque mot

¹ - Ce pays qui aime les idées. Histoire d'une passion française, Flammarion, 2015.



d'indignation ajouté à un tweet, le taux de retweet augmente en moyenne de 17%. Pour susciter le plus d'engagement possible, il deviendra tentant de verser à tout prix dans l'indignation, et c'est bien ce que l'on ressent fortement dans les conversations en ligne. Ce phénomène-là, qui dépasse la France, nous enferme aussi dans les affrontements binaires. La troisième piste est plus connue, souvent mentionnée : la montée en puissance des forces populistes aux États-Unis, en Europe, en France même, qui prennent place dans un contexte de fractures sociales, économiques et écologiques, et qui offrent peu de réponses politiques structurées. On assiste ainsi à une simplification et une radicalisation du discours, exempt de nuances, de recherche du compromis. Quatrième et dernier élément : les phénomènes dont on parle sont de plus en plus complexes. Ce qui rajoute d'ailleurs au paradoxe. En 2003, nous considérions que le rôle principal de l'agriculture était de nourrir et ce qui nous préoccupait, c'étaient les crises sanitaires – la « vache folle » –, et les biotechnologies avec les organismes génétiquement modifiés (OGM) qui nous interrogeaient sur les risques et dérives possibles de ces « progrès ». Depuis, à ces défis, se sont rajoutés les pesticides. Jusqu'en 2010, ces derniers n'apparaissaient pas ou très peu dans le débat public. Aujourd'hui, ce sujet est omniprésent. Autre fait nouveau, la crise climatique qui impacte l'agriculture, de même que les inquiétudes autour de l'effondrement de la biodiversité. Pour ces deux phénomènes, l'agriculture est à la fois une victime, une cause et une partie de la solution.

Tous ces sujets font irruption dans l'actualité de façon fragmentée, alors même qu'ils sont en interrelation. Il n'y aura pas de solution « en silo » aux problèmes du climat, de la biodiversité, des modèles nutritionnels et sanitaires. Cela ne peut passer que par des approches globales. Et, autre problème, ces mêmes sujets, très anxiogènes, sont abordés à partir d'images fabriquées, dans une logique binaire et réductrice. Il est ainsi plutôt logique que les citoyens nourrissent une inquiétude grandissante.

Dans ce contexte, que proposer ? Il est essentiel de favoriser les transitions écologiques, climatiques, énergétiques, et ce dans l'ensemble des secteurs de l'activité, y compris nos agricultures. Il nous faut tenter d'inscrire l'enjeu de ces transitions dans le débat public, en dépassant les affrontements binaires, et ce à différentes échelles. Cela passe par un nouvel horizon : que peuvent proposer les chercheurs comme futurs désirables pour notre planète, pour l'agriculture, pour l'alimentation ? Quels sont les nouveaux imaginaires possibles ? Il existe des travaux de prospective en ce sens : par exemple, comment nourrir 10 milliards de citoyens sur la planète en 2050, avec divers scénarios d'évolution des régimes alimentaires, de rééquilibrage entre protéines végétales et protéines animales, de réponses au défi climatique. En combinant tous ces paramètres, il s'agit, non pas de proposer un modèle, mais de mettre en débat à l'échelle globale des trajectoires crédibles mais aussi désirables. Cela fait partie de notre feuille de route à l'Inra et je suis convaincu que nous pouvons intéresser nos concitoyens tout en ne gommant rien de la complexité.

Il faut également inscrire ce débat démocratique sur les transitions au cœur des territoires, où les données sont concrètes et palpables. L'excellent vin que nous avons bu ce midi, que sera-t-il dans vingt ans ? Comment allons-nous prendre

en compte les accidents climatiques, les stress hydriques, l'évolution du degré d'alcool et de l'acidité ? Quel encépagement demain, quelle conduite de la vigne ? Comment faire avec moins, voire sans pesticides, sur l'ensemble du vignoble ? Je fais le pari que ça intéresse un grand nombre de citoyens. Déjà, dans les groupes d'agriculteurs que vous animez, il semble que nous soyons moins dans une dichotomie des « bons » et « mauvais » modèles, mais que l'objet des échanges soit plutôt autour du type d'avenir à construire. Nous pouvons y aider. Certains des collègues présents ici contribuent ainsi à un projet de territoire d'innovation, en Nouvelle-Aquitaine, autour de l'avenir de la viticulture sur les perspectives dans vingt ou trente ans. Il s'agit d'associer les agriculteurs, les associations environnementales, les collectivités locales, les citoyens, pour écrire ensemble les cahiers des charges de demain tout en tenant compte des éléments factuels, de l'évolution du climat et des enjeux de biodiversité.

Après le global et les territoires, il existe une troisième échelle qui n'est pas la moins intéressante, c'est celle des exploitations que les agriculteurs et agricultrices présents à la tribune aujourd'hui ont incarnée : des trajectoires dans ou hors du cadre familial, des nouvelles installations, des reconversions, des projets qui se développent, mais aussi des parcours collectifs. On progresse mieux à plusieurs sur des sujets compliqués. Et puis, ce type de témoignages, qui racontent de façon simple des histoires de vie, intéressent au-delà du seul cercle des agriculteurs. Je pense notamment aux démarches extrêmement motivantes de living labs, de laboratoires vivants où les scientifiques discutent avec les agriculteurs, les citoyens, les élus locaux. Car il s'agit, au-delà des activités de chacun, de redonner du sens, de rendre visibles les futurs possibles des agricultures de notre pays, de nos régions, de nos territoires, en mettant autour de la table l'ensemble des acteurs.

Concernant plus particulièrement l'Inra qui, dès le 1^{er} janvier 2020, fusionne avec l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, Irstea, anciennement Cemagref, nous allons désormais intégrer ou renforcer les compétences en écologie, en hydrologie, en agroéquipement, en capteurs, en numérique, en économie, en appréciation des risques ... Et je forme le vœu que ce nouvel Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) soit l'un des acteurs clés de la transition vers ces futurs possibles.

Merci de votre attention. □





Mercredi 17 juillet
Effets de chocs

TABLE RONDE

Du glyphosate à l'élevage : questions scientifiques, traitements médiatiques et politiques



Avec Sylvestre Huet, journaliste indépendant et auteur du blog {Sciences?} sur Le Monde, Antoine Messéan, Association française d'agronomie, Eddy Fougier, politologue et consultant indépendant, spécialiste des mouvements protestataires, et Pascale Hébel, directrice du pôle consommation et entreprise du Crédoc.

Glyphosate et élevage, deux sujets en proie à la polarisation des débats et la radicalisation des positions. L'objectif de cette table ronde : rester à la surface médiatique et tenter de déceler ce que ces crispations disent de nos sociétés, avec des allers retours entre les crises et points de discordance d'hier (OGM, vache folle, DDT...) et ceux d'aujourd'hui. Une séquence animée par le journaliste Yann Kerveno.

Yann Kerveno : Antoine Messéan, vous avez beaucoup travaillé sur la question des OGM... Y-a-t-il des similitudes entre les discussions sur les OGM, datant de la fin des années 1990, et des dossiers comme le glyphosate et l'élevage ?

Expertise et radicalisation

Antoine Messéan : Il y a beaucoup de similitudes. Jusque dans les années quatre-vingt dix, la science produisait des connaissances et un certain nombre de certitudes qui se traduisaient, sous la férule des experts, dans les décisions publiques. Et puis, la vache folle et les OGM ont remis en cause ce schéma de construction de l'expertise publique, avec l'immersion d'autres acteurs de la société, et provoqué ce que j'appelle « le choc de l'expertise ». C'est encore le cas aujourd'hui, mais voici ce qui me frappe : d'une part la radicalisation accrue des positions, à la fois de ceux qui contestent l'expertise publique et, en retour, de certains scientifiques et experts ; et d'autre part, une violence qui s'exprime très vite dans les échanges, notamment sur les réseaux sociaux. Mais cela ne peut pas être une réponse, c'est une impasse.

Le débat sur les OGM s'est envenimé mais il est monté progressivement. Concernant le glyphosate qui, à part les spécialistes, n'intéressait personne il y a encore quatre ans, c'est arrivé de manière plus rapide et plus violente. Alors, forcément, il y a eu impréparation du politique, mais également des scientifiques qui n'ont pas anticipé.

Sylvestre vous êtes journaliste, vous avez également travaillé sur les OGM. Voyez-vous, vous aussi, des similitudes dans ces polémiques, ces controverses ?

Sylvestre Huet : Il y a un enjeu central, pour notre société, quant à la manière dont nous allons utiliser ou pas des technologies de plus en plus puissantes mises à notre disposition par la science et les ingénieurs afin d'affronter les défis du XXI^e siècle.

Stéphane Le Foll est au fond de cette salle... En septembre 2012, au terme d'une folle journée provoquée par le titre en Une du *Nouvel Observateur* « *Oui, les OGM sont des poisons!* », il annonce au JT que la manière dont sont évalués les risques des plantes transgéniques va changer. Autrement dit, désolé pour le terme, il se soumet à une pression médiatique qui l'oblige à faire quelque chose de mauvais pour la démocratie et pour la qualité du débat public. Qu'aurait dû-t-il dire ? « *Un article est paru dans une revue scientifique, une équipe de chercheurs affirme qu'elle a découvert que l'ingestion de maïs génétiquement modifié pour tolérer un herbicide, le glyphosate, tue les rats utilisés lors de l'expérience. Mais, comme nous ne sommes pas si différents des rats, cela pourrait aussi tuer les vaches et les hommes. Cela peut être considéré comme une information extrêmement alarmante. Moi, Stéphane Le Foll, je ne sais pas si cette affirmation, c'est du lard ou du cochon, mais heureusement, nous disposons avec l'Anses, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, et avec le Haut Conseil des Biotechnologies d'une expertise publique dirigée par des personnes que nous avons nommées et que nous considérons compétentes, sincères, sans conflit d'intérêt avec des puissances économique et financière. Ces agences sont capables de fournir aux gouvernants et aux citoyens des conseils sur ce genre de sujet. Eh bien, nous leur avons donné les moyens financiers pour réunir des groupes d'experts qui nous diront ce qu'il faut penser de cet article. Je pourrai alors vous dire les décisions*



politiques que le Gouvernement doit prendre sur le sujet. » Il n'a pas dit ça.

Quand on connaît la suite de l'histoire, on sait qu'il n'aurait pas dû se soumettre à cette pression.

Je le dis gentiment. Ça aurait pu être n'importe qui, cela n'aurait rien changé!

Des décisions peuvent être prises dans le temps de l'émotion mais n'oublions pas aussi le traitement médiatique : concernant l'étude sur les OGM de Gilles-Éric Séralini, la presse n'est-elle pas allée trop vite en besogne?

Sylvestre Huet : C'est pire que cela. Pour que nos démocraties fonctionnent, on a besoin d'une presse qui aide les citoyens à s'informer correctement pour participer à la conversation citoyenne sur des sujets de ce type, et pas seulement lors des campagnes électorales. Reprenez la totalité de ce qui s'est dit et écrit dans la presse ce jour-là, c'est une catastrophe. À quelques exceptions près, l'ensemble des journaux ont accepté de participer à l'opération de désinformation organisée par le Criigen (Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique fondé par Gilles-Eric Séralini), pour une raison simple : cette Une du *Nouvel Observateur*, dont on sait maintenant que c'était une affirmation fautive, représente la meilleure vente de l'année de l'hebdomadaire. La direction considère donc toujours qu'elle a eu raison de faire ça.

Lorsque le commerce, la vente, l'audience, l'audimat pour la radio et la télévision deviennent un critère prioritaire par rapport à la mission sociale de la presse et la qualité d'information du public, notamment sur des sujets qui nécessitent de prendre des décisions politiques, on est en train de saper l'un des piliers de la démocratie. Il y a eu, là, une synergie redoutable entre une presse aux abois et un émetteur de message, un groupe social, un acteur, Gilles-Éric Séralini, qui voulait convaincre la société de quelque chose. Et qu'est-ce que les Français en ont retiré? On a une écrasante victoire du faux sur le vrai.

Quand les distributeurs jouent sur les peurs

Pascale Hébel, ces vingt dernières années, y-a-t-il eu une évolution dans la perception que nos concitoyens ont de ces questions-là?

Pascale Hébel : La vache folle a été très fortement perçue par les consommateurs. Forcément, c'était la première crise. Avant ça, l'agriculture et l'alimentation n'étaient pas un sujet, la presse ne parlait que de cuisine et de gastronomie. Aujourd'hui, l'alimentation est devenue un marronnier à traiter comme un fait divers. Donc, en effet, la crise de l'ESB a été le révélateur.

En revanche, je peux vous assurer que, dans les représentations sociologiques des consommateurs, les OGM n'apparaissent jamais. Personne n'y pense spontanément. Cet épisode Séralini n'a donc pas eu un écho fort dans la société civile. En revanche, ce qui a changé, c'est le cumul des crises. Avant 1995, 55 % des Français pensaient qu'il y avait des risques à manger ; aujourd'hui, ils sont 78%. C'est le cumul de ces inquiétudes qui fait que, aujourd'hui, les représentations changent beaucoup plus vite. Mais, ce n'est pas tant les médias qui influencent, que les acteurs économiques.

Regardez, la libéralisation de la publicité télévisuelle et au cinéma pour la distribution, notamment, à partir de 2003 et surtout 2007. C'est à partir de là que les grands distributeurs prennent la parole dans les publicités télévisées et que, pour gagner des parts de marché, ils vont agir sur ces peurs. C'est eux qui créent le « sans-OGM », « sans-Aspartame » et tout ce qui sort aujourd'hui. Ainsi, la peur des pesticides explose de dix points entre 2007 et 2010, puis elle est remplacée par une autre peur, etc. Du coup, les représentations sociales et mentales s'accroissent ; les peurs, la façon de vivre son alimentation, bougent beaucoup et, surtout, tout cela est très fragmenté. Il y a quinze-vingt ans, nous avions tous la même façon de vivre notre alimentation. C'était le goût, le plaisir, le partage. Aujourd'hui, la segmentation est phénoménale, on ne vit plus tous la même chose. Le monde politique et médiatique appartient à une petite sphère de gens très diplômés, un petit monde qui œuvre sur Twitter, qui va faire l'opinion et qui finalement est le plus angoissé.

Concernant les inquiétudes, notons que si les personnes qui ont habituellement peur des accidents de la route, du nucléaire, de la pollution, sont les plus fragiles, en revanche, c'est l'inverse pour l'alimentation : ce sont les plus éduquées, les plus effrayées. Simplement parce qu'elles ont le sentiment que ces risques alimentaires sont maîtrisables, contrairement aux accidents. Pour résumer, suite à la crise de l'ESB, les plus diplômés se sont emparés de cette peur montante et pensent que, finalement, ils ont les moyens d'agir dessus pour leur santé.

Il y a donc des évolutions fondamentales, structurelles, quant aux valeurs. Ce sujet de l'alimentation et santé n'existait pas, il y a vingt ans. Autre enjeu, l'environnement. Ce sont les mêmes catégories socioprofessionnelles qui veulent agir pour leur santé et pour la planète. Tout se cristallise donc dans cette sphère. Ceux qui ont peur sont donc les journalistes, plutôt des femmes, qui vont traiter ce sujet répondant à leurs angoisses. Idem pour les politiques. C'est cette catégorie de la population qui a le plus peur et qui va s'en faire l'écho.

Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui une partie de la population croit des bobards et les retransmette allègrement?

Pascale Hébel : Ce qu'il se passe, c'est que cela va beaucoup plus vite ; les décisions doivent donc être prises beaucoup plus rapidement. Les médias doivent écrire beaucoup plus vite afin qu'on vérifie les informations. Mais il a été montré que tout dépend de la formation de chacun, les scientifiques ayant davantage besoin de preuves et de raisonnements rationnels. Sauf que dans la sphère des gens très diplômés, il n'y a pas que des scientifiques.

Ne pas confondre crise et controverse

Eddy Fougier, comment réagit le monde politique? A-t-il peur comme les journalistes?

Eddy Fougier : D'abord, il ne faut pas confondre crise et controverse. Comme son nom l'indique, la crise de la vache folle est une crise, c'est-à-dire un choc brutal à un moment donné. Où l'on apprend que des personnes sont infectées, d'autres vont mourir. Après la crise, se développe souvent un déni, comme pour les Gilets jaunes, puis des excuses, une empathie et une indemnisation (douze milliards pour les Gilets jaunes). Même si l'événement est extrêmement

violent, comme ça l'a été pour l'ESB, cela finit par passer, il y a une forme de résilience.

Une controverse est bien plus compliquée à gérer. Le glyphosate, les pesticides, la viande... Pour moi, nous sommes là dans une sorte de guerre de tranchées longue et difficile à résoudre. Vous imaginez bien que Monsanto ne va pas s'excuser pour le glyphosate. L'entreprise n'est même pas dans le déni, elle est dans une autre logique. Et puis, les controverses durent des années, chacun restant campé sur ses positions extrêmement figées, notamment dans le contexte des réseaux sociaux, des médias. Ici, pas de résilience, les inquiétudes sur les pesticides ou d'autres sujets sensibles restent pérennes.

Paradoxalement, on peut dire que les OGM sont un peu l'enfant de la crise de la vache folle. Rappelez-vous. En mars 1996, le gouvernement britannique explique que l'ESB peut se transmettre à l'homme. Quelques mois après, Greenpeace arraisonne un paquebot transportant du soja transgénique. Le début de la controverse commence lorsque Libération publie en Une : « *Alerte au soja fou!* » Le public fait le lien entre les OGM et la vache folle. On voyait bien qu'on voulait embarquer les OGM dans cette crise et, effectivement, ils l'ont été. Autant les risques liés à l'alimentation semblent maîtrisables, autant les OGM angoissent les consommateurs, du fait des risques non maîtrisables et invisibles. Voilà pour un premier aspect.

Deuxième aspect, aujourd'hui, du point de vue agricole, on n'est plus du tout sur les mêmes enjeux. Pendant des années, le contestataire du modèle agricole, c'était le faucheur volontaire. C'est une vieille histoire. Aujourd'hui, regardez sur Twitter, l'obsession d'une partie des agriculteurs, c'est Générations Futures, c'est L214. Or, vous enlevez les OGM à l'agriculture française, certains agriculteurs vont considérer que c'est une perte de compétitivité, mais pas un mur porteur. Vous enlevez les pesticides, vous enlevez la viande, il n'y a plus d'agriculture. Donc ce n'est pas tout à fait de la même nature du point de vue agricole.

On a passé un cap en termes d'enjeux ?

Eddy Fougier : Voilà. Des mouvements protestataires comme Générations Futures ont réussi à changer la perception des pesticides par le grand public et par les acteurs de l'espace public. Dans les années 90, le débat sur les pesticides existait déjà. On se souvient de produits dénoncés à l'époque par des mouvements altermondialistes, notamment. De leur point de vue, les cibles de ces pesticides étaient les utilisateurs - les agriculteurs et les abeilles. Générations Futures a plutôt réussi à modifier cette perception : aujourd'hui, la victime des pesticides, c'est aussi le consommateur.

Alors bien sûr, les études sur les résidus de pesticides dans les mèches de cheveux, les urines, etc., mode opératoire qui a été repris par Cash Investigation et les Pisseurs volontaires, c'est extrêmement spectaculaire d'un point de vue médiatique. Et cela crée un contexte anxigène pour le consommateur pour lequel quelque chose d'invisible va conduire au cancer. J'en viens enfin à votre question sur les politiques. En 2007, Ségolène Royal reprend à son compte cette critique des pesticides et réclame une réduction de leur usage. Pour moi, la grande validation de cette critique, par les politiques, c'est lorsqu'au Grenelle de l'environnement, en 2008, le Président de la République Nicolas Sarkozy explique qu'il

faut réduire de 50 % l'usage des phytos. Implicitement, parce que c'est dangereux. Je ne dis pas que les politiques se soumettent, disons qu'ils sont dans une logique d'air du temps...

Autre point, Nicolas Sarkozy qui a vécu deux chocs dans sa vie politique – la défaite de Lionel Jospin en 2002 et le référendum de 2005- est donc parti du principe de tolérance zéro vis-à-vis de l'évolution de l'opinion publique et qu'il ne fallait pas passer à côté de ce basculement datant de 2007, au risque d'une instrumentalisation par des adversaires politiques.

Enfin, dans cet échange assez houleux entre Emmanuel Macron et cet agriculteur des JA (Jeunes Agriculteurs) lors du Salon de l'Agriculture en 2018, le Président dit en quelque sorte : « *Je n'ai pas envie de me prendre dans la figure l'amiante ou le sang contaminé.* » Si on n'est pas sûr, on applique donc le principe de précaution pour ne pas être le prochain Laurent Fabius ou d'autres, avec ce fardeau à porter à vie. D'ailleurs, beaucoup de maires ne veulent pas se représenter sachant qu'ils peuvent désormais être pénalement sanctionnés si ce type de problème surgit. D'un point de vue politique et personnel, on ouvre les parapluies pour tenter de passer entre les gouttes, éviter d'avoir à subir une crise et d'en être jugé responsable. Cela se traduit par l'expression NIMTOO (Not In My Term Of Office) : pas durant mon mandat.

Entre gens de bonne compagnie

Antoine Messéan, qu'est-ce que cela inspire au scientifique que vous êtes ? Quel regard portez-vous sur le bazar que nous avons mis sur la table ?

Antoine Messéan : La question des OGM a été assez facile à régler, puisqu'ils n'étaient pas encore cultivés au moment de la crise. Ils ont été cultivés une seule année sur notre territoire, en 2007. Pour les pesticides, c'est beaucoup plus compliqué, ils sont largement présents dans notre agriculture. Le Grenelle de l'environnement a envoyé un signal politique très fort, avec l'annonce du plan Ecophyto et d'un objectif de réduction de 50 % des pesticides, si possible.

Mais le signal politique ne suffit pas et je voudrais revenir sur ce qu'on appelle le régime sociotechnique c'est-à-dire les politiques publiques, la réglementation, la recherche, le développement agricole, les filières industrielles. Ce régime s'est construit progressivement et organisé, dans une grande cohérence, autour du modèle d'agriculture qui a prévalu après-guerre. Dans ce cadre, les acteurs de l'industrie, les scientifiques et les politiques constituaient une sorte de club qui a bien fonctionné pendant 50 ans. En gros, on décidait entre gens de bonne compagnie. Sur les OGM, ce club avait mis en place un système d'expertise à la française, chargé d'évaluer les risques, avant que l'Europe ne nous l'impose. Nous étions très fiers en France de pouvoir mener des essais OGM ne posant aucun problème. Jusqu'à la crise de 1996 où on s'est pris la contestation en pleine figure.

Mais comme ce régime a une grande cohérence (tout a été organisé autour d'un modèle avec des effets d'auto-renforcement de ses composantes), il est verrouillé et donc difficile d'en sortir sans jouer sur tous les leviers en même temps. Revenons aux pesticides et au glyphosate. La demande de la fin immédiate du glyphosate (alors que personne ne s'en



préoccupait auparavant) peut sembler être une décision simple mais c'est un choc pour le système sociotechnique. En effet, le glyphosate n'est pas un herbicide comme un autre, c'est une molécule pivot des systèmes de culture, ces derniers sont progressivement devenus dépendants du glyphosate. Alors qu'il s'agissait initialement (années 70) de détruire des plantes difficiles, comme le chiendent (et ce fut alors une bénédiction pour les agriculteurs...), il y a eu ensuite un codéveloppement des systèmes de culture et du glyphosate. Ce dernier a notamment permis la mise en place du travail simplifié et du non-travail du sol, apportant des bénéfices par exemple dans la lutte contre l'érosion. Il est intéressant de remarquer qu'au nom de l'agroécologie, la promotion de l'agriculture de conservation a d'une certaine façon renforcé la dépendance au glyphosate! Le glyphosate est un bon exemple de verrouillage sociotechnique et en sortir implique de repenser les systèmes de culture.

Mais voilà, il s'agit d'en sortir et tout de suite. Je suis assez optimiste à long terme, mais sachez que nous ne sommes pas encore prêts!

Le faux est plus vendeur que le vrai

Sylvestre Huet, y-a-t-il eu un problème de formation des journalistes ou ont-ils basculé dans le militantisme ?

Sylvestre Huet: Le mot controversé désigne quelque chose d'extrêmement précis. Un exemple éloigné de vos sujets : pendant trente ans, les astronomes se sont querellés sur la constante de Hubble, la vitesse à laquelle l'univers s'étend. Ils obtenaient deux résultats extrêmement différents et ne savaient pas lequel était le bon. Le journaliste doit-il choisir son camp? Non, il explique au public que la science n'a pas de réponse à la question qu'elle pose pourtant correctement. Il est donc très important de ne pas mélanger une controverse scientifique et un désaccord dans l'espace public, où l'on peut s'opposer non pas sur la vérité mais par exemple sur les valeurs. La confusion parfois sciemment organisée entre ces deux types de désaccords est très préjudiciable à la capacité d'une société à utiliser la science, ses résultats ou ses non-résultats, pour prendre des décisions (d'usages, de non usages, du type d'usage) sur les technologies issues de ces sciences.

Et, évidemment, quand naît une controverse, donc un savoir sans consensus entre scientifiques, il faut que la conversation citoyenne sache clairement sur quelle base la décision politique va être prise. Alors, concernant votre question de savoir si les journalistes font bien leur boulot, s'ils sont ignorants... Dans l'émission Cash Investigation sur les pesticides, il est répété plusieurs fois : « une enquête dit que 97 % des légumes ont des résidus de pesticides ». Peu après, on demande à Elise Lucet : « ça veut dire quoi les 3 % qui restent? » Elle répond : « C'est le bio, c'est qu'il n'y a pas de pesticide ». C'est assez fou! Cela veut dire qu'elle et son équipe n'ont pas lu l'article scientifique qui donnait ces résultats, ni même l'abstract ou le communiqué de presse dans lequel était expliqué que ces 97 % correspondent aux échantillons testés et pour lesquels on était en-dessous de la limite réglementaire. Et qu'une grosse partie de ces 97 % affiche zéro détection - cela veut dire zéro molécule détectable - et que les 3 % restant sont justement ceux dépassant les limites légales, pas du tout les bios!

D'un autre côté, c'est assez logique. Massivement, les journalistes français ne connaissent pas grand-chose à la production agricole, ni à la production en général d'ailleurs, les journaux perdent de l'argent, les quotidiens sont de moins en moins nombreux. Résultat, il y a de moins en moins de journalistes : 37 700 cartes de presse en 2009 en France, moins de 35 100 aujourd'hui. Comment voulez-vous être mieux informés quand vous avez moins de professionnels de l'information qui travaillent?

Alors que fait-on pour que les entreprises de presse existent et qu'elles aient les moyens de payer des gens bien formés, compétents, et qui auront le temps de travailler et la possibilité de dire à une direction : « *Bien sûr le faux va vendre plus que le vrai, mais on ne va pas le faire* ». Non, le faux vend plus que le vrai et on le fait.

Concernant les chiffres auxquels on fait dire ce que l'on veut, comment les consommateurs reçoivent-ils ce type de message, Pascale Hébel? Sont-ils encore capables d'entendre qu'il y a une controverse et que le consensus scientifique n'est pas établi?

Pascale Hébel: On a tendance à surestimer l'impact de ce qui est dit dans les médias et même des fake news. Ce n'est pas si binaire que cela. Quand on analyse ce qu'il se passe sur les réseaux sociaux, on se rend compte que sur quinze pics médiatiques (bio, végane, pesticides...) véhiculés par les sites officiels des grands médias, le grand public n'en suit que trois. Simplement, comme tout passe beaucoup plus vite, une nouvelle information en chasse une autre. Donc, on n'absorbe pas tout. Chaque secteur pense que sa crise est majeure alors que, finalement, elle passe et personne n'en a entendu parler.

Nous avons suivi au Crédoc, dans une étude réalisée pour le ministère de l'Agriculture, l'impact de ce qui est véhiculé par les médias sur le véganisme et le végétarisme. Cela n'a aucune influence sur les ventes. Les grands pics du débat ont plutôt eu une influence sur les achats quotidiens de viande. En revanche, sur le bio c'est l'inverse. Là ce ne sont pas tant les pics, que le bruit de fond qui joue. Quand il monte, les ventes augmentent. Cela veut dire que si on ne parlait plus du bio, les ventes diminueraient. Finalement, ce ne sont pas les pics d'info, mais la quantité d'informations globale, le *trend*, qui va créer des changements de représentations. Sur les pesticides, le bio, les représentations ont beaucoup évolué et, évidemment, cela a un impact sur les pratiques. C'est ça qui est important : derrière ces images, y-a-t-il une influence sur les comportements?

Les changements de pratiques ont un fondement

On l'a dit, malgré le pic d'information que généra la Une de l'Obs', les OGM ne sont pas un sujet pour les consommateurs français... même si ça fait vendre d'apposer une mention sans OGM sur les produits. Il faut donc faire attention à cette image des fake news qui prend de l'ampleur : les changements de pratiques sont beaucoup plus structurels, ils sont liés à des changements plus profonds qu'une simple fausse information. Les raisons de la baisse structurelle très forte de la consommation de viande, qui date du début des années 1980, avant la crise de l'ESB donc, sont avant tout

liées aux messages nutritionnels du début des années 80 qui indiquaient qu'il fallait manger moins gras. Cela s'accroît depuis cinq-six ans avec de nouveaux leviers que sont l'écologie, le bien-être animal, le lien entre cancers et consommation de charcuterie et viande rouge. Ce qui fait changer les pratiques, ce sont donc des choses qui ont un fondement, ce ne sont pas des rumeurs. Le sans gluten, par exemple, ne prend pas parce qu'on ne peut pas d'un coup opter pour la suppression de la majorité de notre bol alimentaire. Il faut donc rester optimiste sur la nature humaine, et le corps social qui est plus éduqué qu'avant.

Ce qui est important pour l'avenir, c'est de faire de la prospective, de trouver vers quoi aller, quelle vision... Et évidemment, la vision est portée par des changements profonds.

Eddy Fougier, concernant les véganes, comment un mouvement si petit en nombre peut-il avoir une telle surface médiatique? C'est la violence des actions? Qu'est-ce qu'il se joue?

Eddy Fougier : C'est compliqué à analyser. Le nombre de véganes au sens strict est estimé entre 0,2 et 0,6 % de la population (3% pour les végétariens) et beaucoup sont en transition ou en conversion. Pourquoi un tel écho médiatique? Je pense que ce type de mouvement, de contestation, a une part de voix - comme on dit en marketing - quand il fait écho à un certain nombre de préoccupations.

Un exemple pour revenir sur cette notion de bruit de fond qui amène les consommateurs à se poser des questions. La première fois que l'on a vraiment parlé de L214, c'est en 2015. Des vidéos avaient déjà été diffusées sur l'abattoir d'Alès. Des images choc qui amènent les pouvoirs publics, le maire local et l'opinion publique à réagir. Je dirais qu'une accumulation va se produire parce que, quelques semaines après, le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer), rattaché à l'OMS, va expliquer que la viande rouge est potentiellement cancérigène et que la viande transformée, et ultra-transformée, l'est encore plus. Enfin, quelques temps après, France 3 diffuse en *prime time* un film basé sur le livre de Franz-Olivier Giesbert¹. On assiste à une accumulation d'informations émanant de médias, d'organisations internationales, d'ONG allant dans le même sens et qui amènent sans doute le consommateur à se dire: tiens, il se passe quelque chose.

On est là fin 2015, et l'émission sur les pesticides à laquelle Sylvestre a fait référence, c'est en février 2016. C'est à ce moment-là que s'opère un basculement. Il est d'ailleurs intéressant que la presse parle pour la première fois d'agribashing suite à la diffusion du film de Franz-Olivier Giesbert. Je reste persuadé qu'il ne suffit pas qu'une association, végane ou autre, dise quelque chose pour que cela marche. Il faut que, au sein de l'opinion publique, il y ait un terreau qui soit prêt à recevoir cette information. Par exemple, cela fait des années que José Bové et d'autres associations martèlent sur les nanotechnologies. Les acteurs économiques regardent cela comme le lait sur le feu, mais les gens ne s'en inquiètent pas alors qu'on est dans l'anxiogène par excellence (invisibles et non maîtrisables). Ce n'est pas mûr.

Alors pourquoi les véganes, ça a pris? Sur la forme, les réseaux sociaux et les vidéos ont sans doute joué un rôle, ont lancé une sorte d'alerte. Mais à cela s'ajoute un certain nombre de

préoccupations de fond qui permet une validation, non pas nécessairement par les politiques ou par les organisations internationales. Quand vous entendez en 2006 la FAO qui annonce que l'élevage est un facteur d'émission de gaz à effet de serre qui agit sur le changement climatique, puis le CIRC que la viande est sans doute cancérigène, vous vous dites: c'est quand même sérieux! Cela ne fait pas simplement écho aux propos d'une ONG ou à trois véganes qui balancent du faux sang sur une boucherie, mais à un certain nombre de tendances de fond des consommateurs par rapport à la consommation de viande, rouge particulièrement. Les préoccupations naissent de la combinaison du sentiment que la production industrielle de viande est un facteur potentiellement nuisible pour le climat, pour l'environnement, pour le bien-être animal, pour la santé humaine. Ensuite, il y a sans doute du côté de L214 et d'autres une instrumentalisation de ce sentiment de plus en plus majoritaire chez les Français par rapport à la sensibilité et au bien-être des animaux. Avec cette confusion très visible: d'un côté, une très large majorité de l'opinion publique est dans une logique d'amélioration des conditions de vie et d'abattage des animaux, alors que L214, qui n'est pas le plus extrémiste, est plutôt dans une logique d'abolitionnisme. Enfin, ce mouvement est validé par des acteurs économiques: Volkswagen va sortir un modèle végane. C'est ridicule, mais c'est ainsi.

La science n'est pas prête!

Antoine Messéan, j'ai l'impression que l'agriculture est finalement devenue un champ de bataille idéologique qui n'a pas forcément à voir avec l'agriculture... Alors, comment sortir de ce bazar?

Antoine Messéan : Dans les sociétés démocratiques, il y a une dissolution des repères de la certitude, la tentation du relativisme, et la transformation des vérités qui migrent aussi dans le champ politique. Et les scientifiques se sont un peu laissés embarquer. Je pense que, pour s'en sortir, un des premiers points, c'est le retour au réel pour définir déjà les questions et voir s'il y a controverse scientifique. Le problème, c'est qu'on nous demande des réponses, sans que nous ayons formulé les questions! Par exemple, quand on nous demande si une plante OGM est différente de la plante originelle et que nous répondons non, on nous rétorque: « C'est n'importe quoi! Regardez, l'importation de soja OGM favorise la déforestation ». Peut-être, mais ce n'est pas la question qui nous avait été posée, que les politiques nous ont posée, que la Commission européenne nous pose!

Alors c'est vrai que les ministres successifs nous ont demandé de renforcer et élargir l'expertise et, lors de l'évaluation d'une innovation, d'un pesticide ou autre, de couvrir aussi les aspects sociaux, économiques, environnementaux, aujourd'hui et dans vingt ans, ici et là-bas. En gros, c'est l'agenda. Eh bien, même si elle y travaille, la science n'est pas prête! Je pense aussi que nous n'y travaillons pas assez, car il n'est effectivement pas simple de travailler sur les méthodologies d'évaluation multicritères, multiéchelles et multiacteurs des effets systémiques! Retirer le glyphosate? Qui est capable de vous dire ce que cela va induire dans cinq ans dans le système de culture? Comment va se répartir la valeur ajoutée dans l'échelle de valeur, surtout pour une molécule qui n'est pas associée à une culture particulière,

1 - L'animal est une personne (Ed. Fayard, 2014)



mais pour l'ensemble de l'agriculture? C'est un énorme défi pour la recherche mais il faut le relever.

Pascale Hébel, que peut-on faire pour en sortir?

Pascale Hébel: Je pense qu'il faut proposer une vision d'avenir et pour cela il faut entrer dans les enjeux qui préoccupent les citoyens. Ce qui change fondamentalement dans les nouvelles générations, ce sont ces changements de valeur, ce dans deux directions: la préoccupation de l'écologie et celle de la santé. Les futurs habitants de la planète, qui veulent préserver la terre et leur capital santé, développent une autre vision du monde que la nôtre. Et l'agriculture doit répondre à ces deux enjeux, ce qui n'était pas vraiment le cas pour la santé... Je suis ingénieure agro, on m'a appris dans les années 80 qu'il fallait augmenter les rendements agricoles. Et l'écart entre ce que veulent les agriculteurs et ce que veulent les citoyens, ce n'est pas l'économique, mais le rôle de l'agriculture dans l'écologie. C'est cette place-là qu'il faut prendre, parce que c'est la seule vision d'avenir, c'est le seul intérêt général qui fera corps, les valeurs communes qui permettront d'avancer. Si on va dans ce sens, que l'on met ces valeurs de santé et d'écologie au cœur de l'innovation, on ira forcément dans une vision pour tous.

Posons-nous les bonnes questions!

Sylvestre Huet et Eddy Fougier, comment fait-on pour en sortir?

Sylvestre Huet: D'abord nous devons nous poser les questions qu'on refuse de se poser alors que la science, elle, les a posées. Je prends l'exemple du glyphosate et des herbicides. Une semaine avant l'affaire Séralini, en 2012, je publie dans Libération un reportage de deux pages sur le travail d'une équipe de l'Inra sur le site d'Époisses, près de Dijon, pour étudier comment on pourrait (presque) se passer complètement des herbicides pour les grandes cultures. À cette époque, cela fait presque 15 ans qu'ils le font! Cela veut dire qu'il y a plus de vingt ans, l'Inra avait engagé un effort à grande échelle pour proposer des solutions pour sortir des herbicides, pas seulement du glyphosate. Donc la question a été correctement posée.

Le résultat majeur, c'est que le verrou à faire sauter pour s'engager dans une telle voie sans herbicide est essentiellement socioéconomique, car il faut garantir des revenus aux agriculteurs. Dans ce système sans pesticides, ils doivent parfois arrêter leurs rotations et produire de la luzerne. Ce qui veut dire qu'il faut un débouché local à cette luzerne, sans qu'ils puissent anticiper à l'avance combien ils vont en produire dans les années à venir. Ce qui implique que, au niveau politique, on doit se poser des questions, par exemple sur la spécialisation des territoires à l'échelle de la France. Ce qui implique de remettre de l'élevage dans les zones de grandes cultures céréalnières. Or si on laisse le marché faire, on n'arrive pas à cela. Cela suppose une intervention étatique contredisant le mécanisme du marché, à la fois au niveau de la France, de l'Union européenne et des relations économiques import-export de cette dernière avec le reste du monde.

Et, là, oui, on peut en sortir, à condition donc de poser le problème à ce niveau-là et d'être capable de mettre en cause des dogmes implicites à la base des politiques conduites depuis des années.

Eddy Fougier: On peut en sortir déjà en militant en faveur d'une pluralité des systèmes agricoles pour une raison assez simple: je me méfie des notions de demande et d'attente sociétales. Ce qui est ressorti des débats de ce matin, c'est le circuit court, et des débats de cet après-midi, c'est le bio... Quand on regarde la société française actuelle, le terme qui ressort est celui de fragmentation. Jérôme Fourquet a écrit un livre sur l'archipélisation de la société française² et, effectivement, les trois types d'enseignes commerciales qui progressent le plus sont: Biocoop – circuit court en partie et bio -, Grand Frais – poids lourd du circuit court- et enfin Action, un discounter néerlandais. En 2012, il n'y avait aucun magasin Action en France, aujourd'hui il y en a cinq cents, autant que des Leclerc, plus que des Décathlon. Il existe aussi Noz, une autre enseigne de déstockage. Il n'y a ni Action, ni Noz dans Paris intra-muros, mais quarante Biocoop ou Bio c'Bon.

Une enquête récente montre que 58% des ménages français sont à dix euros près pour faire leurs courses; 14 % sont à un euro près. La variable prix reste malgré tout essentielle. Donc, les circuits courts, tout le monde est d'accord; le bio, idem. Mais n'oublions pas qu'une grande partie de la société (cf. Gilets jaunes) a le sentiment de payer un coût social pour cette transition écologique. Idem pour les agriculteurs. Les adhérents de la FNSEA ne sont pas contre l'idée de transition. Ils se disent d'accord pour arrêter le glyphosate, à condition d'avoir un substitut, pour pouvoir continuer de produire. □

2 - Jérôme Fourquet: L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée (Seuil, 2019, 384 pages).

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Intervention de Stéphane Le Foll, ancien ministre de l'Agriculture

Stéphane Le Foll: Monsieur Huet, vous ne pouvez pas dire que j'ai été complètement sous la pression de cet article. Vous avez oublié de rappeler que j'ai dit, très vite, qu'il fallait évaluer cette étude avant de la considérer valide. Donc, sous une pression médiatique extrêmement forte, je n'ai pas lâché.

On est alors dans un moment politique où se développe une contestation très forte du modèle de développement des cinquante dernières années. Et le débat aujourd'hui sur le glyphosate, les OGM, est sous-jacent à la contestation d'un modèle et à la contestation d'une entreprise comme Monsanto. C'est culturel et politique.

Tous ces débats sont culturels et plusieurs facteurs sont très importants à prendre en compte. La cupidité des gens. Si vous leur dites: on va vous permettre de gagner plus d'argent, en général ils suivent. Puis la peur qui est un moteur essentiel des dynamiques collectives, un moteur essentiel de la capacité qu'on a à changer les choses. Mais à l'agiter à tout va, elle prend le pas sur le reste. Enfin, il est fondamental de considérer la place des individus. Qu'est-ce que c'est que l'archipel? C'est l'idée qu'il y a de petits groupes certes, mais au sein d'une société traversée par un phénomène fondamental d'individualisation. C'est très

intéressant Madame Hébel que vous ayez dit que l'écologie et la santé sont la clé. Mais, attention à ce que la santé ne soit pas considérée comme un problème individuel, au risque de ne pas prendre en compte l'intérêt général. Chaque individu pourrait chercher à se protéger en oubliant ceux qui, justement, ne pourront pas le faire.

Donc si vous prenez la santé, avec l'alimentation, comme un élément structurant d'un avenir à changer, faites très attention à ne pas individualiser la réponse. Car, à ce moment-là, on est fichu. C'est d'ailleurs ce qu'il se passe aujourd'hui. Et notre difficulté est là.

Pour terminer, il y a un enjeu colossal à remettre en perspective, et qui a été évoqué avec l'exemple de la luzerne et des possibilités de changer. Nous avons un gros besoin d'investissements. Quand on est en faible croissance, avec des taux d'intérêts bas, comment fait-on ? Keynes disait : vous investissez dans les infrastructures, vous faites des ponts, une autoroute. Ça, c'est terminé ! Donc il faut investir dans la dynamique économique, écologique et sociale. Un exemple pour être bien clair.

Investir dix, quinze, vingt, trente milliards d'euros aujourd'hui dans l'isolation des bâtiments, cela permet de baisser les émissions de gaz à effet de serre, de donner du pouvoir d'achat au travers de la baisse des charges et, en même temps, de créer de l'emploi parce que c'est du bâtiment.

Si je prends l'agriculture et l'agroécologie, tout le débat est aussi d'adhérer à la compétitivité de l'agriculture. On n'adhère pas à l'agroécologie simplement parce que c'est écologique, mais aussi parce que cela offre de meilleures marges brutes à l'Etat. Et les agriculteurs doivent s'y retrouver.

Pour revenir à la luzerne, c'est vrai, comme pour le chanvre, il faut trouver des débouchés à ces rotations. Mettre en place des stratégies et donc de l'investissement au service de la bioéconomie qui va utiliser la photosynthèse végétale pour développer la production biosourcée, comme le bois dans le bâtiment, le chanvre, le lin, pour faire des bottes ou à insérer dans les calandres des voitures. Donc l'enjeu, ce n'est plus Keynes, mais une politique néokeynésienne d'investissement pour combiner l'économique, l'écologique et le social.

« Il faut que chacun batte sa coulpe »

Jean-Claude Béveillard, France Nature Environnement (FNE) : Le débat est radicalisé, on est dans un système binaire, la question des pesticides en est un exemple clair. On nous dit qu'il faut demain matin interdire les pesticides. Petite leçon d'histoire. En 2006, notre association environnementale a émis l'idée qu'il fallait réduire les pesticides de 50 %. Nous savions que ce chiffre symbolique offrait une perspective. Grâce à des décisions politiques courageuses à l'époque, cela a été adopté dans le Grenelle, non sans difficultés. Je me rappelle que la FNSEA n'était pas tout à fait d'accord... Notre structure s'est engagée dans le plan Ecophyto, en se disant : « *On a dix ans, on va travailler sur une transition, peut-être un peu difficile, mais enfin douce.* » Au bout de sept, huit ans, on constate que non seulement ça n'a pas diminué, mais ça a augmenté. Résultat, dans nos mouvements associatifs, les gens nous ont dit : « *Vous êtes des rigolos, vous nous avez bernés ! Vous n'avez rien fait !* » Qui est-ce qui a mené la danse ? Ce ne sont pas des politiques, c'est le monde des agriculteurs, et plus encore le monde coopératif. On va peut-être arriver à l'interdiction des pesticides, mais ça va aboutir à quoi ? A un déclin de l'agriculture chez

nous, et à une importation de produits. C'est ce qu'il se passe pour l'élevage. Donc il faut bien qu'on réfléchisse.

Autre point, Philippe Manguin a retracé hier une évolution remarquable de l'Inra, rappelant que pendant des années l'Institut a travaillé dans le sens des cultures productivistes avant de changer d'optique au début du XXI^e siècle. Le problème, c'est que les scientifiques nous ont un peu regardés d'en haut. Quand on demandait la réduction de 50 % les pesticides, certains disaient : « *Mais vous n'y pensez pas, vous êtes des petits rigolos !* » Ils n'avaient pas regardé les transformations engendrées par les pesticides, leurs impacts sur les abeilles. Il a fallu attendre que les apiculteurs descendent dans la rue pour que ce soit montré. Il y a donc aussi une responsabilité du monde scientifique. Donc il faut que chacun batte sa coulpe. Certes les journalistes ont une responsabilité. On a une refondation de notre vie politique, là, à engager.

On n'a pas toujours été d'accord avec Stéphane Le Foll. Mais son grand apport a été de proposer avec l'agroécologie, un projet politique à la fois social, économique et environnemental. Reste que dans son gouvernement, personne n'a vraiment suivi. Résultat : on est au stade aujourd'hui où tout se radicalise.

Du local au mondial

Brigitte Allain, ancienne députée de la deuxième circonscription de la Dordogne : Je suis un peu étonnée. J'ai pu entendre, dans ce club des experts, plein de contre-vérités : sans la viande et les pesticides, il n'y a plus d'agriculture ! C'est incroyable quand même ! C'est quoi l'agronomie ? Sinon savoir produire autrement qu'avec l'agrochimie ? On a su produire autrement qu'avec l'agrochimie !

Il n'y aurait pas eu de contestation par rapport aux OGM ? Mais pourquoi on n'en a pas en France ? Parce qu'il y a eu de la contestation ! J'ai fait partie des faucheurs ! Si on le fait c'est parce qu'à un moment, on veut défendre un autre choix d'agriculture !

Enfin, quand j'entends « *comment sortir de ce bazar ?* » Mais le bazar, c'est le débat, celui qu'on a aujourd'hui ! Le débat a commencé avec Stéphane Le Foll, dans sa loi en 2014 sur laquelle on avait commencé à travailler en 2012, 2013.

On lie enfin à nouveau l'alimentation et l'agriculture ! L'alimentation et la santé ! L'alimentation et l'environnement, l'écologie ! Donc non ! On ne va pas arrêter le débat, parce qu'aujourd'hui on est en train de reprendre en main notre politique alimentaire. Et on va le faire sur le terrain ! Et ce n'est pas s'enfermer que de dire : ça commence au niveau local pour aller vers le mondial. Non, nous n'allons pas attendre de changer de politique au niveau mondial pour changer, parce que sinon on ne le fera jamais !

Merci Madame, je rappelle que l'objet de la table ronde n'était pas de repenser les modèles, mais plutôt de voir quels étaient les rouages des crises et des controverses médiatiques.

Bis repetita ?

Yohan Charbonnier, Ligue de Protection des Oiseaux : Je reviens sur les questions d'image. Vous nous rappelez à juste titre que les pesticides montrent une radicalisation des pour et des contre, que vous ramenez à des années assez récentes. À la fin des années 1980, on m'apprenait à l'école qu'un fameux



pesticide s'accumulait dans la chaîne alimentaire et qu'on le retrouvait jusqu'aux ours polaires. Il s'appelait le DDT. Ce produit a aussi fait polémique dans les années 70. Du coup, ne vivons-nous pas aujourd'hui avec les pesticides un retour de flamme? Car il me semble que la démonstration a déjà été faite, au moins une fois sur les anciens pesticides, qu'ils avaient une vraie conséquence à la fois sur l'environnement et sur les hommes. L'augmentation de cette radicalisation ne vient-elle donc pas d'un *bis repetita*, la société s'étant déjà faite avoir une fois?

Mathieu Gervais : Je suis un peu mal à l'aise avec certains propos que j'ai entendus... Retour au réel (un livre de Gustave Thibon, de 1946), la science produit de la vérité, pourquoi les gens croient des bobards? Je pense que ces questions ne sont pas très pertinentes pour comprendre les tensions d'aujourd'hui. Au contraire, à mon avis, il faut questionner ses propres manières de poser des questions pour comprendre les controverses, et pour comprendre comment se construit un savoir légitime, un savoir démocratique. Est-ce que vous pouvez revenir sur l'aspect parfois un peu scientifique de votre discours? Merci!

René Léa : Je suis assez vieux pour me rappeler que, il n'y a pas si longtemps, c'était la confiance qui régnait en France. On faisait vraiment confiance aux normes NF (Norme française), on faisait confiance à ce qu'on avait dans nos assiettes. Et ça a été remis en cause par des scandales, comme l'amiante et autres, qui ont beaucoup marqué les esprits. Et je trouve qu'on a beaucoup attaqué certains journalistes qui ont du mérite, comme ceux du Canard Enchaîné, de Cash Investigation, de Mediapart. Il faut les soutenir parce qu'ils aident beaucoup la démocratie. Il faut qu'on pense aussi à équilibrer la balance de notre discours, en y mettant les lobbies qui, tous les jours, vont voir nos députés qui votent les lois, pour leur proposer d'empoisonner finalement le consommateur.

Sur la question du *bis repetita*, l'exposition à des crises sur le DDT, il y a eu l'atrazine aussi. Il y a eu des débats, depuis très longtemps sur les pesticides, les produits phytos. Finalement, aujourd'hui, est-ce qu'on ne paye pas ces dossiers passés?

Pascale Hébel : Oui, sans doute... Mais je rappelle que cette boîte noire qu'était l'agriculture et l'industrie agroalimentaire n'intéressait pas les gens, ne guidait pas les choix, n'était pas un élément du débat public. Et il y avait, en effet, une confiance absolue dans ce qui relevait de l'Etat, donc les normes. Ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui ces questions-là préoccupent le consommateur quand il va faire ses achats. Après tous les scandales, sont venues l'inquiétude et une défiance énorme dans toute la société, sans doute liée à des changements profonds, sur fond de révolution numérique où tout va beaucoup plus vite. Aujourd'hui les transitions sont plus puissantes. L'écologie et le numérique inquiètent globalement et finalement cela va créer cette défiance que l'on vit dans tous les secteurs.

Décloisonner les savoirs

Sylvestre Huet : Mathieu Gervais, non je ne suis pas du tout scientifique. Pour faire vite... Par rapport à la science et au savoir, on a tous un problème, que ce soit Stéphane Le Foll, vous,

moi... nous sommes tous massivement ignorants de la plupart du savoir constitué. Nous ne connaissons que notre domaine de spécialité, ce qui est vrai aussi pour les scientifiques.

La science actuelle a été produite par une hyper spécialisation des scientifiques, chacun dans leur coin, et il est désormais extrêmement difficile d'intégrer l'ensemble des savoirs existants mobilisés par la société et les technologies. C'est un problème absolument majeur pour le siècle en cours et pour lequel n'existe aucune solution facile. On ne peut pas dire: il n'y a qu'à transformer tous les citoyens en bons sachants pour savoir comment on utilise ou pas des technologies. Mais il y a deux solutions cohérentes à ce problème. La première consiste à revenir à la technologie d'avant 1750. Il n'y a pas beaucoup de volontaires. Je connais des gens qui disent qu'il faut faire ça, mais ils écrivent avec un ordinateur. La deuxième: collectivement, nous essayons de trouver des voies nécessairement nouvelles au fonctionnement démocratique et éducatif de la société, pour essayer de mobiliser le mieux possible - ça va être difficile - ces connaissances. Après les crises du sang contaminé, etc. on a créé les agences d'expertise pour externaliser le conseil aux gouvernants. Rappelez-vous, quand Fabius doit prendre des décisions sur le sang contaminé, il s'adresse à son conseiller François Gros qui, tout seul, dit « il faut faire ceci, ou cela! » Aujourd'hui, on s'adresserait à un comité d'experts. C'est cette voie qu'il faut creuser. C'est difficile, mais je n'en vois pas d'autres.

Eddy Fougier : Madame Allain, je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas eu de contestation des OGM en France, mais que la prédominance de la contestation du mode de production agricole conventionnel portait, dans les années 1990/début 2000, sur les OGM alors qu'aujourd'hui elle va davantage vers l'élevage intensif, voire l'élevage tout court, et les pesticides. Et il n'y a effectivement plus de prédominance de cette contestation des OGM puisque les faucheurs et leurs soutiens ont gagné, en France.

Ensuite, concernant votre question et me basant sur l'analyse des perceptions, une grande partie des agriculteurs considère que la fin des pesticides et de l'élevage signeraient la fin de l'agriculture, ou du moins d'une forme d'agriculture.

Antoine Messéan : Sur les responsabilités du monde scientifique, je suis complètement d'accord avec Jean-Claude Bévilard. La science fait partie du régime sociotechnique et l'Inra en particulier. En fait, ce système est verrouillé et il faut du temps pour comprendre où il l'est et comment le dénouer. Il faut repenser le modèle, Stéphane Le Foll a raison, mais je ne crois pas à un consensus sur un nouveau modèle, comme dans les années 60. Nous voyons bien que nous n'y arrivons pas. Et c'est ce que je veux dire quand je demande de repartir du réel: il s'agit de favoriser les initiatives, des expériences partant d'en bas sans qu'elles soient « perturbées » ou « pénalisées » par le régime sociotechnique. Un exemple: dans le bio, si vous cherchez à diversifier vos systèmes et que vous voulez des variétés adaptées, où allez-vous les trouver? En Autriche, parce que la réglementation française est adaptée au régime conventionnel; donc, les variétés qui sont bonnes pour le système alternatif ne sont pas au catalogue français. Heureusement, elles reviennent via le catalogue européen. C'est là-bas qu'il faut aller les chercher.

Sur le club (politique, industrie et science) et l'histoire *bis repetita*... Effectivement, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, le club a réussi à gérer le DDT. Exit le DDT, l'atrazine aussi. Mais ce club, ça ne marche plus du tout. Il faut le repenser complètement. Chacun doit changer ses pratiques, les scientifiques aussi. La façon dont on fait de la recherche aujourd'hui n'est plus adaptée. Il ne suffit pas de travailler sur les objets de l'agroécologie car cela implique des changements profonds dans les infrastructures de recherche et dans les méthodes de travail. On n'est pas encore au bout de cette transition, c'est en cours, mais il faut accélérer.

Le poids des décisions politiques

Jean-Martial Morel : Monsieur Le Foll, vous proposez un nouveau modèle pour alimenter un concept qui existe depuis longtemps : créer de la croissance. Nous, les paysans, on dit : non ! Si on ne crée plus de croissance, tout va se mettre en marche, la politique, l'économique, le social !

Stéphane Le Foll : Faux ! Je ne suis pas d'accord !

Jean-Martial Morel : Je me doute bien que vous n'êtes pas d'accord. Je vais quand même terminer avec Monsieur Le Foll. Je voulais le remercier, en tant que paysan bio depuis très longtemps, parce que c'est le premier ministre que je rencontre qui est capable d'écouter. Merci !

Jean-Luc Bongiovanni : Je ne suis pas persuadé que la solution viendra du consommateur. Les grands pas se font par des décisions politiques. Il faut reconnaître que l'une des rares que j'ai sentie sur le terrain, c'est quand Stéphane Le Foll a pris la décision, au niveau des sols, de la rotation de culture et du couvert végétal. Et ça c'est un grand pas !

Au sujet de la luzerne, j'ai bien compris ce que vous avez dit, je travaille comme ça. On fait de la luzerne, qui est consommée par... les bovins. Sauf que tous les jours, je vois le bovin comme un monstre qui pollue, qui consomme de l'eau. Voilà les contradictions et ce qu'on vit sur le terrain.

Agnès Papone : Avez-vous pensé à analyser tout cela d'un point de vue du capital confiance ? On a tellement perdu confiance dans les instances politiques et scientifiques que, parfois, il faut peut-être des gestes qui a posteriori paraissent avoir été hâtifs et peu réfléchis. Quand on cumule toutes les crises, les controverses, et qu'on arrive à des points décisionnels, n'est-ce pas important parfois de prendre des décisions qui semblent prématurées, voire peu respectueuses de la démocratie, mais qui finalement n'en sont pas de mauvaises ?

Un participant : Je me suis installé comme agriculteur en 1977. Depuis, j'ai pris ma retraite, je n'ai plus à sortir du glyphosate. Je pense qu'il y a pas mal de gens qui vont m'arracher les yeux... J'ai utilisé en permanence du glyphosate, c'était pour moi un outil de rattrapage quand j'avais raté ma préparation pour les semis. Je précise que je suis dans le Sud, le Lauragais audois, en conditions méditerranéennes avec 700 mm d'eau. Et ce que je vois à l'heure actuelle, c'est que cela est également devenu un enjeu médiatique. C'est-à-dire que les céréaliers du bassin parisien développent un discours pleurnichard sur le thème : on va être ruiné parce qu'on n'a plus le glypho-

sate. Les gens de l'Inra disent : ça va nous donner du travail, on va travailler sur les assolements, etc. ! Si aujourd'hui je devais sortir du glyphosate, je ferais comme je faisais en 1977, avec de la mécanique.

Jean-Luc Bongiovanni : Nous, agriculteurs, ne savons pas si le glyphosate est dangereux ou pas, si c'est une bonne chose de l'enlever ou pas. En revanche, ce qu'on sait, dans la vallée de l'Adour où on utilisait l'atrazine qui a été supprimée, c'est que notre coût de désherbage a été multiplié par quatre par les produits qui l'ont remplacée. Donc ça a peut-être été intéressant pour l'environnement mais surtout pour ceux qui nous vendent des produits. On l'a remplacée par du métolachlore et aujourd'hui les nappes en sont saturées. On va encore changer pour des produits plus chers et, à nouveau, ce sera intéressant pour ceux qui nous les vendent. Mais, au bout du compte, ce n'est intéressant ni pour l'environnement, ni pour l'agriculteur.

Confiance, où es-tu ?

Sylvestre Huet : Au sujet du débat sur le désherbage, on voit bien que nous avons un problème de partage des connaissances au niveau de l'ensemble de la société. Et, ce dernier ne se résout pas en disant : il n'y a qu'à partager tous les savoirs entre tout le monde. On n'y arrivera pas, il y en a trop à partager ! C'est là qu'intervient la question de la confiance. Il faut que nous soyons organisés, au niveau de la société politique, pour que nous puissions avoir confiance dans le fait que nos élus et nos organes d'Etat, techniques, utilisent les savoirs existants pour prendre les moins mauvaises décisions possibles, sur la base de l'intérêt général. Si on n'a pas confiance en ça, on ne peut pas avoir confiance en eux. Avec cette conséquence : on n'a plus confiance en rien ni en personne. Du coup, on se retrouve avec une société malade.

C'est quand même extraordinaire de voir qu'en cinquante ans la société française a gagné x années de durée de vie, en bonne santé. On devrait trouver que les choses sont formidables ! Or, nous avons une société secouée par la défiance, à un niveau incroyablement élevé par rapport aux autres pays. Cela génère de la frustration, de la rancœur, de la difficulté à faire société, du rejet de l'autre...

Antoine Messéan : Pour se passer du glyphosate, la rotation des cultures ne va pas régler à elle seule le problème, même si elle est un levier. Il faut que l'on travaille sur la notion de résilience des systèmes de culture, car il existe des outils. Pour le dire de façon caricaturale, pendant cinquante ans, nous avons pratiqué du « hors-sol », c'est-à-dire que nous avons piloté les systèmes de culture en songeant : maximisons les rendements pendant que les pesticides, l'azote et l'eau font le reste et réduisent notre dépendance au milieu. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Il faut valoriser les interactions biologiques avec le milieu, c'est un changement de paradigme radical. On ne peut plus optimiser les systèmes comme on l'a fait car ils seront moins prévisibles par nature. Pour la science, la responsabilité c'est d'arriver à faire face à cette variabilité accrue, à anticiper les possibles et imaginer des scénarios pour accompagner les transitions. Car, au moment où les politiques prennent des décisions, il faut savoir éclairer où l'on va, en tout cas sur les alternatives. □



TABLE RONDE

Alliances improbables



Avec Jean-Martial Morel et René Léa, coprésidents de l'association Kaol Kozh ; Dominique Aribert, pilote du programme Des Terres et des Ailes (Ligue de Protection des Oiseaux) et Lionel Delvaux, chargé de mission Nature et coordinateur à l'Inter-Environnement Wallonie.

Retour sur trois expériences, trois projets de coopérations qui dépassent les habituels clivages et, ce faisant, bousculent les images. Une séquence animée par Stéphane Thépot.

Kaol Kozh, prenez-en de la graine !

Kaol Kozh est une association bretonne qui promeut l'agriculture et les semences paysannes... et vend le fruit de sa production à l'enseigne Carrefour. Retour d'expérience par deux de ses membres, Jean-Martial Morel et René Léa.

Jean-Martial Morel : En breton, Kaol Khoz veut dire « vieux chou » ; en russe, « bien commun ». Ça nous convenait bien comme nom pour une association de défense de l'agriculture paysanne. Notre objectif consiste à recenser et préserver les ressources végétales mais aussi à les mutualiser. Nous sommes donc très actifs sur la question des semences paysannes. Peut-être le savez-vous : pour être autorisée à la vente, une semence doit figurer dans le catalogue officiel français. Or les conditions d'inscription dans ce dernier sont plus restrictives qu'ailleurs dans l'UE, ce qui rend difficile l'inscription des semences paysannes notamment. Au sein de notre association se côtoient des jardiniers, des maraîchers, autrement dit des paysans capables de produire leurs propres semences. Comme il leur est impossible de les vendre, ils les échangent et facturent une prestation de service, ce qui est tout à fait légal.

La loi française indique que le don, l'échange et la vente constituent des actes commerciaux. C'est pour cette raison que nous avons créé une association pour échanger les semences. Grâce à l'Inra, nous avons accès à de très vieilles variétés libres d'utilisation car non répertoriées dans les catalogues de semences, que nous mettons en culture sur des parcelles test. Puis, nous sélectionnons des variétés hétérogènes que nous proposons ensuite aux maraîchers de l'association pour qu'ils puissent les multiplier et produire des légumes.

René Léa : Nous avons commencé à faire de la semence en 2002 lorsque nous avons remarqué que les catalogues de semences, y compris en bio, ne proposaient que des stérilités « mâles cytoplasmiques ». Or ces variétés hybrides sont souvent obtenues via des processus qui mêlent différentes espèces de végétaux. Par exemple, pour les plants de chou ou de brocoli, la caractéristique de stérilité mâle cytoplas-

mique provient généralement du radis. Pour nous, ces techniques relevaient clairement du génie génétique ; il s'agissait d'OGM. En tant que producteurs bio, nous n'en voulions pas, tout comme les consommateurs.

Le rapport de confiance entre paysans et consommateurs est primordial. Nous avons créé un cahier des charges intitulé « Bio Breizh » qui nous contraint à ne pas utiliser ces variétés. Au passage, nous en avons profité pour exclure de nos pratiques l'utilisation de serres chauffées ou, au contraire, inclure les haies. Le respect de ce cahier des charges est garanti par Ecocert ; quant au comité de certification, il regroupe paysans, représentants de la société civile, membres d'associations d'environnement et de consommateurs.

Puis, nous avons commencé à vendre nos légumes à Carrefour... sous certaines conditions. Premièrement, nous ne voulions pas que notre image « légumes issus de semences paysannes » soit utilisée à peu de frais. Je m'explique : quand Intermarché a fait la promotion des légumes moches, cela a fait beaucoup de buzz alors que l'enseigne n'en a vendu que 700 kg. Nous avons donc demandé à Carrefour de contractualiser sur le long terme, pour une durée de cinq ans. Deuxièmement, nous ne voulions pas d'un contrat au rabais. Le groupe s'est ainsi engagé à payer les légumes un peu plus cher, pour financer le travail de sélection des semences par les producteurs et pallier la baisse des rendements de ces variétés non hybrides. D'emblée, ils ont tout accepté là où les autres enseignes nous regardaient de haut et refusaient de mettre le prix. Certains diront que la grande distribution nous a utilisés. Je dirai que l'inverse est également vrai : nous les avons utilisés. Tous les ans, Carrefour nous achète de plus en plus de légumes. C'est un système qui contente tout le monde, environnementalistes et agriculteurs.

« Des Terres et des Ailes » : un programme pour tous les agriculteurs

Sensibiliser tous les agriculteurs aux questions environnementales et non pas seulement ceux engagés dans des démarches d'agriculture biologique. Tel pourrait être le pari du programme « Des Terres et des Ailes ». Témoignage de Dominique Aribert.

Dominique Aribert : Quelques mots à propos de la LPO. S'il est vrai que la Ligue s'est d'abord engagée pour œuvrer à la protection des oiseaux, son action s'est élargie pour s'intéresser plus globalement au maintien de la biodiversité. C'est bien celle-ci qui constitue notre champ d'action premier, non pas l'agriculture.

Historiquement, le rapprochement entre la LPO et cette dernière s'est opéré dans le grand Ouest à la faveur d'actions de protection des zones humides. Première étape dans les années 60-70, époque qui a vu fleurir plusieurs projets d'assèchement des marais de l'Ouest à des fins agricoles, et contre lesquels la LPO s'est engagée au nom de l'intérêt écologique de ces espaces pour les oiseaux. À cette même époque, le siège social de la LPO s'est installé à Rochefort, ville limitrophe de nombreux marais. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Certains de ces marais sont devenus des réserves naturelles, souvent gérées par et avec la LPO. D'autres sont devenus propriété de l'ONG, celle-ci s'étant investie dans un programme d'acquisition de ces zones, principalement dans l'Ouest de la France et, dans une moindre mesure, dans les basses vallées angevines. Quant au lien avec l'agriculture, il est le suivant : ce sont souvent des espaces à vocation agricole. Les agriculteurs (principalement des éleveurs) se sont engagés à respecter des clauses environnementales permettant de concilier activité d'élevage et protection des oiseaux, particulièrement les nicheurs et les migrateurs.

Les choses ont commencé ainsi. Très vite a émergé l'idée qu'il y avait, au-delà des zones humides, d'autres zones d'importance en jeu. Cette volonté d'investir d'autres lieux a abouti à la création, dans les années 2000-2010, du programme « Agriculture et biodiversité ». Le bilan ? Nous avons travaillé avec cent-dix agriculteurs en France, souvent des professionnels déjà investis et sensibles aux questions de biodiversité. Autant dire, au regard de ces chiffres comme du type d'agriculteurs mobilisés, que nous n'avons nullement infléchi l'effondrement de la biodiversité. Comment inverser la tendance ? En multipliant les infrastructures écologiques – bandes enherbées, mares, bosquets... –, nécessaires au maintien des populations d'insectes et d'oiseaux dans les endroits où ils ont disparu, à savoir les grandes plaines céréalières, les vignes, les vergers. C'est là que la reconquête doit prioritairement avoir lieu.

Reste à discuter de la méthode. Philippe Mauguin expliquait hier qu'il fallait rendre de la visibilité aux agriculteurs. Je rejoins cette position. L'agriculture est, il est vrai, dans le viseur des associations de protection de l'environnement, en tant que système à l'origine d'une grande perte de la biodiversité et de la qualité de l'eau. Cela ne doit pas nous faire oublier les hommes qui travaillent sur ces exploitations et le fait que changer les pratiques agricoles présente un risque important. Les agriculteurs que nous rencontrons témoignent de cette difficulté mais sont néanmoins partants pour apporter leur pierre à l'édifice.

Deux ans ont été nécessaires pour élaborer ce projet en interne. Les débats n'ont pas été simples. Comme cela a été dit ce matin, il y a une forme de radicalisation et d'impatience au sein des associations sur les enjeux de climat et de biodiversité. Dans le champ agricole, l'échec du Plan Ecophyto aiguise les tensions. À la LPO, certains étaient contre l'idée d'aller travailler avec les « méchants » agriculteurs conven-

tionnels qui usent de pesticides, au motif que ce n'est pas sain pour une ONG. Pourtant, tout n'est pas toujours si simple. J'aimerais donner un exemple sur le glyphosate. Nous travaillons dans les plaines du Centre-Ouest, zones où vivent les outardes canepetières. Ces oiseaux de plaine, qui couvent au sol, sont devenus extrêmement rares dans ces régions. Contrairement à leurs voisins du Sud, plus nombreux, ceux-ci migrent en hiver vers l'Espagne. Actuellement, ils survivent grâce à la mise en place de zones de protection spéciale dans le cadre de la directive oiseaux et de mesures agroenvironnementales. Dans certaines cultures, du point de vue du rythme de vie de ces oiseaux, l'usage du glyphosate est parfois préférable au binage manuel. Cette réalité de terrain illustre bien la complexité des débats sur ces questions. Personnellement, je crois qu'on peut travailler ensemble sans pour autant être d'accord sur tout. Nous sommes une association militante, dont certaines actions déplaisent aux agriculteurs. Pour autant, il ne faut pas s'interdire *a priori* de mener des projets communs. Voilà le pari que nous avons fait ; j'espère qu'il sera gagnant.

Blé : mélodie wallonne

Laisser une part de la production de blé aux oiseaux. C'est l'un des projets développés par la fédération wallonne Inter-Environnement.

Lionel Delvaux : Il y a un véritable pont entre ce que vient d'expliquer Dominique Aribert et les actions mises en œuvre par l'une de nos associations membre. Celle-ci a créé une filière pour valoriser une « farine mélodieuse », associée au maintien de blés au champ pour nourrir les oiseaux l'hiver. Cette filière a été initiée il y a cinq ans par une association qui avait une position assez radicale sur le monde agricole et travaillait uniquement avec les producteurs bio. Fait intéressant, il y a deux ans, à l'occasion de l'évaluation de mesures agroenvironnementales, le procédé a été ajouté au régime des actions à développer. Désormais, tous les agriculteurs ont mis en œuvre cette pratique favorable à l'avifaune des plaines.

Inter-Environnement est une fédération environnementaliste dont les membres travaillent régulièrement sur des questions agricoles. Je ne sais pas si la situation est semblable ici mais, en Wallonie, nous observons une montée en puissance des ONG internationales – typiquement WWF et Greenpeace –, à l'échelle locale sur les questions de durabilité de l'agriculture, de biodiversité et de climat. Au sein de notre fédération, nous travaillons sur toutes les thématiques de l'environnement. Sur le volet agricole, ce sont vraiment les questions de crise climatique et de déclin de la biodiversité qui nous mobilisent. Un troisième élément s'y ajoute, plus social, notre agriculture étant extrêmement liée au marché international. Voilà pourquoi nous militons pour une reterritorialisation de l'agriculture. En effet, le contact entre le producteur et le consommateur va encourager le premier à s'engager dans une démarche agroenvironnementale, comme l'indiquent plusieurs études.

Nous avons beaucoup travaillé avec les fédérations agricoles, notamment l'équivalent wallon de la FNSEA, sur des sujets comme les OGM ou le dossier Natura 2000. Dans le premier cas, nous avons su convaincre les syndicats des enjeux



Nord-Sud mais aussi des enjeux par rapport à l'intégration dans les filières pour leur propre secteur. Dans le second cas, la construction réglementaire autour des espaces Natura 2000 s'est opérée sur la base de discussions multiacteurs, qui ont nécessité que chacun accepte de faire un pas vers l'autre, d'en entendre et d'en comprendre les attentes. De ce point de vue, nous avons vraiment dû mener un travail d'écoute des attentes et contraintes du monde agricole. Mais le jeu en vaut la chandelle puisque désormais, nous sommes dotés d'un régime qui protège réellement les habitats et les milieux naturels, par l'action conjuguée des objectifs fixés par la directive et ceux voulus par les associations.

Autre enjeu actuel, les pesticides. Cela a été dit ce matin : il existe une réelle pression médiatique sur cette question, importée de France. Les riverains nous sollicitent de plus en plus sur le sujet. Il y a, en Wallonie, une commune qui a vu sa prévalence du nombre de cancers augmenter très fortement. Si le lien avec l'usage des pesticides n'a pas été établi, ce surnombre a conduit les parlementaires à mener une mission d'information sur le sujet. Résultat : il apparaît que l'évaluation des risques pour les riverains est très insuffisante au niveau européen. Nous avons donc adressé le fruit de nos recherches à l'EFSA (European Food Safety Authority) et à l'agence fédérale d'évaluation. Par ailleurs, nous avons tenté de créer, avec les syndicats agricoles, une charte agriculteurs-riverains pour mieux penser l'utilisation de ces substances à proximité des habitations. L'expérience a été un échec. Il s'est avéré qu'il était très difficile d'avancer sur ces questions avec ces derniers dont la conception de l'agriculture reste étroitement associée à celle de productivité. Sortir du régime de l'efficacité implique des compensations économiques. Nous n'avons pas su trouver ces mécanismes de compensation, d'où l'abandon des discussions autour de cette charte.

De ce point de vue, je trouve les expériences de terrain plus riches en ce sens qu'elles ne cristallisent pas des postures mais permettent souvent d'aboutir à des compromis intéressants. Le témoignage de Jean-Luc Bongiovanni en est l'illustration la plus parfaite. Son parcours n'est pas un cas particulier. Ainsi, pas plus tard qu'hier, un agriculteur wallon qui rencontrait de très grandes difficultés avec ses voisins, et plus largement les habitants de son village, a décidé de passer en agriculture biologique toutes les parcelles limitrophes d'habitation.

Le travail au niveau des fédérations et organes officiels est difficile car il se traduit souvent par des oppositions de postures. Mais sur le terrain, il existe véritablement un espace de négociation. □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le dialogue plus que le contrat

Saadi Lahlou : En évoquant les liens avec Carrefour, René Léa a parlé « d'utilisation » réciproque. J'y vois pour ma part une coopération. Il est regrettable que les distributeurs soient absents de ce débat car ils sont un acteur important du système. Votre témoignage montre qu'il existe des terrains d'entente possibles et que l'on peut construire des choses

ensemble dès lors qu'on accepte de ne plus être dans une posture d'« antagonisme ». Quelle posture avaient les gens de Carrefour quand vous les avez rencontrés ? Étaient-ils eux aussi méfiants ?

René Léa : Pourquoi ai-je employé ce terme d'« utilisation » ? Tout simplement parce que, dans l'univers de l'agriculture biologique et des semences paysannes, les acteurs privilégient les circuits courts. Notre initiative a donc été perçue comme une forme « d'utilisation ». Vous avez néanmoins tout à fait raison, il s'agit bien d'une coopération. Tout le monde y a trouvé son compte. Dans notre groupe par exemple, bon nombre de producteurs étaient très motivés pour travailler sur les semences paysannes mais s'interrogeaient fortement sur les débouchés économiques et l'existence de marchés rémunérateurs. Nous avons trouvé ce marché via Carrefour. Concrètement, cela correspond à deux cents tonnes de produits l'an passé, trois cents cette année. Avec, en plus, cette sécurité : notre coopérative a pour maître mot la planification. Nous ne plantons que ce que nous sommes sûrs de vendre.

Jean-Martial Morel : Une précision. René évoque les actions menées avec l'association de producteurs Bio Breizh. Carrefour est allé plus loin que la simple contractualisation. Par le biais de leur fondation, ils versent 100 000 € chaque année pour nous permettre de poursuivre nos recherches et créer deux maisons de la semence paysanne, ce qui était un de nos objectifs premiers. Biocoop nous finance également à hauteur de 50 000 €. Je suis membre du conseil d'administration du Réseau Semences paysannes. Personnellement, on m'a beaucoup reproché mon incohérence : il était difficile de comprendre que quelqu'un comme moi, qui produit sur deux hectares et livre soixante paniers par semaine, soutienne René dans sa contractualisation avec Carrefour. Pendant la pause déjeuner, nous avons discuté de l'accès au bio et aux produits de qualité. Tout le monde n'a pas la possibilité de faire ses courses à Biocoop. C'est devenu très cher et réservé à une certaine frange de la population. Si les gens moins friqués trouvent à Carrefour des produits bio et de qualité, disponibles en grande surface grâce à des gens comme René, tant mieux !

Antoine Messéan : Ces expérimentations sont très pertinentes. Néanmoins, je vais être volontairement provocateur. Un universitaire américain a étudié des expériences du même type et montré que les grands groupes finissent par phagocyter ces niches. Quelles évolutions voyez-vous ? Jusqu'à quel tonnage souhaitez-vous aller : dans dix ans, si vous poursuivez au même rythme, serez-vous à 200 000 tonnes ? Parfois les niches préfèrent rester petites au motif que, si elles se développent trop, elles vont saturer leur marché et perdre la valeur ajoutée acquise.

René Léa : Le contrat nous permet de bien baliser notre avenir. L'accord conclu avec Carrefour nous permet également de prendre ancrage auprès d'autres groupes pour leur expliquer notre démarche. Parallèlement, nous menons un travail de certification des légumes issus des semences paysannes qui reposera sur un cahier des charges au fonctionnement similaire à celui de Bio Breizh.

Jean-Claude Béveillard : Le fait de travailler avec des agriculteurs dits conventionnels suscite-t-il des débats au sein de la LPO? Comment ces actions sont-elles perçues par vos sympathisants? Avez-vous communiqué sur ces aspects auprès de vos donateurs?

Dominique Aribert : Le projet est encore trop jeune pour être l'objet de communication. J'assimile ce travail à celui que nous menons plus globalement avec les partenaires privés car il soulève des interrogations du même acabit : avec qui doit-on s'engager? Quelle doit être notre déontologie? Nous restons cependant une association militante. Concrètement, ce n'est pas parce que nous travaillons avec des agriculteurs et que nous trouvons des compromis sur certains points, que nous ne poursuivons pas certains de nos combats, par exemple ceux concernant l'extension des retenues d'eau pour l'irrigation du maïs. Vis-à-vis des donateurs, notre discours est plutôt axé sur les aspects de conservation. L'environnement est un sujet très anxiogène. Aussi tentons-nous de mettre l'accent sur les réussites à l'instar de la réintroduction des vautours. On ne peut pas être tout le temps dans la complainte.

Stéphane Thépot : Quels sont les étapes suivantes de ce type de projet? Allez-vous, après les producteurs, travailler avec les industries agroalimentaires?

Dominique Aribert : L'idée est effectivement d'arriver à travailler avec les filières ou les coopératives pour engager ce changement. C'est pour cette raison que je parle de label écoenvironnemental. Nous voyons bien sur le terrain que beaucoup souhaitent tendre vers cette certification. Bien évidemment, on vise plutôt le niveau 3, celui de HVE¹. Mais ces choses-là prennent du temps et nécessitent un accompagnement.

Stéphane Thépot : Cette question se pose-t-elle également en Wallonie?

Lionel Delvaux : Nous travaillons déjà avec les secteurs de l'agroalimentaire pour faire évoluer les pratiques et avons même développé un label relatif à la durabilité. L'agriculture relève également des pouvoirs publics. De ce point de vue, l'enjeu consiste à accompagner le changement des politiques publiques pour réussir la transition des systèmes agricoles. Les outils comme la labellisation pèsent bien peu au regard de ceux apportés par le FEADER par exemple, le Fonds européen agricole pour le développement rural. On demande souvent aux citoyens de fournir un effort pour défendre les biens communs que sont la biodiversité, le climat et l'agriculture, via un système de labellisation privée. Nous préférierions que ces critères soient intégrés aux pratiques agricoles, avec une labellisation soutenue par le régime de la Pac. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Une participante : J'aimerais revenir sur la question du dialogue social et du risque d'exposition des riverains aux pesticides. Vous avez parlé d'accords locaux qui se mettaient progressivement en place. Pourriez-vous nous en dire plus?

Lionel Delvaux : Différents collectifs existent au niveau local. J'ai parlé d'une commune qui a fait la Une des médias mais d'autres connaissent ce même phénomène d'une plus grande prévalence des cancers. Plusieurs associations de riverains se sont constituées pour dialoguer avec le monde agricole sur ces questions, même si ce n'est pas toujours évident. Dans certains cas, cela a abouti à la mise en place de bandes enherbées. D'autres agriculteurs vont adapter leurs pratiques et passer en agriculture biologique dès lors que la parcelle jouxte les habitations. Les choses bougent. Elles bougent d'autant plus facilement en local quand l'agriculteur est bien intégré dans sa communauté. Ce n'est malheureusement pas toujours pas le cas. Par exemple, nous avons des patatiers originaires de Flandre qui gèrent cinquante hectares. La culture de la pomme de terre nécessite environ vingt-cinq traitements de pesticides. La région concernée est très urbanisée, avec des « bandelettes » d'habitation le long des champs. L'interface entre agriculture et habitat y est très vaste. Dès lors que l'agriculteur ne réside pas sur un territoire, n'en côtoie pas les habitants, il est beaucoup plus difficile de l'amener à modifier ses pratiques. Voilà pourquoi j'insiste sur la reterritorialisation de l'agriculture en tant que levier possible pour enclencher la transition. Malheureusement, la tendance est plutôt à l'agrandissement des exploitations et la sous-traitance par des entreprises agricoles, ce qui appelle d'autres leviers, réglementaires notamment.

Venons-en aux chartes régionales discutées avec les syndicats agricoles. Au fil des négociations, nous nous sommes aperçus que les syndicats souhaitaient utiliser cette charte pour défendre un cadre réglementaire jugé suffisamment important alors que les études montraient que le niveau d'exposition des riverains aux pesticides était supérieur à ce qui est prévu dans le cadre réglementaire. D'où la difficulté à trouver un compromis... Finalement, nous avons abandonné l'idée de signer un document puisqu'il n'allait pas suffisamment loin dans la protection des personnes. Nous avons préféré organiser le dialogue au niveau local, la commune offrant une échelle plus pertinente et performante. □

1 - Selon le Ministère de l'agriculture, « la certification environnementale des exploitations agricoles répond au besoin de reconnaître les exploitations engagées dans des démarches particulièrement respectueuses de l'environnement ». Elle comporte trois niveaux, le plus élevé étant le niveau trois, de « Haute Valeur Environnementale » : <https://agriculture.gouv.fr/certification-environnementale-mode-demploi-pour-les-exploitations>



CONTRIBUTIONS

Six témoignages en quête de sens



Avec Arnaud Bourgeois, éleveur, ferme conservatoire du Domaine de la Valette; Jacques Chèvre, paysan retraité; Jean-Paul Landat, agriculteur à la retraite; Francis Cadalen, Cuma des éleveurs du Bergeracois; Hervé Delage, maire de Monsaguel (24); Didier Bertholy, Chef de projet Culture et Agriculture, Tulle Agglo.

Ils sont élus, agriculteurs, membres d'associations et se sont constitués en Groupe de réflexion local, afin de contribuer à nourrir les sujets des Controverses européennes.

Leur apport: faire entendre les réalités de leurs territoires, de la Dordogne à la Corrèze, qui entrent en résonance avec le thème traité. Cette année, la question des nouveaux venus en agriculture, les fameux « hors cadres » ou Non Issus du Milieu Agricole (NIMA), ont animé bon nombre de leurs échanges. Témoignages.

Avec eux j'ai appris que j'étais un Nima

Arnaud Bourgeois : Je fais partie de cette catégorie des Nima. Qu'est-ce que cela signifie pour moi? Cela veut dire qu'enfant j'allais en vacances d'été chez mes grands-parents en Normandie et je passais mon temps, à la grande inquiétude de mes parents, à regarder les animaux. Déjà à huit ans, je décidai que je voulais travailler à la ferme quand je serai grand. Comme on n'avait pas de terres, ni de biens de famille, on m'a convaincu qu'il valait mieux être vétérinaire et à l'époque, j'ai probablement bien fait de suivre ce conseil. J'ai donc été vétérinaire mais j'avais toujours ce rêve en tête: être paysan, pouvoir élever mes animaux, vivre à la campagne. Peu à peu, c'est devenu une volonté, un acte militant. Il y a quatre ans, j'ai donc tout arrêté et je me suis installé à une quinzaine de kilomètres de Bergerac. C'est en rejoignant ce groupe de réflexion local, grâce aux Controverses, et en

rencontrant des gens avec beaucoup d'expérience, en âge et en années de travail, que j'ai compris que j'étais typiquement un Nima. Tous ensemble, nous nous sommes demandés ce qui permettait aux Nima de réussir ou au contraire quels étaient les grands échecs vécus par ces populations.

C'est le sens des interventions qui vont suivre: les Nima sources d'innovation, de transmission, leurs apports à la communauté, le sens de leur projet. Et puis, nous adressons deux grandes questions à la table ronde et aux échanges avec le public: quelle est la viabilité dans le temps de ce type d'installations, d'une part? S'ils représentent actuellement environ un tiers des installations, quel est leur poids dans l'agriculture de demain, d'autre part?

Un apport décisif

Jacques Chèvre : Je me suis installé paysan à Razac d'Eymet (Dordogne) en 1975, à l'âge de 28 ans. Je n'étais pas issu du milieu agricole même si j'avais travaillé tous les étés dans des fermes pendant mes études et que je sortais d'un centre de gestion agricole.

Les agriculteurs de « souche » - plus ou moins ancienne, la souche! - avaient souvent une image assez négative de ces nouveaux arrivants. Ils les imaginaient à l'époque moitié hippies, de toute façon ignorants des choses de l'agriculture, donc l'accueil n'était pas chaleureux. La plupart des chevriers étaient, comme moi, des Nima. C'est pourtant avec eux que nous avons inventé le fameux « Cabécou du Périgord » qui a permis le développement de la production caprine en Dordogne.

Dans ces années 1970/80, l'apport des Nima a en effet été important en matière d'innovation dans de nombreuses filières, telles que les canards gras, les ovins ou encore l'agritourisme... ils ont été ainsi des pionniers pour la vente directe et se sont montrés très inventifs dans l'organisation de la profession, par exemple pour initier le service de remplacement ou porter les Cuma locales.

Quand, avec mon collègue du Gaec, nous avons pris notre retraite en 2008, nous avons là encore transmis la ferme à un couple de jeunes eux-aussi Nima. Et ces derniers ont développé avec succès des activités nouvelles de transformation, embauchant deux salariés supplémentaires.

Aujourd'hui, une nouvelle génération d'actifs non issus du milieu cherche à s'installer en agriculture. Ils ont pour la plupart un projet de vie orienté vers l'échange, associant des projets culturels et tous sont guidés par une forte motivation environnementale.

Pour favoriser et accompagner leur installation dans le département, Terre de Liens, la Maison des Paysans, AgroBio Périgord et Pays'en Graine qui gère les Espaces-Test agricoles ont créé une plateforme de compétences. Car bien que ces nouveaux venus soient encore trop souvent regardés comme n'étant pas de « vrais » agriculteurs, plutôt comme de futurs « bénéficiaires » du RSA (l'insulte suprême), nous sommes convaincus, avec d'autres, que leur apport sera décisif, comme il l'a été dans les années 1970, pour garder des campagnes vivantes et une agriculture nourricière dynamique.

Une précision: j'ai eu une vie professionnelle heureuse et je reste un retraité heureux.

Pas si conventionnel...

Jean-Paul Landat : Pour ma part, je suis issu du milieu agricole, mes parents étaient paysans. Je vais raconter la vie de cette ferme qui vient de vivre une transmission et c'est mon témoignage.

La ferme du domaine du Siorac a son histoire : une ferme familiale depuis deux cents ans. Belle image n'est-ce pas ? Issue de la réunion de trois exploitations de polyculture-élevage dans la première moitié du XX^e siècle, sa superficie n'a pas significativement changé depuis cinquante ans. On n'a pas mangé les terres des autres. L'installation, au début des années 1980, des trois frères avec les parents en Gaec n'a rien d'extraordinaire, très conventionnel. D.J.A. (Dotation aux Jeunes Agriculteurs), plan de développement, irrigation, production de reproducteurs bovins viande, changement de destination des parcelles pour augmenter le vignoble, rénovation du chai, abandon de l'élevage, vente directe, démarrage du tourisme, etc. Finalement, peut-être pas si conventionnel que ça ! D'une génération à l'autre, le nombre de travailleurs permanents est passé de trois à six personnes. Et a permis d'atteindre le bon équilibre social, économique et environnemental. Objectif atteint !

La transmission à la génération future n'est pas un sujet tabou, mais elle se heurte à des incompatibilités de plusieurs ordres. Il y a bien eu des candidats potentiels pour remplacer les départs, mais malgré l'assurance d'un revenu correct et de conditions de travail correctes, la greffe n'a pas réussi. Pendant dix ans, la ferme a continué et nous avons failli perdre espoir. Mais le maintien de l'efficacité économique et sociale a permis d'attendre la vraie révélation. Un élément déclencheur, Muriel, la fille d'un des associés qui ne s'est jamais intéressée à la vie de la ferme, cadre dans une entreprise industrielle, décide de faire une reconversion professionnelle. Son projet : redonner un sens et une nouvelle vie au domaine du Siorac, avec un principe de base : capitaliser tous les savoir-faire, intégrer des femmes et des hommes nouveaux, avec des compétences hétérogènes, mais avec un point commun, une seule envie : partager le projet et le faire vivre en équipe.

À ce jour, le domaine de Siorac est composé d'une équipe de trois femmes et de trois hommes, dont deux ne sont pas issus du milieu agricole, et trois qui n'étaient pas destinés à vivre cette expérience agricole. Vue de l'extérieur, l'image de l'exploitation familiale traditionnelle est réelle. Vue de l'intérieur, il n'en est rien ! Le mode de prise de décision, le choix des orientations, les aspirations à la mobilité de ses acteurs et la coresponsabilité, lui donnent des capacités d'adaptation certainement immenses et qui permettra d'aller vers l'avenir. Une petite remarque destinée aux juristes et éventuellement aux gouvernants. Que manque-t-il pour effectivement concrétiser un statut juridique qui reconnaît et valorise l'engagement de chacun ? Et la reconnaissance dans le code rural ou la Pac, d'une exploitation faite de salariés ?

Je suis heureux. Ils sont heureux. Merci.

Pas d'animosité mais des inquiétudes

Francis Cadalen : Je voudrais témoigner de ce que j'ai vécu pendant trente-cinq ans, au sein de la Cuma (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) des éleveurs du

Bergeracois qui a compté jusqu'à 200 adhérents à son apogée et qui est ouverte à tout agriculteur, issu du milieu ou pas. Les premiers Nima à adhérer étaient des éleveurs de vaches et de chèvres laitières – notamment pour le cabécou dont a parlé Jacques Chèvre. Au fil des ans, nous avons également vu arriver des éleveurs de chevaux proposant des activités liées au tourisme et, aujourd'hui, des maraîchers qui s'installent en bio, pratiquent la vente directe et qui sont très indépendants parce qu'ils ont un projet de vie à eux. Pour ces derniers, nous avons mis en place des Cuma spécifiques, car nos machines ne correspondaient pas à l'activité maraîchère.

Les anciens administrateurs de la fédération départementale des Cuma (Dordogne) dont je suis, se sont portés volontaires pour parrainer ces nouveaux venus qui, certes, ont souvent bien réfléchi à leur projet - l'agriculture bio et la vente directe - mais pas toujours sur le travail de base de l'agriculture. Comment se servir des machines, par exemple. Et puis, se sont joints à nous des viticulteurs de diverses nationalités, belge, anglaise, libanaise. J'ajoute qu'au fil du temps, plusieurs Nima se sont investis dans le conseil d'administration de notre Cuma.

De toute cette période, je peux dire que je n'ai jamais remarqué d'animosité entre les agriculteurs dits traditionnels et les autres. Plutôt de la curiosité, avec parfois évidemment un demi sourire, mais aussi de l'inquiétude pour des raisons évidentes : car un adhérent défaillant financièrement ou moralement impacte toute la Cuma. C'est l'ensemble du groupe qui doit assumer les engagements de cette même structure. En conclusion, les points forts des Cuma ce sont : l'esprit du partage, les idées, le respect des individus et des règles. C'est pourquoi les Nima, avec une vision différente de l'agriculture traditionnelle, sont un plus pour l'ouverture des Cuma.

Des vies complètes

Hervé Delage : Il me revient de témoigner sur la rencontre entre les élus de nos territoires et ces fameux Nima.

Je suis parti du principe que ces nouveaux venus étaient l'expression d'un phénomène que décrivait l'économiste Jean Fourastié : nous vivons le début de la civilisation des vies complètes. Le sociologue Jean Viard ajoute que ce sont là des parcours aventureux, faits de ruptures, rencontres, échecs et découvertes. Cela correspond bien à ces gens, qui sont pour certains issus de métropoles et pour lesquels il s'est agi un jour de prendre leur destin en main, en tout cas c'est ce qu'ils me disent. Une quête de sens qui les amène à aller vers l'agriculture.

Il se trouve qu'en parallèle, les pouvoirs publics s'intéressent de plus en plus aux façons d'aménager le territoire au travers des Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires, des Schémas de Cohérence Territoriale au niveau plus local, et des Plans locaux d'urbanisme intercommunaux. Cela conduit les élus à réfléchir à la façon dont l'agriculture et ces agriculteurs de demain seront accueillis, comment leur laisser la place de s'installer, amener leurs nouvelles pratiques et leur regard.

De façon plus locale, nous avons la chance sur Bergerac d'avoir un Projet alimentaire de territoire, qui constitue



un carrefour d'idées, celles que portent les élus locaux et celles de Nima, lesquels sont très actifs au sein des groupes de travail. On les retrouve également sur les plateformes locales d'approvisionnement. Leur apport pour le territoire ne se limite pas à ça, car ils font en sorte que la valeur ajoutée reste ancrée ici. Et puis, c'est aussi un enrichissement incontestable en termes culturels comme l'ont évoqué mes collègues.

Bien sûr, il arrive aussi que certains Nima changent de projet en cours de route. Pour autant, ils ne repartent pas forcément sur des territoires urbains. Ils restent, certains avec leurs enfants, ce qui nous aide à maintenir ouvertes nos écoles, là où nous avons l'habitude, jusqu'à il y a peu, de connaître un solde migratoire positif essentiellement lié à l'arrivée des retraités.

Question de sens

Didier Bertholy : Avec l'arrivée de néoagriculteurs (néo-paysans ?) dans un monde agricole qui a son système de valeurs et ses codes bien établis, le fond du sujet qui nous préoccupe relève moins des « hors cadres », sorte de catégorie juridico-administrative, que des Nima, les « hors cadres » n'étant pas obligatoirement des Nima, tandis que l'inverse est généralement vrai.

Nombre de ces porteurs de projets agricoles invoquent la recherche de sens, notion qui peut paraître floue et polysémique. On y lit certaines valeurs inscrites en filigrane qui interrogent le rapport au vivant : inclination « écologique », sobriété énergétique, pratiques visant à l'autonomie, solidarité, convivialité et même famille... Moi, ce qui m'intéresse, c'est de faire le rapprochement entre cette question du sens, comme axe central censé structurer un projet de vie, et le légendaire « bon sens » qui serait inné chez les paysans et dont on nous a si longtemps rebattu les oreilles, jusqu'à l'imposture publicitaire de la banque des agriculteurs.

La quête de sens qu'invoquent nombre de « néo » vaut-elle moins que le fameux « bon sens », supposé s'accompagner de l'évidence du jugement ?

Le bon sens est la chose la mieux partagée, selon Descartes, puisque chacun juge qu'il en est muni d'une bonne dose, avait-il ajouté avec un brin de malice. Pour ces porteurs de projets « hors cadre », bon ou pas, le sens n'est pas un don du ciel et il doit permettre de prendre à contre-pied tout type d'évidence, l'évidence du jugement en premier lieu. Le sens est à construire, à cultiver, en même temps qu'il aide à construire ou rétablir certains équilibres essentiels pour une vie choisie et assumée au mieux. Ceux-là, à rebours de certaines impostures en « isme » - consumérisme, productivisme, carriérisme-, n'entendent-ils pas plutôt affirmer des valeurs par ce qu'ils construisent que créer de la valeur ajoutée par ce qu'ils produisent ?

Descartes, encore, et toujours à propos du bon sens : « *Ceux qui ne marchent que fort lentement peuvent avancer beaucoup, davantage, s'ils suivent toujours le droit chemin, que ne font ceux qui courent et qui s'en éloignent.* » □

TABLE RONDE

Hors cadres familiaux



Avec Paula Dolci, doctorante en géographie (Montpellier 3), Bruno Macias, agriculteur espagnol et Agnès Papone, agricultrice dans l'arrière-pays Niçois (ferme Lavancia).

Non issus du milieu agricole, hors cadres familiaux, nouveaux entrants ou, tout simplement, néoagriculteurs, en quoi rebattent-ils les cartes de l'identité ? Qui sont-ils, quelles sont leurs motivations et quelles difficultés ont-ils rencontrées pour fonder une installation pérenne ?¹ Une table ronde loin de l'utopie, de l'édulcoré ou de l'effet de mode, animée par le sociologue Philippe Sahuc (ENSFEA).

Philippe Sahuc : Pour commencer, je laisserai le temps aux intervenant.es de cette table ronde de faire part de leurs questionnements, recherches, vécus, projets espérés et en cours. Je me tourne d'abord vers Paula Dolci, qui va vous parler de ses travaux sur l'installation « hors cadre familial ».

Des espaces à la marge

Paula Dolci : Merci. Je dirai quelques mots de ma thèse qui porte sur les mouvements de retour à la terre en Italie et les processus d'installation de ces nouveaux agriculteurs. Tout d'abord, un élément de contexte : malgré des convergences entre l'Italie et la France, notamment en termes de profils et de modes d'installation, il faut tenir compte des différences culturelles et institutionnelles qui persistent entre les deux pays. Ensuite, il y a, à l'origine de mes travaux, une multitude d'étonnements, parfois naïfs : à bien des égards, ces mouvements de retour à la terre peuvent sembler surprenants, voire paradoxaux. Comment se fait-il que de plus en plus de gens, notamment de jeunes, trouvent attractif le secteur agricole alors même qu'il est marqué d'une certaine répulsion, traversé par de grandes difficultés et régulièrement secoué par des crises ? Ou encore, comment expliquer ces mouvements de migration de la ville vers la campagne, alors que cette dernière est marquée par une certaine forme de déprise ? Reste le constat que cette reconversion vers le secteur agricole est à première vue liée à un retournement de représentations très fort, ces nouveaux agriculteurs charriant, véhiculant et réinvestissant un ensemble d'images anciennes. En résultent des installations qui peuvent paraître

hors normes, à contre-courant par rapport au modèle dominant. En d'autres termes, je note que ces choix de vie se font au croisement de représentations collectives et d'aspirations individuelles.

Tout se passe comme s'il y avait une interrogation, par la marge, tant numérique que culturelle, de notre modèle de société. Culturelle, puisque l'on observe parfois l'intention revendiquée d'aller contre un modèle. Et, dans l'imaginaire, les espaces ruraux sont généralement identifiés à la périphérie, à la marge dans laquelle il est possible de construire autre chose. C'est comme si cette marginalité spatiale permettait des expérimentations sociales, avec des espaces refuges, des espaces recours ou dérogoires permettant à la fois de rechercher un ailleurs mais aussi d'autres modes de vie et de façons de travailler.

Deuxième étonnement : la profession agricole est fortement empreinte de l'idée qu'on naît agriculteur et qu'on ne le devient pas. Pour expliquer l'arrivée de nouveaux agriculteurs dans la profession, certains sociologues parlent de déplacement social. Ainsi, lorsqu'un individu fait son entrée dans l'agriculture, il lui faudra bien souvent composer avec un manque de capital foncier, économique, social ou culturel. Quelles sont ses stratégies d'accès aux ressources et quelles sont celles dont il dispose déjà, du fait de ses expériences passées, qui pourraient être valorisées ? C'est la raison pour laquelle je parle de processus d'installation, dans le sens où celle-ci est très graduelle. Par exemple, la constitution d'un capital productif, qui se fait souvent par arrangements et bricolages, est extrêmement progressif. En Italie, une part importante de ces installations a une existence informelle.

Merci. Je laisse désormais la parole à Bruno Macias qui construit un projet personnel en Espagne mais développe également un projet aux allures plus collectives en France.

Faire partie de la solution

Bruno Macias : Oui, en effet, j'interviendrai avec plusieurs casquettes : en tant que responsable d'une association en France, en tant que producteur de pommes à cidre dans le Nord de l'Espagne et, enfin, en tant qu'agriculteur non issu du milieu agricole puisqu'à l'origine, je suis ingénieur et ai travaillé dans le secteur automobile et le monde du conseil. Un parcours assez atypique mais qui, dans le monde des Nima, ne l'est pas tant que ça. Qu'est-ce qui m'a donc amené à devenir agriculteur ? Il y a quelques années avec ma compagne, en nous intéressant au milieu agricole, nous sommes parvenus au constat suivant : avec la disparition de plus de deux cents fermes chaque semaine en France, à laquelle s'ajoute le difficile renouvellement de la profession, on a cru que l'on s'engageait sur la voie d'une agriculture sans agriculteurs. D'un autre côté, une part grandissante de consommateurs et d'agriculteurs pense que l'avenir de l'agriculture doit passer par une augmentation du bio et des circuits courts. Pour les uns, il s'agit de répondre à leur demande et, pour les autres, de vivre dignement de leur métier sans nuire à l'environnement. Or, forcément, cela demande plus de main-d'œuvre que celle dont on dispose aujourd'hui. D'où ce paradoxe : on compte de moins en moins d'agriculteurs mais, par rapport au modèle souhaitable pour l'avenir, il en faudrait plus. On s'est donc dit, essayons de faire partie de

1 - Retrouvez l'article de Laura Martin-Meyer pour le numéro 6 de la revue Sesame : <https://revue-sesame-inrae.fr/neo-agriculteurs-tenez-ferme/>



la solution. Dans un premier temps, nous avons créé l'association « Neo-Agri »² qui aide à promouvoir l'installation de nouveaux paysans et nous nous sommes fixés trois défis : le premier, revaloriser l'image du métier afin que les fils et les filles d'agriculteurs reprennent les fermes mais aussi que des personnes extérieures au milieu agricole entrent dans le métier et encouragent sa transition vers plus de bio et de circuits courts. Deuxième défi : faciliter l'installation de ces derniers, car il s'agit là d'un véritable parcours du combattant. Troisièmement, c'est bien beau d'installer ces individus mais encore faut-il que leur ferme soit viable et pérenne. Dès lors, nous avons entrepris un travail d'enquête de terrain. Durant un an, nous avons sillonné l'Europe, à la rencontre des paysans Français, Espagnols et Italiens, avec qui nous avons partagé du temps et appris le travail de la terre. De là, nous avons identifié les défis ou problématiques qu'ils avaient pu rencontrer mais aussi les solutions et les appuis dont ils avaient bénéficié. L'idée ? Capitaliser l'ensemble des conseils qu'ils donneraient à leurs successeurs. De ces expériences et enseignements, nous avons créé un guide pratique à destination des néopaysans³. Nous travaillons également beaucoup sur les réseaux sociaux, animons des groupes de personnes non issues du milieu agricole ou porteuses de projets et proposons, pour ces dernières, des formations. Il arrive en effet que certaines d'entre elles aient une vision peut-être trop bucolique du métier agricole et de ce qu'il est nécessaire d'entreprendre pour créer une ferme pérenne. Reste un aspect non négligeable : si l'on veut faciliter leur installation, c'est de travailler avec les institutionnels, les gouvernements, les communes et les collectivités locales.

Ne pas tomber dans le piège de l'utopie

Nous y reviendrons. En tout cas, merci ! J'ai intérêt à ne pas trop en dire concernant Agnès Papone, tant elle a de choses à vous raconter au sujet de ce qu'elle vit avec passion.

Agnès Papone : Bonjour ! Je suis agricultrice bio dans l'arrière-pays Niçois, en moyenne montagne, et heureuse de l'être. Je dirais que l'on cherche à répandre l'idée que l'on peut être agriculteur et vivre son métier dans la joie, sans pour autant tomber dans le piège de l'édulcoré et l'utopie. Comment en est-on arrivé là ? Pour ma part, c'était un pur hasard. À l'époque, après des études de santé publique en Australie, j'habitais à Johannesburg où je travaillais en tant que chercheuse sur le sida. Et puis, avec mon mari, nous avons fini par nous retrouver dans le sud de la France, dans l'arrière-pays Niçois, un désert alimentaire où la déprise avait été violente. Pour vous donner un ordre d'idée, de 12 000 agriculteurs hier, nous sommes maintenant moins de 500. Par nécessité, donc, nous avons planté un potager. Et un an après, le parcours du combattant commençait. Première difficulté : convaincre les autorités que, derrière notre projet, ne se cachait pas un dessein immobilier ou spéculatif et que l'on souhaitait réellement faire de l'agriculture. Leur réponse ? Que nous étions fous, que nous allions mourir de faim et que nous courrions à la banqueroute. Contre tout avis, et avec leur accord tacite - faute d'avoir pu nous l'inter-

dire -, nous avons donc fini par nous installer en autocréation et avons monté une AMAP. Nous avons commencé avec un terrain de 3000 m², et puis, d'année en année, voyant que nous étions des gens sérieux, les habitants du village ont commencé à nous prêter ou à nous louer leurs terres. Résultat, nous avons aujourd'hui atteint les 2,5 hectares et produisons, en polyculture, une quarantaine de variétés de légumes, des fruits, mais aussi des œufs et une variété d'olive autochtone protégée, « la petite noire de Puget ». Reste que c'est un métier sacrément difficile, comptant des années avec et des années sans. Hormis sur ces fameuses olives, nous ne touchons pas d'aides de la Pac. Et lorsqu'il y a des années noires, comme en 2016, il n'est pas aisé de remonter la pente. Autre fierté : à côté de nos activités de production, nous nous trouvons être un vrai centre de formation officieux, avec des gens qui viennent travailler à nos côtés, toute l'année. Attention, pas de woofers ! Et parmi eux, pratiquement 90 % se sont ensuite installés et continuent, en cas de besoin, à se tourner vers nous.

Feu de paille ?

Merci Agnès. Dans le fond, ces histoires d'installation hors cadre, ne serait-ce pas qu'une mode comme une autre, un feu de paille ? Car il y a de quoi s'interroger sur leur durabilité. Bruno Macias, une réaction ?

Bruno Macias : Deux choses, à mon sens. D'une part, parmi celles et ceux qui ont un projet d'installation, combien vont au bout ? D'après mes observations, pas beaucoup. Tenez, malgré la part croissante des personnes déclarant souhaiter s'installer, le nombre de nouvelles installations en France ne décolle pas. Deuxièmement, pour celles et ceux y étant parvenus, leur ferme est-elle pérenne ? La réponse est oui ! Plusieurs études, au rang desquelles celles de la MSA (Mutualité Sociale Agricole), montrent en effet que, parmi les personnes ayant bénéficié d'aides à l'installation, 90% sont encore présentes. En définitive, si le projet d'installation est sérieux, cette dernière a toutes les chances de s'inscrire dans la durée. Mais alors comment monter un projet sérieux, loin des utopies ? Aujourd'hui, lorsqu'on demande des aides, les contrôles sont si nombreux que l'on est obligé d'être carré, de faire un plan d'entreprise, de formation, etc. À noter tout de même que sur 14 000 nouvelles installations par an, il n'y en a que 4500 qui bénéficient d'aides ; on ne sait donc pas grand-chose des 10 000 restantes.

Il semble que l'hypothèse faite par les Nima du groupe local, à savoir que l'on s'installe sur la base de valeurs, est complètement battue en brèche : ce que je comprends, c'est qu'il est plus question de pragmatisme. Agnès, qu'en pensez-vous ?

Agnès Papone : Je dirais que l'on a des valeurs pragmatiques. On parle de bon sens paysan mais nous ne sommes pas des dedans : mes parents étaient profs et je n'ai jamais vécu à la campagne. J'ai simplement fait le constat que lorsqu'on a besoin de réparer son tracteur, et bien on retrouve ses manches et on met ses mains dans le cambouis. C'est la même chose pour tout le processus d'installation. Pour notre part, on n'a pas souhaité demander d'aide parce que la formation qui nous était imposée, pour pouvoir en bénéficier, ne correspondait absolument pas à nos besoins. En 2009, date à laquelle nous avons souhaité nous installer, il n'y avait

2 - <https://neo-agri.org/>

3 - <https://www.editions-france-agricole.fr/livres-et-ebooks/collection-terragora/neopaysans-le-guide-tres-pratique.html>

pas de formation en maraîchage bio en montagne. Or voilà une valeur forte : jamais nous n'avons envisagé de faire autre chose que du maraîchage bio. C'est pourquoi, d'un point de vue pragmatique, nous avons préféré nous former loin des canaux traditionnels, à travers des livres ou des plateformes comme Youtube et Vimeo.

Deux poids, deux mesures

Merci. Quand on parcourt l'Italie, l'Espagne ou le Portugal, qu'en est-il du poids de ces installations hors cadre familial par rapport à l'agriculture environnante, Paula Dolci ?

Paula Dolci : Je dirais que leur poids est avant tout médiatique, compte-tenu de leurs capacités à agir sur les représentations. Au niveau local, on observera des dynamiques avec, comme dans votre cas, le développement de circuits courts ou de toute autre forme d'interactions entre les villes et les campagnes contribuant à faire changer les mentalités. Reste le problème de la dispersion de ces acteurs qui rencontrent des difficultés à se constituer en réseau, à s'organiser. Une difficulté à laquelle s'ajoutent toutes les autres.

Quelque chose à ajouter, Bruno Macias ?

Bruno Macias : Si aujourd'hui on estime qu'un tiers des agriculteurs sont non issus du milieu agricole, alors ils représentent un vrai poids. Surtout d'un point de vue très local. Imaginez, un agriculteur qui s'installe dans un petit village va potentiellement être accompagné de sa famille et ainsi permettre de faire vivre petits commerces et écoles. C'est énorme ! Et, d'un point de vue plus global, ces nouveaux paysans ont un rôle fondamental à jouer : ils produisent de la nourriture. Agnès, sur ta ferme, j' imagine que tu produis autant de légumes qu'un autre maraîcher pourrait le faire sur une surface plus grande. Nous avons donc un réel poids dans l'agriculture française ; je dirais même européenne, car on observe la même dynamique en Espagne.

Agnès Papone : Tout d'abord, je dirais que l'approche d'un « nouvel entrant », comme on dit en anglais, restera toujours différente de celle des agriculteurs issus du cru. Ce pour diverses raisons. Notre petite ferme familiale tourne avec deux salariés et j'estime que, dans notre village de 2000 personnes, nous sommes créateurs d'emplois. Ainsi, au lieu de dire « ils ont 2,5 hectares et ne pèsent rien dans la balance » je propose plutôt d'appréhender l'effet de levier d'une telle activité : avec 2,5 hectares, on nourrit cinquante familles qui paient leur panier en prépaiement, mais aussi de nombreux commerces équitables ; sans compter nos activités de formation et autres interventions qui ont, au-delà de leurs valeurs agronomique et économique, une forte valeur sociale. L'injustice serait donc de réduire notre poids dans l'agriculture à la seule production agricole, car nous produisons aussi des agricultrices et des agriculteurs.

Paula Dolci : Pour finir, j'ajouterai que lorsqu'on regarde les trajectoires, les motivations et les parcours des « nouveaux entrants », on remarque que leurs projets ne sont pas toujours très bien définis en amont du processus d'installation : la plupart sont avant tout fondés sur un engagement et des valeurs fortes. Notons qu'il est aussi beaucoup question de hasard, de rencontres ou d'aléas : parmi ces individus, beaucoup ont

traversé une crise personnelle, existentielle ou subi de plein fouet la crise économique. D'où l'idée que ces aspirations de « retour à la terre » résultent bien souvent d'un subtil mélange entre un contexte socio-économique et des dispositions personnelles. Il serait illusoire, en effet, de réduire la question du parcours à une vocation qui se construirait sur le temps long. Une part importante de hasard s'y joue. □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Un appel d'air extraordinaire

Mathieu Gervais, sociologue : Les Nima sont-ils militants politiques, associatifs, ou pas ?

Didier Bertholy : J'ajouterai juste une précision. On parle de Nima, de hors cadres familiaux, or ce n'est pas tout à fait la même chose : « hors cadre familial » correspond à une catégorie juridico-administrative qui couvre un plus large spectre que les seuls Nima. Par exemple, on peut tout à fait être hors cadre familial et être issu du milieu agricole. L'autre point, c'est que ces fameux non issus du milieu agricole sont parfois insaisissables et volatiles. Parmi eux, certains partent avec des projets pas très bien ficelés qui finissent tout de même par aboutir tandis que d'autres, disons-le clairement, s'évaporent dans la nature. Reste que je m'interroge sur le renouvellement générationnel en agriculture : à l'échelle d'un petit territoire comme le mien, ce sont des milliers d'hectares qui vont se libérer dans les dix, quinze ans à venir. On ne pourra pas tout miser sur les Nima !

Une participante : Avec mon mari, nous avons une ferme Terre de Liens, donc nous connaissons bien les Nima. Et je dirais que, dans notre milieu, où chacun est fort impacté par ses histoires familiales, ces individus, principalement des jeunes, nous apportent un éclairage et des questionnements nouveaux. Ces gens-là ont un réel souci d'enseigner le plaisir, la passion d'être paysan ; ils savent utiliser d'autres mots que ceux de la profession pour sensibiliser les personnes qui ne sont pas du tout dedans. Merci à eux, parce que ça apporte un appel d'air extraordinaire.

Le monde paysan ne laisse pas de place

Jacques Chèvre : A vous entendre, la vie serait un long fleuve tranquille et les Nima accueillis comme le père Noël dans les campagnes. Or cela me semble très éloigné de la réalité. Tout d'abord, j'insisterai sur l'idée que nous croyons au poids que pèsent les Nima dans les mondes agricoles, et à celui qu'ils pèseront dans l'avenir. Mais ce n'est pas le cas de la profession traditionnelle, celle qui est en place. Pour elle, nous installons des coudes troués, des futurs RSA et compagnie. Tenez, quand on passe par un espace-test, on obtient un contrat CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise), lequel permet de garder ses droits sociaux, si on en bénéficie, ou bien d'être au RSA. Ce, pendant les deux ou trois ans que dure le test. Du coup, beaucoup nous disent : « Vous voyez, votre truc ne fonctionne pas sans le RSA ». Alors quand cela vient de la part d'un céréalier qui a 400 hectares et qui touche cent et quelques



briques d'aides de la Pac, ça nous fait bien rire parce qu'on est dans des échelles de financements publics qui ne sont pas du tout les mêmes. D'ailleurs, j'aimerais qu'il y ait beaucoup plus de RSA qui s'installent et un peu moins de primes Pac. Ça rétablirait un minimum de justice et de paysans dans les campagnes.

Qu'est-ce qui nous pose problème ? À Terre de Liens, c'est d'abord l'accès au foncier. Allez m'expliquer pourquoi, d'un côté, tout le monde sait que le modèle agricole dominant a fait faillite du fait de son incapacité à se renouveler alors que, de l'autre, arriver à trouver trois hectares pour installer un maraîcher c'est une bataille incroyable. Chaque fois qu'un bout de terre se libère, il y aura toujours les JA (Jeunes Agriculteurs) du coin pour se jeter dessus et ne laisser de place pour personne d'autre. Tout se passe comme s'ils avaient l'impression de trahir leur modèle ancestral s'ils laissaient trois hectares à un brave gars qui tente de trouver une petite place pour planter ses légumes. C'est insupportable, et beaucoup n'y parviennent pas parce que le monde paysan ne leur laisse pas de place.

Dernière chose, terriblement injuste, c'est l'arme du financement. Pour accompagner les installations, à travers notre plateforme de compétences, on fait avec des bouts de ficelle, du bénévolat et des salariés enthousiastes. Alors que dans le même temps, en France, on continue à dépenser des fortunes pour l'installation : tout cet argent renfloue les poches des JA qui travaillent à tout sauf à l'installation. Ils ne s'occupent que de leurs adhérents et à ceux-là ils disent : agrandissez-vous, sinon vous allez mourir !

Josette Marrant, ancienne directrice de la Chambre d'Agriculture de Dordogne : Jacques, concernant l'installation en Dordogne, je ne peux pas vous laisser dire ça. Le département a justement été pionnier en matière d'accompagnement des hors cadres familiaux. Parmi eux, beaucoup ne pouvaient effectivement pas bénéficier de l'aide habituelle à l'installation, soit parce qu'ils n'avaient pas la formation, soit parce qu'ils avaient passé 40 ans. Pour ces gens-là, nous avons donc tenté de mobiliser un financement et un accompagnement adéquats comme, par exemple, la création d'un prêt d'honneur via la plateforme « Initiatives de Périgord ». Au départ, nous étions seuls et comptions sur le financement des Conseils Régional et Général. Puis, avec les crédits de l'Union Européenne, la région Nouvelle-Aquitaine a décidé d'étendre ce dispositif à l'ensemble de son territoire. Concrètement, en Dordogne, nous sommes aujourd'hui capables d'installer entre trente et cinquante hors cadres familiaux. Des petits projets mais également d'autres de plus grande ampleur comme des installations classiques d'élevage. À ce propos j'aimerais vous mettre en garde sur cette tendance que l'on a de mettre en avant, de manière générale, les petites installations. Je souffre un peu lorsque j'entends France Culture présenter la ferme du Bec Hellouin comme le modèle à suivre, car cela n'est pas représentatif de la diversité des projets que nous accompagnons.

De longs fleuves agités

Merci. Je vais désormais rendre la parole à nos trois intervenants. Agnès ?

Agnès Papone : Pour répondre à la question de Mathieu Gervais, nous sommes militants, c'est évident. Notre mairie était totalement adverse à notre installation agricole parce

que, du fait de notre présence, la destination agricole des terrains était figée. Pour les conseillers municipaux, il n'était alors plus possible d'acheter les terrains en question pour les convertir en constructibles. C'est pourquoi ces derniers nous ont mis une foule de bâtons dans les roues. Pour tenter de mettre fin à cette corruption, nous avons usé de tous les droits possibles de préemption de la Safer (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural) et sommes montés au plus haut niveau du conseil général, en leur disant « vous n' imaginez pas, on va empêcher des jeunes de s'installer ! » Or sachez que nous, on n'achète pas le foncier, on l'emprunte, on le loue, on le squatte. Tenez, on a un terrain au-dessus de chez nous qu'on est obligé de squatter parce qu'il s'agit d'une indivision et que ses propriétaires sont incapables de payer leur succession. Et, parce qu'elle manque de courage, notre mairie n'est pas capable de faire une procédure de bien sans maître¹. Cet espace est donc laissé à l'abandon. Donc, des longs fleuves tranquilles, je n'en ai pas vécus beaucoup.

Quant à ces histoires de RSA, autour de nous, sachez qu'une part considérable d'agriculteurs en bénéficie. Alors, à ceux qui disent que les légumes bio et les produits locaux sont trop chers, je leur réponds qu'en réalité, ils les ont déjà payés trois fois : par leurs impôts pour la Pac, en payant le RSA et en les achetant. Vous vous doutez donc bien qu'il faut être militant pour contester ce qui ne tourne pas rond dans notre politique ! Les adhérents de Terre de Liens sont des petites mamies, des épargnants, qui donnent des sous pour acheter des terrains et qu'on puisse accéder au foncier. Mais est-ce que c'est normal ? Moi je ne crois pas ! C'est un modèle à interroger. Il est aberrant de parler de « barrière du foncier ». Autour de moi, il y a des tonnes de terrains à l'abandon ! Il y aurait de quoi installer je ne sais combien de maraîchers de façon non vivrière, afin qu'ils gagnent leur vie. Or c'est impossible à cause de la Pac, car elle est frein à l'innovation. Et si l'on veut se charger nous, nouveaux entrants, d'innover, de mettre du sang neuf dans l'agriculture, il va falloir nous en donner les moyens.

Du militantisme à la terre

Paula Dolci : D'après mes observations, même s'il y a une prédominance de profils de petites installations avec, pour beaucoup, l'application de méthodes agroécologiques, je dirais que l'on a aussi affaire à une hétérogénéité des profils d'exploitation. C'est-à-dire que, même si c'est ce qui domine, on n'est pas forcément sur des modèles paysans. Par exemple, des nouveaux entrants ayant un profil entrepreneurial, comptant sur d'importants capitaux, peuvent envisager de faire du bio, non pas comme un engagement, mais plutôt d'après des considérations très pragmatiques de rentabilité. C'est pourquoi je préfère employer le terme de néoagriculteur à celui de néopaysan.

Quant au militantisme, il est vrai qu'une part importante de ces néoagriculteurs font partie d'associations ou témoignent

¹ - L'expression désigne des « des biens immobiliers vacants, dont le propriétaire est soit inconnu (aucun titre de propriété publié au fichier immobilier ou au livre foncier, aucun document cadastral), soit disparu, soit décédé. Depuis 2004, les communes peuvent devenir propriétaires des biens présumés sans maître ». Source : Site des notaires de France.

d'engagements passés très militants. C'est d'ailleurs par ces réseaux-là que j'ai pu accéder à mon terrain, notamment à travers les mouvements de revendication des terres publiques.

Tomás García Azcárate : Permettez-moi une comparaison. Imaginez que la fonction publique soit vieillissante, qu'elle peine à se renouveler et que l'on réserve l'accès aux aides aux fils de fonctionnaires, en les obligeant par ailleurs à racheter la table et l'ordinateur qui va avec. C'est exactement ce qu'on fait avec le monde agricole : cela fait cinquante ans qu'on installe des jeunes avec une politique de soutien et cela fait cinquante ans que ça dure. Et comme il est de coutume de dire dans mon gymnase : si tu continues à faire les mêmes choses, n'espère pas des résultats différents. Il y a un vrai problème avec la Pac telle qu'elle est aujourd'hui. Si la nouvelle Pac entre en vigueur en 2022, il y a là une vraie fenêtre d'opportunité, puisque l'on passerait à une stratégie avec des objectifs à atteindre au niveau national. Ne pourrait-on pas alors envisager d'élargir la politique d'installation des fils d'agriculteurs aux Nima ?

Bruno Macias : Pour revenir sur une vision plus européenne, je dirais qu'en France, si je compare avec l'Espagne ou en Italie, on se plaint beaucoup mais on est quand même très bien loti. Je pense à des organismes ou des associations comme la Safer et Terre de Liens, qui n'existent pas ailleurs. En Espagne, à chaque fois que je parle de la France, on me regarde avec des grands yeux en me disant : « *Waouh ! Quel pays merveilleux, vous savez prendre soin de vos paysans !* » Là-bas, cela fait déjà dix ans qu'une association comme Terre de Liens (Terra Franca) tente de s'implanter, sans succès. □

GRAND TÉMOIN

Cessez d'être défensifs, prenez votre destin en main !



Saadi Lahlou, titulaire de la chaire de psychologie sociale, London School of Economics.

Il était intervenu en 2003, lors de la 9^e édition, pour expliquer en quoi les représentations sont des espèces vivantes. C'est en tant que grand témoin qu'il prend place à la tribune d'aujourd'hui. Non pas pour avoir le dernier mot mais pour tirer les fils saillants de nos échanges. Intervention sans filet.

Je ne vais pas essayer de résumer les débats qui ont été extrêmement riches et, par moments, enthousiasmants. Première remarque : je retrouve ici des gens que je connais depuis longtemps, ce qui m'inquiète un peu. Cela signifie une certaine dominance de notre génération et je me demande si nous ne sommes pas un petit peu dans un entre soi. Du coup, se pose-t-on les bonnes questions ? Peut-être oui, peut-être non, je ne sais pas ! Je trouve dommage en particulier qu'il manque un certain nombre de parties prenantes telles que les distributeurs et les acteurs de la bioingénierie, dont je reparlerai tout à l'heure, tant cette dernière me fait penser à un éléphant dominant tout le chapiteau où nous sommes, et que nous n'aurions pas vu.

On m'a demandé de réexaminer, 15 ans après, la question de l'image des agriculteurs. Je me suis dit : tiens, si on faisait de nouveau l'exercice dans quinze ans, en 2034, que pourrions-nous dire ? Prenez ce que nous évoquions en 2003. Nous commencions alors à nous interroger sur les aspects sanitaires et nous évoquions surtout les relations entre agriculture, nature, industrie et transformation. Et puis les choses se sont précipitées car cette année-là, le 14 avril, on annonçait l'achèvement du séquençage complet du génome humain. Puis a eu lieu de manière massive la révolution internet, mais aussi la transition climatique, qui n'était pas un sujet en 2003, puis aujourd'hui arrive quelque chose dont tout le monde parle, l'Intelligence Artificielle. Face aux évolutions très rapides des



biotechnologies, nous réfléchissons depuis deux jours aux questions de santé, d'environnement, d'image du bio, et je me demande si nous ne sommes pas un peu en retard dans les enjeux à poser sur la table. Car je pense que nous ne sommes qu'au début de cette accélération.

Dans dix ou quinze ans, il ne sera plus question de transition climatique mais de résilience (et d'adaptation)! Le débat à avoir en tête désormais est le suivant: comment fait-on puisque de toute façon, c'est parti pour changer?

Les décisions ne sont plus prises à partir du réel, mais des images du réel

Mais revenons à la question de l'image. Oui, les représentations changent, elles se métissent, elles reflètent plus ou moins la réalité. Il y a une tendance que nous connaissons tous dans les entreprises, les administrations, la recherche, la vie quotidienne et qui est l'un des effets de la numérisation. Quand on analyse l'évolution du travail et de la production, on se rend compte qu'on a transféré progressivement de nombreuses tâches aux automates. C'est le cas depuis longtemps pour le travail sur la nature: on ne travaille plus les champs à la main, ce sont des machines qui le font. L'extraction des matières premières, à l'origine confiée aux esclaves et aux animaux, a été opérée précocement par des engins mécaniques. C'était la première révolution technique. Puis, avec la révolution industrielle, ce n'est plus l'extraction, mais le travail sur la matière qui a été transféré aux automates, nous faisant passer de l'artisanat à la production industrielle. Une évolution qui s'est achevée au cours du XX^e siècle.

Après la nature et la matière, restent l'information et les humains, car ce sont ces quatre catégories qui constituent l'objet du travail. La révolution suivante a consisté à confier aux automates le travail sur l'information, c'est ce qu'on a appelé l'informatisation. Cette phase-là, qui a bouleversé le tertiaire et produit des effets économiques tels que le chômage, est en train de s'achever. La révolution suivante, c'est le travail sur les humains. C'est à des robots que nous allons passer ce flambeau.

Au cours des transformations liées aux technologies informatiques, on a créé une image numérique des objets du monde réel, pour que les ordinateurs puissent les traiter. Parce que les ordinateurs ne savent traiter que des représentations numérisées. Or, c'est sur cette image-là que sont prises les décisions. Quand vous rencontrez votre banquier, il ne vient pas visiter votre exploitation ou voir comment votre entreprise fonctionne: il regarde les courbes et graphiques qui représentent votre exploitation sous forme numérique. À l'université, vous êtes évalués non pas sur ce que vous avez fait mais sur les notes que vous avez. D'une manière générale, quand vous faites du management, c'est désormais sur un tableur, avec des indicateurs, les Key Performance Indicators...

Ce qui compte désormais, ce n'est donc plus le réel, mais une image du réel. C'était déjà un peu le cas avant, mais le phénomène est désormais massif depuis la révolution informatique. Le monde où se prennent les décisions, ce n'est plus le monde physique, c'est le monde de l'image numérique, y compris pour les grandes décisions politiques. Dans ce cadre, l'image des agriculteurs va devenir

un enjeu vital, puisque c'est à partir de cette image que seront prises les décisions les concernant.

Dans son livre « *L'Écran du désert* » portant sur la guerre du Golfe, le philosophe Paul Virilio a décrit l'avion furtif, indétectable au radar: c'est la première fois, note-t-il, qu'un objet est conçu d'après son image à distance. Ce n'est plus la prise en compte par les ingénieurs de la masse et de l'énergie qui donnent sa forme à l'avion, mais celle de l'image à distance de la détection radar. Virilio a forgé un mot pour qualifier ce type d'objet: icodynamique. Eh bien, nous tous, dans une société où les décisions sont prises sur les images, nous devenons icodynamiques, nous avons des comportements icodynamiques. Ce que nous cherchons à optimiser n'est pas la réalité, c'est la vision de la réalité à travers les indicateurs qui vont servir à prendre les décisions. C'est assez tragique. Mais cela signifie que si vous ne maîtrisez pas votre image, vous n'êtes pas maîtres de votre avenir.

Je peux vous en donner quelques exemples. Pensez à l'affaire Enron, qui était l'une des plus grandes entreprises américaines et qui a fait une faillite spectaculaire en 2001, quand la réalité a regagné ses droits et montré le vaste maquillage de leur image comptable. Même chose pour Volkswagen (avec le « *dieselgate* »), qui a « amélioré » l'image de ses mesures d'émissions polluantes. Et de semblables exemples existent dans le monde politique, malheureusement souvent sans les corrections apportées par l'irruption du réel.

Dans le domaine des représentations, ce ne sont pas du tout les mêmes types de rapport de force que dans le monde réel. Ce n'est pas la taille des divisions, des armées, des puissances financières qui compte, mais la capacité à accaparer l'attention, à raconter de bonnes histoires (« *le storytelling* ») et à convaincre. Plus vous êtes radicaux, plus vous faites appel au scandale et plus vous avez d'impact. C'est en partie pour cette raison qu'on observe une radicalisation des propos et des postures.

Il faut également avoir à l'esprit que vous ne pouvez pas lutter contre des problèmes d'images simplement en résistant. Freud disait: « *La négation n'existe pas* ». En fait, pour résister, il faut construire. Si vous voulez maîtriser votre image, il faut la construire et si possible le faire à partir de quelque chose de réel. Mais essayer de lutter contre les mauvaises images, c'est comme lutter contre la marée en faisant des châteaux de sable, cela ne sert à rien! Il faut un projet et il faut que ce projet soit soutenu par une histoire qui donne la puissance suffisante pour pouvoir résister à l'intérieur du débat médiatique.

C'est le projet qui fait la communauté

J'en arrive donc à la deuxième partie de mon propos, sur la question justement du projet. Si on n'a pas de projet, si on ne sait pas où l'on va, on est en permanence en fond de court comme disent les joueurs de tennis, on court, essayant de répondre à toutes les attaques, médiatiques ou autres. C'est épuisant et on ne s'en sort pas.

Or, cela fait je ne sais combien de temps que la profession essaie de travailler là-dessus et aucun projet n'émerge! Et pas de projet, pas de communauté. Puisque ce qui fait une communauté qui survit, c'est le partage d'un projet,

pas seulement d'une histoire. Ce problème doit être attaqué de front. Même si on sait que le projet est irréaliste, ce n'est pas grave, il faut avoir un dessein, faute de quoi vous êtes constamment ballottés par les problématiques des autres. Et c'est ce qui se passe! Les agriculteurs se sont trouvés trébuchés dans les problématiques de la santé, de l'environnement et ils vont toujours être considérés comme coupables, parce que ce sont eux qui sont à la source des produits, et eux qui occupent la terre.

Alors, autant qu'ils prennent leur destin en main et tentent de trouver ce que pourrait être ce projet. Permettez-moi quelques suggestions. Dans toute tentative d'élaboration d'un projet, il y a un ancrage local. C'est à cette échelle qu'il faut commencer. Ensuite, il y a le lien avec les problématiques alimentaires. La fonction nourricière fait partie de l'histoire de cette communauté. Et puis, à présent, arrivent les questions écologiques. Pourquoi ne pas prendre le taureau par les cornes puisque de toute façon, les agriculteurs vont être considérés comme responsables en cas de problème? Ils pourraient dire : « *Tout le monde a fait des erreurs, la terre va mal, qui doit la réparer? Eh bien, c'est nous! On va y aller, on va devenir les conservateurs, les réparateurs et éventuellement les nourrisseurs. Notre boulot va être de réparer les avaries que les uns les autres avons créées, en particulier vous autres dans les villes. Et donc pour ça, donnez-nous des moyens!* ». Pourquoi la part nationale de la Pac ne serait-elle pas consacrée à des initiatives de ce type? Pourquoi ne pas lancer des grands investissements? Il faut demander! Si vous ne le faites pas, vous n'aurez rien du tout. Et il est plus facile de s'appuyer pour cela sur de grands projets mobilisateurs que de mendier des aides pour essayer de réparer quelques situations un petit peu compliquées au niveau local. Il faut de l'ambition, parce que les grands projets se vendent plus facilement que les petits. Un projet ambitieux serait de dire : nous, nous allons gérer le défi de la transition que personne ne veut réellement assumer, et nous allons devenir les « *naturiers* » - plutôt que les jardiniers de la planète.

Les agriculteurs, des « *naturiers* » et des « *biologues* » ?

Enfin, ayant passé un certain temps à faire de la prospective, je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a un éléphant dans la pièce – les biotechnologies - et je m'étonne qu'on en ait aussi peu parlé. Regardez la viande artificielle : on est en train de s'approcher du prix de la viande sur pied. Ces technologies atteignent un niveau de développement très avancé dans les labos. Il y a là un vent de changement qui souffle. Vu de l'extérieur, il y a d'un côté des technologies qui vont permettre d'élaborer, d'une manière régulière, propre, contrôlée, éthique, une partie de notre alimentation. De l'autre, une foule de petits producteurs, des artisans, qui ne voient pas arriver le tsunami et qui risquent d'être balayés, comme cela s'est passé à chaque fois qu'une technologie est apparue.

Pourquoi vous, les agriculteurs, ne vous en saisissez pas – sachant que ces biotechs ne nécessitent pas d'énormes usines mais peuvent se faire à petite échelle? Vous pourriez très bien produire chacun votre viande artificielle à

la ferme. Pourquoi pas? On fait bien des fromages. Si ça ce ne sont pas des biotechnologies, les fromages! On pourrait très bien faire la même chose avec d'autres types de matières premières, en mettant en œuvre de petites unités industrielles locales et résilientes, plutôt que d'attendre que de grands acteurs financiers se saisissent de cette ingénierie et qui, eux n'en auront rien à faire des territoires. Finalement, plus que des « *naturiers* », vous pourriez être des « *biologues* ». □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le rat, la viande et le local

Lionel Delvaux : Vous avez indiqué que le projet fait la communauté et je pense notamment au scénario prospectif « *Afterres* »¹. Ce genre d'initiatives est-elle à même de construire un imaginaire collectif?

Saadi Lahlou : C'est seulement en prenant les problèmes de front qu'on va réussir à construire quelque chose. Il faut regarder les choses en face. Ici, dans quinze ans, si la viticulture ne change rien, c'est fichu. Dans un siècle, Saint-Jean-de-Luz est sous l'eau. On fait comment? Et cela va vite! Les enfants qui naissent aujourd'hui assisteront à la disparition de Saint-Jean-de-Luz. On n'est plus dans le fantasme, dans le catastrophisme, ça y est! Il va faire de plus en plus chaud, il y aura du stress hydrique et, très régulièrement, des récoltes seront foutues à cause d'événements climatiques violents, on le sait.

Et c'est justement en cherchant à trouver des moyens d'agir que l'on entraîne ou rencontre d'autres personnes intéressées. Nous sommes des animaux sociaux. Nous préférons nous battre ensemble que de gagner tout seul. Alors, oui, des initiatives comme celle d'Afterres, qui part de données scientifiques conférant de la légitimité, aident à construire des communautés d'acteurs.

Connaissez-vous l'expérience du professeur Henri Laborit (neurobiologiste, éthologue et philosophe) avec les rats? Elle est merveilleuse! Laborit place un rat dans une cage au plancher grillagé, séparée en deux compartiments par une cloison percée d'une porte ouverte. Un dispositif fait que quatre secondes après un signal sonore et lumineux, un choc électrique a lieu dans le plancher grillagé du compartiment où est le rat. Très vite, ce dernier comprend la relation entre les signaux et la décharge électrique. Dès qu'il voit et entend le signal, il file dans l'autre compartiment. Deuxième phase de l'expérience : la porte reste fermée. Le rat voit la lampe s'allumer, prend le choc électrique dans les pattes sans pouvoir filer de l'autre côté. Soumis à ce régime pendant trois semaines, l'animal développe une hypertension artérielle chronique, un ulcère à l'estomac, perd ses poils, dépérit. Troisième phase, Laborit met deux rats dans la cage et réitère l'expérience de la porte fermée. Les deux rats voient s'allumer la lampe, savent que le choc va arriver... Que font-ils? Dès l'apparition du signal lumineux, ils se battent. Mais, et c'est là tout le tragique, au bout de trois semaines, mis à

1 - <https://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>



part quelques griffures et morsures, ils sont en parfaite santé! Cela signifie que la réaction naturelle devant le stress, ce n'est pas que la fuite, c'est aussi l'agression. Il vaut donc mieux polariser cette réaction vers quelque chose de positif et de constructif. Faute de quoi, il se passe ce que décrivent tous les scénarios apocalyptiques et ce qu'analyse Jared Diamond dans son livre « Effondrement » : la violence et l'hostilité surviennent et accélèrent la chute.

Antoine Messéan : Nous savons élaborer des récits, des scénarios, de la science-fiction Mais comment passe-t-on du projet et de la prospective aux travaux pratiques ? À quelle échelle, avec qui ? Pourriez-vous nous en dire un peu plus ?

Brigitte Allain : J'imagine que votre proposition de viande synthétique était de la provocation ? Non ? Parce que je pense qu'on peut construire quelque chose d'autre, sans être obligé de devancer les industries agroalimentaires.

Saadi Lahlou : J'indiquais seulement que s'emparer de ces technologies pouvait constituer une alternative. Ce sont mes étudiants qui m'ont dit : au niveau économique, c'est prêt et si c'est élaboré au plan local, cela résoudrait une grande partie des problèmes de réticence face à l'artificiel.

Pour répondre à Antoine Messéan, je ne sais pas ce qu'est un monde meilleur et comment on y arrive, en revanche, je suis absolument certain qu'une foule de problèmes insolubles au niveau général trouvent des réponses au niveau local. Il faut faire confiance à la créativité des gens. Ce ne sera pas toujours des scénarios gagnants. Mais cela risque d'être des scénarios moins perdants que si on ne s'y était pas mis localement.

Par exemple, je n'ai pas trouvé ridicule l'idée du grand débat national, toute politique mise à part. Je suis allé à un ou deux débats locaux. Alors que je m'attendais à ce que ce soit n'importe quoi, j'ai entendu des gens intelligents qui échangeaient, qui avaient des idées. Pour bâtir un projet, il faut démarrer petit et grossir progressivement. Il y a des exemples de réussite. Le local est une clef pour s'y essayer ! □

Les 25^{es} Controverses européennes à Bergerac
sont organisées par la Mission Agrobiosciences-INRA, avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine.
En partenariat avec la mairie de Bergerac, le Conseil départemental de Dordogne, la CAB, l'Office de tourisme de Bergerac,
l'IVBD et la Fédération nationale des Cuma.

Retrouvez toutes les informations concernant les Controverses européennes et les actes des précédentes éditions
sur le site : controverses-europeennes.eu

